17 JUILLET 2026

SOIXANTE SEPTIEME ANNEE – N°123 Bis Spécial PRIX: 2.000 Francs Dépôt légal 777

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 01 76 20 00.
Ceux-ci sont payables d'avance, par mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville
Compte courant postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

PARLEMENT

Loi n°002/2026 du 17 juillet 2026 portant loi de finances rectificative de l'année 2026……...**1**

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°0322/PR du 17 juillet 2026 portant promulgation de la loi n°002/2026 du 17 juillet 2026 portant loi de finances rectificative de l'année 2026……...**84**

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

PARLEMENT

Loi n°002/2026 du 17 juillet 2026 portant loi de finances rectificative de l'année 2026

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré et adopté ;
Le Président de la République, Chef de l'État, Chef du Gouvernement promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er : La présente loi, prise en application des dispositions combinées des articles 94 et 96 de la Constitution et 8, 10, 11, 12 et 13 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, modifie certaines dispositions de la loi n°041/2025 du 29 décembre 2025 déterminant les ressources et les charges de l'État pour l'année 2026.

PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE PREMIER : DES IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES

A- De l'autorisation de perception des ressources

Article 2 : Le Gouvernement de la République est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi, en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2026 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux établissements publics, collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.

B- Des dispositions fiscales

Article 4 : Les dispositions du Code Général des Impôts (CGI) actuellement en vigueur sont modifiées ainsi qu'il suit :

LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS

Titre 1 : IMPOT SUR LES SOCIETES (IS)

Chapitre 2 : Bénéfices imposables

Section 3 : Charges déductibles

« **Article 11 bis nouveau** : Le bénéfice net imposable est établi sous déduction de tous frais et charges nécessités par l'exercice de l'activité imposable au Gabon et satisfaisant aux conditions suivantes :

-être appuyés de factures électroniques normalisées ou de documents en tenant lieu, admis par voie règlementaire. »

(Le reste sans changement)

Sous-section 6 : Provisions

« **Article 11-VI alinéa 14 nouveau** : Sont déductibles :
Nonobstant les dispositions ci-dessus, les établissements de crédit sont admis à constituer des provisions sur les créances douteuses relatives aux opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat, à concurrence de leur montant. Cette provision, admise en diminution du bénéfice fiscal, ne pourra en aucun cas excéder la provision admise en application des normes prudentielles édictées par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale. »

(Le reste sans changement)

Titre 2 : IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES (IRPP)

Chapitre 2 : Revenus imposables

Section 1 : Détermination des bénéfices ou revenus nets des diverses catégories de revenus

« **Article 91 bis alinéa 5 nouveau** : « L'indemnité de voiture ou d'entretien de véhicule n'est exonérée que pour les bénéficiaires qui ne disposent pas d'une voiture fournie par la société, ou entretenue par celle-ci et qui utilisent leur véhicule à des fins professionnelles. Toutefois, cette indemnité allouée par l'employeur n'est exonérée que dans la limite de 100.000 FCFA par mois. »

Chapitre 5 : Modalité de recouvrement de l'impôt

Section 2 : Précompte de l'IRPP

« **Article 178 bis alinéa 2 nouveau** : « … Le précompte n'est pas exigible si le bailleur est assujetti à l'impôt sur les sociétés au Gabon. Il est perçu au taux de 5% du montant des loyers imposables. »

TITRE 3 : DISPOSITIONS COMMUNES A L'IS ET A L'IRPP

Chapitre 4 : Régime fiscal des opérations de crédit-bail

« **Article 202 nouveau** : Les opérations de crédit-bail portant sur les biens immobiliers ou mobiliers sont assujetties à la TVA. La base de la taxe est constituée par le montant brut du loyer facturé.

La TVA facturée au crédit-bailleur au moment de l'acquisition d'un équipement donné en crédit-bail est due par le crédit-preneur qui bénéficie du droit à déduction de ladite TVA lors de la mise en place du contrat.

Le crédit-bailleur peut payer la TVA pour le compte du crédit-preneur. Dans ce cas, le crédit-bailleur peut alors inclure le montant de la TVA dans le coût global d'acquisition du bien.

Les loyers de crédit-bail et la valeur résiduelle en fin de contrat sont facturés HT pour la partie amortissement de l'encours financier. »

« **Article 202 bis nouveau** : L'avantage d'exonération de TVA prévu pour l'acquisition d'équipements agréés peut faire l'objet de transfert au profit du crédit-bailleur lorsque l'opération est réalisée par voie de crédit-bail. Le transfert de l'exonération de la TVA porte tant sur l'acquisition de l'équipement que sur les loyers.

Le bénéfice de cette mesure est subordonné à :

-l'introduction par le locataire auprès de la Direction Générale des Impôts d'une demande d'autorisation de transfert de l'exonération de la TVA indiquant le nom du crédit-bailleur, le nom du fournisseur, les caractéristiques du bien à acquérir ainsi que son prix hors taxe et la TVA y afférente ;
-la justification que le locataire bénéficie d'un régime privilégié.

Si le locataire ne procède pas à l'achat du bien dans les délais impartis dans le contrat de crédit-bail, ou si le crédit-bailleur est contraint de récupérer, en cours de contrat, le matériel exonéré du fait du défaut de paiement des loyers par le crédit-preneur, la TVA est alors appliquée sur la valeur de cession et exigible auprès du crédit-bailleur ».

« **Article 202 ter nouveau** : « Les opérations de crédit-bail sont assujetties à l'impôt minimum forfaitaire sur la base d'un chiffre d'affaires assis sur l'ensemble des revenus financiers perçus au cours d'un exercice. »

« **Article 203 nouveau** : Dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, portant sur un matériel productif et donnant lieu à un réinvestissement à due concurrence minimum au terme du contrat, la durée fiscale d'amortissement est la durée du contrat, qui elle-même est fonction de l'utilisation effective du bien.

Toutefois, en ce qui concerne les immeubles à usage professionnel, commercial ou industriel, y compris ceux servant au logement du personnel de l'entreprise, la durée du contrat de crédit-bail ne peut excéder 15 ans. »

« **Article 204 nouveau** : L'enregistrement des contrats de crédit-bail ainsi que les mutations d'immeubles ou de droits immobiliers intervenant entre le bailleur et le preneur d'un contrat de crédit-bail dans le cadre dudit contrat, sont assujettis au droit fixe d'enregistrement de 20.000 FCFA et n'entraînent la perception d'aucun autre droit, taxe ou impôt, à l'exception des frais payés au titre de la publicité foncière.

Il en est de même pour les opérations de lease-back immobilier intervenant entre le preneur et le crédit-bailleur et les baux emphytéotiques constitués pour permettre la réalisation des opérations de crédit-bail, en particulier.

Pour l'application de l'alinéa 1 du présent article, la cession au bailleur d'un terrain appartenant au preneur, sur lequel seront édifiés les biens immobiliers faisant l'objet du contrat de crédit-bail, est considérée comme une mutation intervenant dans le cadre d'un contrat de crédit-bail.

Les opérations de transfert doivent être prévues dans le contrat de crédit-bail. »

(Le reste sans changement)

LIVRE 2 : TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

TITRE 1 : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

Chapitre 1 : Champ d'application

Section 1 : Personnes imposables

« **Article 208 ter nouveau** : Par dérogation à l'article 208, les assujettis non-résidents sont redevables de la TVA, quel que soit leur chiffre d'affaires réalisé au Gabon. »

Section 3 : Exonérations

« **Article 210 nouveau** : Sont exonérés de la TVA :

2) Les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives à toute taxation sur le chiffre d'affaires :

-les ventes des produits des carrières ;
-les opérations liées aux contrats d'assurances et de réassurances dans le cadre normal de leur activité ainsi que les prestations de service afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et autres intermédiaires d'assurances ;
-les intérêts rémunérant les emprunts extérieurs ;
-les jeux de hasard et de divertissement ;
-les opérations ayant pour objet la transmission des biens immobiliers et des biens meubles incorporels passibles des droits d'enregistrement ;
-les opérations relatives aux locations civiles de terrains non aménagés et locaux nus.

4) Les opérations d'impression, d'importation et de vente de manuels scolaires, de journaux et périodiques à l'exclusion des recettes de publicité. Le bénéfice de l'exonération prévue au présent paragraphe est subordonné au strict respect de la réglementation applicable en matière de presse et de manuels scolaires.

10) Les biens ci-après :
-lait liquide ;
-lait en poudre ;
-lait concentré ;
-lait non concentré ;
-lait sucré ;
-lait non sucré ;
-margarine ;
-beurre ;
-yaourts ;
-sel ;
-viandes et volailles d'importation ;
-poissons de pêche ;
-huiles de table de fabrication locale ;
-sucre ;
-riz ;
-conserves de légumes, tomates double concentrée, tomates entières ;
-conserves de sardine ;
-conserves de maquereaux ;
-conserves de pilchards ;
-pâtes alimentaires ;
-papiers journal ;
-cahiers et manuels scolaires ;
-médicaments ;
-produits pharmaceutiques ;
-ciment ;
-gravier ;
-tôles bac de dimension 5/10 et 6/10 ;
-tôles de dimension inférieure ou égale à 3/10 ;
-sable ;
-eau minérale naturelle produite au Gabon.

20) L'importation et la commercialisation des véhicules électriques.

21) Les ventes de gasoil destinées aux activités de la pêche industrielle.

Le bénéfice de l'exonération ci-dessus visée est subordonné à la satisfaction, par le pêcheur industriel, des conditions cumulatives ci-après :

-être titulaire d'une autorisation administrative délivrée par le Ministère en charge de la Pêche ;
-être titulaire d'une autorisation de pêche industrielle en cours de validité ;
-être à jour de ses obligations techniques, administratives, fiscales, sociales et environnementales ;
-être membre actif d'une collectivité pour les non gabonais. »

(Le reste sans changement)

Section 4 : Territorialité

« **Article 211 ter** :
4) Par exception, en ce qui concerne les transports internationaux, les opérations sont réputées faites au Gabon si le transporteur y a son domicile ou sa résidence habituelle ou son siège, alors même que le principal de l'opération s'effectuerait hors du Gabon.

5) Pour les prestations immatérielles visées au 2), le preneur est réputé établi au Gabon lorsque deux au moins des critères ci-dessous désignent le Gabon :

-l'adresse de facturation y est située ;
-le contrat passé avec le client lorsque ce dernier y est situé ou que le service fourni va y être utilisé ;
-le client fournit un numéro d'identification fiscale au Gabon ;

-les coordonnées bancaires du client ou les informations de la carte de crédit utilisées pour le paiement de la prestation ;
-les données de télécommunications telles que le pays identifié par le code mobile national de la carte SIM, le pays d'installation de la ligne fixe ou celui où se trouve le décodeur ou la carte de décryptage utilisés pour effectuer la prestation ;
-les données de géolocalisation telles que l'adresse IP (protocole internet) du dispositif utilisé pour la prestation ou une méthode de géolocalisation équivalente. »

(Le reste sans changement)

Chapitre 2 : Modalités de calcul

Section 2 : Base d'imposition

« **Article 215 alinéa 2 nouveau** : La base d'imposition est notamment constituée par :

-la différence entre le prix d'achat et le prix de revente en ce qui concerne le commerce des biens usagés. »

(Le reste sans changement)

Section 3 : Taux

« **Article 221 nouveau** : Les taux de TVA sont les suivants :

1) Taux normal : 18% applicable à toutes opérations taxables à l'exclusion des opérations soumises au taux réduit de 10%, de 5%, de 3% ou de 0%.

2) Taux réduit : 10% applicable aux opérations de production, d'importation et de vente portant sur les produits suivants :

-pièces détachées automobiles ;
-essieux automobiles ;
-carreaux de construction ;
-pointes.

(Le reste sans changement)

3) Taux réduit : 5% applicable aux opérations de production, d'importation et de vente portant sur les produits suivants :

-journaux et magazines importés ;
-eau minérale importée.

(Le reste sans changement)

4) Taux réduit : 3% applicable aux opérations de production et de vente portant sur le fer à béton fabriqué au Gabon.

5) Taux zéro : 0% applicable aux exportations, aux transports internationaux, aux opérations d'avitaillements en carburant et aux opérations d'entretien et réparation effectuées sur les aéronefs et navires affectés au trafic international.

Le taux zéro est également applicable aux prestations de services dont le lieu d'imposition est situé hors du Gabon, et qui ouvriraient droit à déduction si leur lieu d'imposition était au Gabon. »

6) Les taux du présent article sont applicables à une base hors TVA et concernent aussi bien les marchandises et services produits localement que les biens importés.

(Le reste sans changement)

Section 4 : Déductions

« **Article 222 alinéa 2 nouveau** : Le droit à déduction prend naissance lorsque la taxe devient exigible chez le fournisseur. Les déductions antérieures omises peuvent être réparées et prises en compte jusqu'au douzième mois qui suit celui au cours duquel le droit a pris naissance. »

« **Article 222 alinéa 6 nouveau** : La TVA afférente aux biens ne constituant pas des immobilisations détenues en stocks à la date à laquelle l'entreprise devient redevable, est déductible si ces biens sont destinés exclusivement à la réalisation d'opérations ouvrant droit à déduction, à condition que ces marchandises aient été acquises au cours de l'exercice d'assujettissement. La taxe ayant grevé les immobilisations détenues par les entreprises qui deviennent redevables de la TVA n'ouvre pas droit à déduction. »

(Le reste sans changement)

« **Article 223 nouveau** : La TVA dont les entreprises peuvent opérer la déduction est celle qui figure distinctement sur les factures électroniques normalisées ou tout document en tenant lieu admis par voie règlementaire. »

Sous-section 2 : Exclusions du droit à déduction

« **Article 224 nouveau** : N'ouvre pas droit à déduction la taxe ayant grevé :

-les charges exclues du droit à déduction par détermination de la loi. »

(Le reste sans changement)

Sous-section 3 : Limitation du droit à déduction : le prorata

« **Article 227 alinéa 3 nouveau** : 3) Si le prorata est inférieur ou égal à 10%, aucune déduction n'est admise ; s'il est supérieur à 90%, l'intégralité du droit à déduction peut être exercée. Si le prorata est supérieur à 10% et inférieur à 90%, il est tenu compte du pourcentage effectivement déterminé sur la base du ratio. »

(Le reste sans changement)

Sous-section 4 : Régularisations

« **Article 230 alinéa 1 nouveau** : Lorsqu'un bien ayant fait l'objet d'une déduction au titre des immobilisations ne fait plus partie des immobilisations de l'entreprise ou en l'absence de sortie d'actif en cas de modification de la situation de ce bien au regard du droit à déduction, soit en cas de changement de réglementation, soit en raison d'un changement d'utilisation avant la fin de la quatrième année qui suit celle de l'acquisition, l'assujetti est redevable d'une fraction de la taxe antérieurement déduite. Cette fraction est égale au montant de la déduction diminuée d'un cinquième par année ou fraction d'année depuis l'acquisition. »

(Le reste sans changement)

Chapitre 3 : Modalités pratiques

Section 3 : Retenues à la source

« **Article 243 bis nouveau** : Par exception aux dispositions de l'article précédent, peuvent obtenir le remboursement des crédits de TVA :

-les assujettis qui cessent définitivement leur activité, à l'exclusion des activités de négoce. La cession d'une société, de même que les opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif ne sont pas assimilées à une cessation d'activité. »

(Le reste sans changement)

Chapitre 6 : Régime simplifié applicable aux prestataires de services numériques non-résidents

« **Article 248 septies** : Les fournisseurs et les opérateurs de plateformes numériques non-résidents qui effectuent des prestations de services numériques pour lesquelles ils sont redevables de la TVA au Gabon sans y disposer d'un représentant solvable accrédité, peuvent opter pour l'application du régime simplifié d'immatriculation, de déclaration et de paiement de la TVA établi par l'article 248 octies ci-dessous.

Le terme plateforme numérique désigne les opérateurs mettant en relation, à distance et par voie électronique, des personnes en vue de la fourniture de services numériques. La plateforme numérique peut être exploitée par un fournisseur pour la vente de ses propres produits ou par un opérateur qui met en relation les fournisseurs et leurs clients.

Le terme service numérique désigne la fourniture de services immatériels réalisés à distance au moyen d'un réseau informatique et/ou électronique. Les prestations de services numériques comprennent notamment :

-les cessions et concessions de droits d'auteurs, de brevets, de droits de licences, de marques de fabrique, de commerce et d'autres droits similaires ;
-les prestations de publicité ;
-les prestations des conseillers, ingénieurs et bureaux d'études ;
-les prestations des experts-comptables, des conseils juridiques et fiscaux et des autres professions libérales ;
-le traitement de données et la fourniture d'informations, d'images ou de textes ;
-les services de radiodiffusion et de télévision ;
-les services de téléchargement, de diffusion de films, de musique et de jeux en ligne ;
-la fourniture de logiciels, de services de traitement, de gestion et de stockage de données ;
-la mise à disposition de bases de données ;
-l'apprentissage en ligne, l'enseignement à distance ;
-l'hébergement de sites web ;
-les services d'abonnement à des médias, à des films par téléchargement ou en streaming. »

« **Article 248 octies** : Les fournisseurs et les opérateurs de plateformes numériques non-résidents visés à l'article 248 septies peuvent opter pour le régime simplifié d'immatriculation, de déclaration et de paiement de la TVA selon les modalités ci-dessous :

1) Ils doivent remplir en ligne un formulaire d'immatriculation à la TVA simplifié prévu à l'article P-817 ter, fourni par l'administration fiscale.

L'immatriculation à la TVA sous le régime simplifié en application des présentes dispositions n'est pas susceptible de constituer un établissement stable aux fins d'autres impôts. Il est souscrit dans le seul but de déclarer et d'acquitter la TVA collectée et ne fait pas du fournisseur ou de l'opérateur de plateforme numérique non-résident un représentant fiscal au Gabon.

Par dérogation à l'article P-817 du Code Général des Impôts, les fournisseurs non-résidents soumis au régime simplifié ne sont pas tenus de désigner un représentant solvable accrédité auprès de l'Administration fiscale.

2) Ils doivent déposer, dans les vingt premiers jours suivant chaque trimestre, une déclaration simplifiée à travers l'interface de télédéclaration de l'administration fiscale. En cas de fixation de leur prix de vente dans une devise différente de celle ayant cours légal au Gabon, les fournisseurs et les opérateurs de plateformes numériques non-résidents sont tenus, pour la détermination de la base imposable déclarable, de convertir la valeur de leurs ventes sur la base du taux de change applicable au dernier jour du mois fiscal concerné publié par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

Les fournisseurs et les opérateurs de plateformes numériques non-résidents qui ont opté pour le régime simplifié ne disposent pas du droit à déduction de la TVA ayant grevé leurs achats à des assujettis gabonais. »

« **Article 248 nonies** : En application de l'article 14 de la section 7 des textes fiscaux non codifiés annexés au CGI, les fournisseurs et les opérateurs de plateformes numériques non-résidents, y compris ceux qui ont opté pour le régime simplifié, sont soumis à la Contribution Spéciale de Solidarité (CSS). Les fournisseurs et les opérateurs de plateformes numériques non-résidents soumis au régime simplifié déclarent et paient la CSS selon les mêmes modalités simplifiées que pour la TVA. »

TITRE 2 : DROITS D'ACCISES

Chapitre 1 : Champ d'application et taux des droits d'accises

« **Article 250 nouveau** :

Produits	Taux ad valorem	Taxe spécifique
Bières locales et boissons maltées locales	22%	120 FCFA par litre
Vins d'importation	32 %	1750 FCFA par litre
Champagnes	32 %	2250 FCFA par litre
Cigarettes, cigares, cigarillos, tabacs, sachet ou cartouche de nicotine, cigarette électronique, ustensiles appareils de vapotage (chicha ou autres composants)	32%	250 FCFA par paquet

Chapitre 2 : Obligations déclaratives et modalités de perception

« **Article 251 nouveau** : Les droits d'accises sont perçus selon les mêmes modalités qu'en matière de TVA, sur un imprimé fourni par l'Administration.

Les droits perçus sont destinés à alimenter le Fonds National pour le Développement du Sport ainsi qu'à financer des investissements spécifiques. »

(Le reste sans changement)

LIVRE 3 : IMPOTS ET TAXES DIVERS TITRE 2 : CONTRIBUTION FONCIERE UNIQUE

Chapitre 1 : Champ d'application

Section 2 : Personnes imposables

« **Article 284 nouveau** :
1) Toute propriété bâtie ou non bâtie, est imposée sous le nom de son propriétaire au 1er janvier de l'année d'imposition.

Au sens du présent article, est considérée comme propriétaire toute personne physique ou morale titulaire d'un titre foncier. »

(Le reste sans changement)

Titre 4 : TAXES DIVERSES

Chapitre 8 : Prélèvement pour le Fonds National de l'Habitat

« **Article 401 nouveau** : L'ensemble des salaires y compris les avantages et indemnités de toute nature constituant l'assiette des cotisations du régime des prestations familiales et des accidents du travail dans la limite du plafond fixé par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale en abrégé CNSS, est soumis à un prélèvement destiné à alimenter le Fonds National de l'Habitat. »

« **Article 402 nouveau** : Sont soumis au prélèvement pour le Fonds National de l'Habitat les employeurs du secteur public, à l'exception de l'Etat, et du secteur privé assujettis au régime de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. »

« **Article 403 nouveau** : Le taux du prélèvement pour le Fonds National de l'Habitat est fixé à 3%. »

« **Article 404 nouveau** : Le prélèvement pour le Fonds National de l'Habitat est soumis aux mêmes modalités de déclaration et de paiement que la retenue à la source sur les salaires prévus aux articles 95 et 96 du Code Général des Impôts. »

« **Article 404 bis nouveau** : le défaut de versement, le retard ou le défaut de déclaration ou le constat d'inexactitudes donne lieu aux sanctions prévues aux articles P-996 et suivants du Code Général des Impôts. »

LIVRE 5 : PROCEDURES FISCALES

TITRE 1 : ASSIETTE DE L'IMPOT

Chapitre Unique : Obligations des contribuables

Section 7 : Obligation de facturation

« **Article P-832 ter nouveau** :
1) Toute opération réalisée par une personne physique ou morale soumise à l'impôt sur les sociétés, à l'impôt sur les bénéfices professionnels, à l'impôt synthétique libératoire ou assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée, doit faire l'objet d'une facture électronique normalisée délivrée au moyen des dispositifs électroniques de facturation homologués par l'administration fiscale ou d'un document en tenant lieu admis par voie règlementaire.

4) Les personnes physiques ou morales qui ont acquis des dispositifs électroniques de facturation physiques peuvent bénéficier, sur demande adressée au Directeur Général des Impôts, d'un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les bénéfices et revenus et sur l'impôt synthétique libératoire de l'année d'acquisition.

L'imputation est faite à raison de :

-25% la première année d'utilisation ;
-25% la deuxième année d'utilisation ;
-50% la troisième année d'utilisation.

La quote-part du crédit d'impôt non imputé au terme de la troisième année est définitivement perdue.

Le crédit est accordé pour les dispositifs électroniques de facturation autre que le système de facturation d'entreprise, sur la base du rapport annuel d'utilisation effective du dispositif électronique de facturation. »

(Le reste sans changement)

TITRE 2 : CONTROLE DE L'IMPOT

CHAPITRE 1 : DROIT DE CONTROLE

Section 3 : Procédures de redressement

Sous-section 4 : Dispositions particulières en matière d'enregistrement

« **Article P-859 alinéa 2 nouveau** : Pendant un délai de trois mois à compter du jour de présentation de l'acte en cause à la formalité de l'enregistrement, l'Administration peut exercer, au profit du Trésor, un droit de préemption sur les immeubles, droits mobiliers, fonds de commerce ou clientèle, dont elle estime le prix de vente insuffisant, en offrant de verser aux ayants droit le montant de ce prix majoré d'un dixième.

L'alinéa précédent ne s'applique pas à la valeur de cession au crédit-preneur d'un bien figurant sur un contrat de crédit-bail, celle-ci étant purement financière et non vénale ou de marché. »

TITRE 4 : SANCTIONS

Chapitre 1 : Sanctions fiscales

Section 2 : Pénalités de recouvrement

« **Article P-1000 alinéas 1 et 3 nouveaux** :
1) Le paiement tardif de l'impôt ou le non-paiement ou le paiement partiel des impôts, droits et taxes par voie électronique par les contribuables de la Direction des Grandes Entreprises ou des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises, entraînent l'application d'une pénalité de 10% et de l'intérêt de retard prévu à l'article P-996 du Code Général des Impôts.

3) Les pénalités de recouvrement ne s'appliquent pas lorsque le contribuable est passible de la pénalité pour défaut ou retard de déclaration prévue à l'article P-998 du Code Général des Impôts. »

(Le reste sans changement)

TITRE 5 : CONTENTIEUX DE L'IMPOT

Chapitre 1 : Contentieux de l'imposition

Section 1 : Procédure préalable auprès de l'administration

Sous-section 6 : Décision de l'administration

Paragraphe 1 : Sursis de paiement

Les articles P-1056, P-1057, P-1060, P-1061 et P-1064 du Code Général des Impôts sont supprimés.

Chapitre 2 : Juridiction gracieuse

Section 3 : La transaction

« **Article P-1104 nouveau** : L'Administration peut proposer au contribuable, dans le cadre d'une transaction, une modération totale ou partielle des pénalités et des droits, sans toutefois dépasser 50% desdits droits, dans les cas suivants :

-avant la mise en recouvrement suivant une procédure de contrôle ;
-durant toute la procédure contentieuse. »

TITRE 6 : ADMINISTRATION ELECTRONIQUE

Chapitre unique : Validité des documents électroniques

Section 1 : Correspondances électroniques et tout acte de procédure

« **Article P-1126 nouveau** : Les courriers électroniques et les actes de procédures émis par l'Administration fiscale dans le cadre de ses échanges avec les contribuables ont une valeur probante équivalente à celle des correspondances papier.

Le contribuable est réputé avoir reçu le courrier électronique et/ou les actes de procédures dès leur envoi par l'Administration fiscale. »

TEXTES FISCAUX NON CODIFIES (TFNC)

Section 1 : Taxe sur la protection de l'environnement

Article 5 : Les dispositions des articles 20 et 21 de la loi n°041/2025 du 29 décembre 2025 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2026 sont modifiées comme suit :
« **Article 20 nouveau** : Le tarif de la taxe sur la protection de l'environnement est fixé ainsi qu'il suit :

-200 FCFA par kilogramme d'emballages en matière plastique ;
-2500 FCFA par mètre cube de minéraux extraits ;
-2000 FCFA par kilogramme de déchets industriels dangereux ;
-50 FCFA par litre de lubrifiants, peinture et autres produits chimiques ;
-100 FCFA par kilogramme de produits non bio dégradables. »

« **Article 21 nouveau** : La taxe pour la protection de l'environnement est recouvrée par le Receveur des Impôts territorialement compétent. Le redevable de la taxe est tenu de la verser spontanément au plus tard le 25 du mois suivant celui au titre duquel la taxe est due. »

Section 4 : Contribution Carbone

Article 6 : Les dispositions des articles 23 à 33 de la loi n°041/2025 du 29 décembre 2025 déterminant les ressources et les charges de l'État pour l'année 2026 sont modifiées comme suit :

« **Article 23 nouveau** : Il est institué un prélèvement dénommé « Contribution Carbone » visant à internaliser le coût des émissions de gaz à effet de serre (GES) généré par les opérateurs des secteurs aériens et maritimes exerçant sur le territoire gabonais. Elle est destinée à financer des programmes environnementaux, énergétiques et de transition écologique. »

« **Article 24 nouveau** : Sont soumis à la Contribution Carbone, les opérateurs économiques des secteurs maritimes et aériens. »

« **Article 25 nouveau** : Sont exonérés de la Contribution Carbone :

-les navires de moins de 2 000 tonnes de port en lourd maximum (DWT max) ;
-les navires de moins de 400 tonnes de jauge brute (GT) ;
-les portes-containers de moins de 200 TEU maximum ;
-les navires sous pavillon gabonais ;
-les aéronefs de moins de 18,5 tonnes de masse maximale au décollage (MTOW) ;
-les aéronefs effectuant des vols domestiques ;
-les aéronefs d'une compagnie aérienne porte-drapeau, détenue, exploitée ou privatisée par l'Etat Gabonais. »

« **Article 26 nouveau** : La contribution carbone repose sur l'empreinte carbone associée au Gabon. »

« **Article 27 nouveau** : Le calcul de la contribution repose sur l'empreinte carbone associée au Gabon, qui représente 50% de l'empreinte carbone des mouvements de navires ou d'aéronefs entre le Gabon et l'étranger :

-pour le secteur maritime, mouvements entre un port gabonais et un port étranger ;
-pour le secteur aérien, mouvements entre un aéroport gabonais et un aéroport étranger.

Les 50% restants sont considérés comme étant l'empreinte carbone associée au pays d'origine ou de destination.

Un simulateur est utilisé, basé sur des méthodologies et facteurs d'émission reconnus internationalement (OMI et OACI), pour déterminer le volume d'émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) à compenser au Gabon. »

« **Article 28 nouveau** : Le montant de la Contribution Carbone est fixé à 21.400 FCFA par tonne de CO2 émis. »

« **Article 29 nouveau** : La contribution carbone est à la charge exclusive des assujettis que sont les opérateurs économiques des secteurs maritimes et aériens. Elle ne peut faire l'objet de refacturation. »

« **Article 30 nouveau** : L'Agence Gabonaise pour le Développement de l'Economie Verte (AGADEV) s'assure de l'envoi à l'opérateur maritime d'une facture pour chaque navire rapporté et à l'opérateur aérien d'une facture mensuelle récapitulant les mouvements du mois écoulé.

Le calcul est effectué et enregistré dans le Registre Carbone Souverain du Gabon, qui fait l'objet d'une vérification indépendante accompagnée d'un moyen de paiement. »

« **Article 31 nouveau** : La liquidation de la contribution carbone est assurée par les services compétents de l'AGADEV.

L'AGADEV est tenue de transmettre, chaque mois, au plus tard le 15 du mois suivant les opérations du mois précédent, à la Direction Générale des Impôts, l'Etat liquidatif de la contribution. »

« **Article 32 nouveau** : La contribution est payée spontanément, chaque année, au plus tard le 15 du mois suivant les opérations du mois précédent à la recette des impôts territorialement compétents, simultanément au dépôt de la déclaration. »

« **Article 33 nouveau** : Tout manquement à l'Obligation de déclaration et de paiement est sanctionné par les dispositions des articles P-996 à P-1000 du Code Général des Impôts. »

« **Article 34 nouveau** : Le contrôle et le contentieux relèvent de la compétence des services de la Direction Générale des Impôts, conformément aux dispositions du Code Général des Impôts. »

« **Article 35 nouveau** : Le produit de la contribution carbone est affecté à l'AGADEV. »

DISPOSITIONS DIVERSES

Titre I : Cessation des effets de la Convention de l'Organisation Commune Africaine, Malgache et Mauricienne (OCAM) en République Gabonaise

Article 7 : A compter du 1er janvier 2026, la Convention générale de coopération fiscale entre les Etats membres de l'Organisation Commune Africaine, Malgache et Mauricienne en abrégé OCAM, signée par le Gabon le 29 juillet 1971, cesse de produire ses effets en République Gabonaise.

Les revenus, opérations, actes, contrats, paiements, retenues, exonérations, réductions, crédits d'impôt ou tout autre avantage fiscal antérieurement couverts par ladite Convention sont, à compter de cette date, soumis au droit fiscal commun applicable en République Gabonaise, sous réserve des conventions fiscales bilatérales ou multilatérales régulièrement en vigueur et des engagements internationaux opposables à l'Etat gabonais.

Les dispositions du Code Général des Impôts, des textes fiscaux non codifiés, des actes administratifs, conventions, contrats ou décisions individuelles qui renvoient expressément ou implicitement à la Convention OCAM sont inapplicables pour les faits générateurs intervenus à compter du 1er janvier 2026.

Les situations définitivement constituées, les impositions régulièrement établies, les procédures de contrôle, de recouvrement ou de contentieux nées antérieurement au 1er janvier 2026 demeurent régies par les règles applicables à la date de leur fait générateur, sous réserve des règles de prescription, de procédure et de droit commun fiscal en vigueur.

Titre II : Dispositions communes de régularisation

Article 8 : Tout accord, quelle qu'en soit la dénomination, notamment les conventions, protocoles, transactions, avenants ou tout autre acte, conclu par une administration publique de l'État, un opérateur ou un établissement public national, une autorité administrative indépendante ou un service déconcentré, et ayant pour objet ou pour effet d'accorder, à quelque titre que ce soit, une exonération, une réduction, un crédit d'impôt, un remboursement, un report ou une atténuation d'impôt, de taxe ou de toute imposition, est soumis, préalablement à sa signature, au contreseing du Ministre chargé des Finances.

Le contreseing est constaté par la signature du Ministre sur l'accord ou sur un document distinct qui en tient lieu. Il vaut avis favorable pour soumettre à l'approbation du Parlement ledit accord.

A défaut de ce contreseing, aucune exonération ou atténuation d'impôt ne peut être invoquée par son bénéficiaire, et les sommes indûment non versées ou restituées doivent être reprises selon les règles de droit commun.

Article 9 : Sont approuvés, par la présente loi et ses annexes, les exonérations, franchises, abattements, dispenses, admissions temporaires, prises en charge ou tout autre avantage fiscal, douaniers accordés au titre des marchés, contrats, conventions et avenants énumérés ci-après.

L'approbation prévue par la présente loi couvre exclusivement les avantages repris dans les articles ci-après et dans les textes d'application de la présente loi.

Pour chaque marché, contrat et convention, un texte réglementaire précise le bénéficiaire, l'impôt, le droit, la taxe, la redevance ou le prélèvement concerné, les biens, services, travaux ou prestations couverts, la période d'application, le montant ou plafond retenu et l'administration chargée du contrôle.

Article 10 : Les dispositions de la présente loi relatives aux avantages fiscaux et douaniers consentis par les contrats, conventions et marchés visés ci-dessous ne peuvent être interprétées comme renonciation par l'État Gabonais de l'exercice de ses compétences souveraines en matière budgétaire, fiscale, douanière, comptable, domaniale, tarifaire, réglementaire, juridictionnelle ou de contrôle.

Toute stipulation contractuelle contraire à la Loi Organique relative aux Loi de Finances et à l'Exécution du Budget en abrégé LOLFEB , aux lois de finances, au Règlement Général sur la Comptabilité Publique, au Code Général des Impôts, au Code des Douanes CEMAC, aux règles relatives aux marchés publics, aux partenariats public-privé, aux concessions, à la soutenabilité budgétaire ou aux engagements communautaires de la République Gabonaise demeure inopposable à l'Etat, au Trésor Public, aux administrations fiscale et douanière et aux organes de contrôle.

Aucune disposition de la présente loi ne peut être regardée comme accordant une garantie implicite, illimitée ou non plafonnée de l'Etat, ni comme autorisant une affectation de recettes publiques en dehors des formes prévues par la loi.

Titre III : Conventions minières

Section 1 : Convention minière Nouvelle Gabon Mining du titre G2-567 « Manganèse Franceville »

Article 11 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre de la Convention minière de concession "Manganèse Franceville", conclue entre l'État gabonais et la société Nouvelle Gabon Mining SA, relative au titre minier n°G2-567.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-à l'exonération de l'impôt sur les sociétés ;
-au régime fiscal applicable après la période d'exonération ;
-à l'exonération de l'impôt minimum forfaitaire ;
-à l'exonération de TVA sur certains achats locaux ;
-à l'exonération de l'impôt foncier ;
-à l'amortissement accéléré ;
-à la provision pour reconstitution de gisement ;
-à la provision pour réhabilitation du site ;
-aux intérêts sur prêts d'associés et comptes courants d'associés ;
-au régime des droits et taxes de sortie sur les exportations de minerai ;
-au régime douanier applicable aux effets personnels du personnel expatrié ;
-à la franchise des droits de douane sur les matériaux, machines, outillages et équipements nécessaires au projet ;
-à l'exonération de TVA à l'importation des matériels, machines, outillages et équipements nécessaires au projet.

Section 2 : Convention minière Nouvelle Gabon Mining Okondja/Lebaye

Article 12 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre de la Convention minière relative au permis d'exploitation de manganèse d'Okondja/Lebaye, conclue entre l'Etat gabonais et la société Nouvelle Gabon Mining SA.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-à l'exonération d'impôt sur les sociétés et à ses éventuelles prorogations ;
-à l'exonération de l'impôt minimum forfaitaire ;
-à la TVA, aux achats locaux et à l'impôt foncier ;
-à l'amortissement accéléré ;
-aux provisions pour reconstitution de gisement, réhabilitation du site et renouvellement de matériels ;
-à la déductibilité des intérêts sur prêts d'associés et comptes courants d'associés ;
-aux régimes d'admission temporaire, franchises et conditions de cession des biens admis sous régime privilégié ;
-aux droits et taxes de sortie sur les exportations de minerai.

TITRE IV : Marchés publics de travaux, fournitures et équipements

Section 1 : Avenant n°1 au marché COVEC-route Ndendé–Tchibanga

Article 13 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre du marché n°27/MPITPTHAT/DGIT/2013 relatif aux travaux d'aménagement de la route Ndendé-Tchibanga, ainsi que de son avenant n°1 conclu avec l'entreprise COVEC.

L'approbation porte sur les droits, taxes, redevances, biens, matériels, travaux, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé à la présente loi, notamment ceux résultant :

-du marché initial, relatif aux impôts, droits, taxes et redevances, dans la limite du régime hors taxes, hors droits de douane et hors redevances directement rattachables à l'exécution du marché ;
-de l'avenant n°1, en tant qu'il confirme l'exécution dans les mêmes conditions fiscales et douanières que le marché initial ;
-de l'avenant n°1, pour la fixation du plafond financier de référence.

Tout avantage non repris dans le tableau annexé reste soumis au droit commun.

Section 2 : Marché n°46/MTP/SG/2024 portant route Ntoum–Cocobeach réalisée par EBOMAF TOGO

Article 14 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre du marché n°46/MTP/SG/2024 relatif aux travaux d'aménagement de la route bitumée entre Ntoum et Cocobeach, y compris les travaux connexes, les postes de péage et le pont bascule, conclu avec EBOMAF TOGO.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits de timbre, droits d'enregistrement et frais de passation ;
-aux droits et taxes applicables aux biens, matériels, équipements, pièces, intrants, carburants, lubrifiants et véhicules strictement affectés au chantier ;
-aux régimes d'admission temporaire ou de franchise applicables aux biens nécessaires à l'exécution du marché.

Ces avantages sont limités au montant du marché et aux biens directement affectés aux travaux.

Tout avantage fiscal ou douanier accordé ou appliqué hors du périmètre repris dans le tableau annexé reste soumis au droit commun.

Section 3 : Marché n°01/CTRI/MEP/2024 relatif à la Tour de 50 étages à la Baie des Rois réalisé par FB Müteahhitlik Anonim Şirketi

Article 15 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre du marché n°01/CTRI/MEP/2024 relatif à la conception et à la réalisation d'une tour de 50 étages à la Baie des Rois, conclu avec la société FB Müteahhitlik Anonim Şirketi.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits de timbre et d'enregistrement mis à la charge de l'Etat, sous réserve de leur liquidation régulière ;
-aux exonérations fiscales et douanières rattachées aux équipements, matériels, biens, fournitures et prestations nécessaires à l'exécution du marché ;
-aux droits, taxes, redevances, prélèvements, biens, matériels, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé.

L'approbation ne couvre pas les impôts propres de l'entreprise, les charges sociales, les pénalités, les intérêts moratoires ou les frais bancaires.

Section 4 : Marché n°001/CTRI/MS/SG/2024 relatif à la construction d'un Hôpital général de 200 lits à Port-Gentil réalisé par FB Müteahhitlik Anonim Şirketi

Article 16 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre du marché n°001/CTRI/MS/SG/2024 relatif à construction d'un hôpital général de 200 lits à Port-Gentil, conclu avec la société FB Müteahhitlik Anonim Şirketi.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits de timbre et d'enregistrement, dans la limite de leur liquidation régulière ;
-aux droits de douane, à la TVA à l'importation, à la redevance informatique, à la taxe communautaire, à la contribution communautaire d'intégration, au prélèvement OHADA, à la redevance ARMP, à la redevance DGMP ou assimilée, lorsqu'ils sont expressément rattachés aux équipements, matériels et biens nécessaires à l'exécution du marché ;
-aux droits, taxes, redevances, biens, matériels, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé.

L'approbation exclut les impôts propres de l'entreprise, les charges sociales, les pénalités, les intérêts et les frais bancaires.

Section 5 : Marché n°0001/MERH/SG/DGE/DE/INFRAGROUP/2025 portant Groupes électrogènes conclu avec INFRAGROUP

Article 17 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés ou appliqués au titre du marché n°0001/MERH/SG/DGE/DE/INFRAGROUP/2025 relatif à la fourniture, l'installation, la mise en service de groupes électrogènes et à la formation, conclu avec INFRAGROUP.

L'approbation porte sur les exonérations de droits de douane et de TVA afférentes aux biens, matériels, équipements et prestations directement nécessaires à l'exécution du marché, dans la limite des droits, taxes, biens, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé.

Les taxes communautaires, redevances, prélèvements ou droits expressément exclus par l'administration compétente ne sont pas approuvés par la présente loi.

Section 6 : Marché n°002/MERH/SG/DGE/DE/INFRAGROUP-SIEMENS ENERGY/2025 portant postes de transformation électrique HTB Grand Libreville

Article 18 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre du marché n°002/MERH/SG/DGE/DE/INFRAGROUP-SIEMENS ENERGY/2025 relatif à la construction de postes de transformation électrique HTB dans le Grand Libreville.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-à l'exonération fiscale et douanière à formaliser par lettre d'exonération ;
-à la fixation du plafond financier ;
-aux taxes, droits de douane, taxes à l'importation, TVA et autres impôts expressément approuvés ;
-aux droits, taxes, biens, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé.

Section 7 : Marché n°051/MTP/SG/2024 signé le 15/10/2024 EBOMAF relatif à l'autoroute Akournam-Andem

Article 19 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre du marché n°051/MTP/SG/2024 signé le 15/10/2024 EBOMAF relatif aux travaux de construction de l'autoroute 2x3 voies Akournam-Andem.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits de timbre, droits d'enregistrement et frais de passation ;
-au régime hors taxes et hors droits de douane ;
-à l'admission temporaire des équipements et matériels de chantier ;
-aux exonérations sur matériaux intégrés aux ouvrages ;
-aux exonérations sur carburants et lubrifiants strictement affectés au chantier ;
-aux franchises sur taxes minières pour matériaux utilisés dans les travaux ;
-à l'exonération de péage pour les véhicules de chantier identifiés, dans la zone et la période de chantier ;
-aux éléments repris dans le tableau annexé.

Toute extension aux activités ordinaires de l'entreprise, à ses autres marchés ou à des biens non affectés au chantier reste soumise au droit commun.

Section 8 : Marché n°32/PTPC/FGSG/2025, conclu avec Maripoma relatif à la route Makokou–Mekambo–Ekata

Article 20 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre du marché n°32/PTPC/FGSG/2025 Maripoma relatif aux travaux d'aménagement et de bitumage de la route Makokou–Mekambo–Ekata, conclu avec Maripoma Entreprise Limited.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits de timbre, droits d'enregistrement et frais de passation ;
-au régime hors taxes et hors droits de douane ;
-aux admissions temporaires de matériels et équipements ;
-aux exonérations de droits de douane, taxes et TVA sur matériaux intégrés aux ouvrages ;
-aux carburants et lubrifiants affectés au chantier ;
-aux taxes minières liées aux matériaux entrant dans les travaux ;
-aux véhicules de chantier identifiés ;
-aux éléments repris dans le tableau annexé.

L'approbation est plafonnée au montant hors taxes du marché.

Section 9 : Marché n° 118/MTP/SG/2024 du 13/11/2024 conclu avec Porteo BTP Gabon portant route Alembé–Lopé-Carrefour Leroy–Mikouyi

Article 21 : Sont approuvés les exonérations, franchises, abattements, dispenses, admissions temporaires ou prises en charge fiscales et douanières accordés au titre du marché n°118/MTP/SG/2024 relatif aux travaux d'aménagement et de bitumage de la route Alembé-Lopé-Carrefour Leroy–Mikouyi, conclu avec Porteo BTP Gabon.

L'approbation est limitée aux droits, taxes, redevances, biens, matériels, travaux, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé.

Section 10 : Marché Logistique & Services relatif au pavage de la rue « Intersection Fin Goudron-TP-Carrefour Collège Alliance Chrétienne » à Tchibanga, lot n°12

Article 22 : Sont approuvés les exonérations, franchises, abattements, dispenses, admissions temporaires ou prises en charge fiscales et douanières accordés au titre du marché n°39/MTP/SG/2024 relatif aux travaux de pavage de la rue "Intersection Fin Goudron-TP-Carrefour Collège Alliance Chrétienne", lot n°12, conclu avec Logistique & Services.

L'approbation est limitée aux droits, taxes, redevances, biens, matériels, équipements, travaux, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé.

Section 11 : Marché n°18/MTP/2024 du 13/09/2024 QG conclu avec Construction UK Limited relatif au tronçon Kougouleu-Medouneu-Frontière Guinée équatoriale

Article 23 : Sont approuvés les avantages fiscaux, douaniers, parafiscaux ou assimilés accordés au titre du marché n°18/MTP/2024 du 13/09/2024 QG conclu avec Construction UK Limited relatif au tronçon Kougouleu–Medouneu-Frontière Guinée équatoriale, conclu avec QG Construction UK Limited.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-à la TVA et la CSS afférentes aux prestations directement nécessaires à l'exécution du marché ;
-aux droits, taxes, redevances, prélèvements, biens, matériels, équipements, travaux, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé à la présente loi ;
-aux conséquences fiscales ou douanières expressément retenues par la présente loi au titre des créations ou modifications d'impôts, taxes, redevances, contributions ou droits intervenus après la signature du marché.

Section 12 : Marché n° 60/MPITPTHTAT du 09/10/2013 et Marché n°49/MTP/SG/2023 du 10/01/2024 conclus avec SINOHYDRO portant route Moanda-Bakoumba

Article 24 : Sont approuvés les exonérations, franchises, abattements, dispenses, admissions temporaires ou prises en charge fiscales et douanières accordés ou appliqués au titre du marché n°60/MPITPTHTAT du 09/10/2013 et Marché n°49/MTP/SG/2023 du 10/01/2024 conclus avec SINOHYDRO relatif aux travaux d'achèvement de l'aménagement de la route Moanda-Bakoumba et à l'aménagement complémentaire de la traversée de Bakoumba, conclu avec SINOHYDRO CORPORATION LIMITED.

Cette approbation porte exclusivement sur les droits, taxes, redevances, prélèvements, biens, matériels, équipements, travaux, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé à la présente loi.

Section 13 : Avenant n°1 du Marché N°73/MPITPTHAT/2012 du 16/10/2012 portant sur les travaux d'aménagement de la route Ovan-Makokou CHINA FIRST HIGHWAY ENGINEERING COMPANY GABON, avenant N°1 du 26/05/2023 n°1 CFHC relatif à la route Ovan-Makokou

Article 25 : Sont approuvés les exonérations, franchises, abattements, dispenses, admissions temporaires ou prises en charge fiscales et douanières accordés ou appliqués au titre du marché n°73/MPITPTHAT/2012 relatif aux travaux d'aménagement de la route Ovan-Makokou, ainsi que de son avenant n°1 conclu avec CHINA FIRST HIGHWAY ENGINEERING COMPANY GABON.

L'approbation porte uniquement sur les avantages fiscaux et douaniers accordés pour les besoins de la reprise, de la poursuite et de l'achèvement des travaux prévus par le marché initial et son avenant n°1.

Les droits, taxes, redevances, biens, matériels, équipements, travaux, prestations, montants et périodes couverts par l'approbation sont ceux repris dans le tableau annexé à la présente loi.

Section 14 : Marché n°004/MTPEICT/SG/2023 conclu avec BESIX-MBB-MATIÈRE relatif à la réalisation des flyovers, passerelles et pont d'Ebel-Abanga

Article 26 : Sont approuvés les exonérations fiscales et douanières accordées au titre du marché n°004/MTPEICT/SG/2023 relatif à la conception et à la réalisation de deux flyovers, de quatre passerelles à Libreville et du nouveau pont d'Ebel-Abanga, conclu avec le groupement BESIX SA, Metallic Bridges of Belgium SA et MATIÈRE SAS.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-à la TVA, la CSS, les droits de douane et droits assimilés strictement nécessaires à l'exécution du marché, dans la limite des droits, taxes, biens, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé ;
-au montant hors toutes taxes et douanes du marché ;
-au régime des impôts, droits, taxes et obligations ;
-aux conditions d'entrée en vigueur du marché ;
-à la correspondance ministérielle n°2721/MEP/CABM/CT-BA du 12 juin 2024 relative aux mesures transitoires d'exonération.

Section 15 : Marché n°99/MTPC/SG/2025 conclu avec SUMMA INSAT TICARET A.S relatif à la construction du siège de l'Organisation des Nations Unies à Libreville

Article 27 : Sont approuvés les avantages fiscaux, douaniers, parafiscaux et assimilés accordés au titre du marché n°99/MTPC/SG/2025 relatif à la conception et à la réalisation des travaux de construction du siège de l'Organisation des Nations Unies à Libreville, conclu avec la société SUMMA INSAT TICARET A.S.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits de timbre, droits d'enregistrement et frais de passation ;
-au montant du marché, comme plafond financier de référence ;
-aux impôts, droits, taxes et redevances ;
-à l'abattement de soixante-quinze pour cent (75%) sur la base imposable des impôts, droits, taxes et redevances directement rattachés à l'exécution du marché ;
-aux modifications législatives et réglementaires, uniquement comme clause de rencontre entre les parties ;
-à l'abattement prévu pour une durée maximale de quatorze mois à compter de l'entrée en vigueur du marché, dans la limite des biens, services, travaux, équipements, matériels, fournitures et prestations directement nécessaires à la construction du siège de l'Organisation des Nations Unies à Libreville.

Section 16 : Marché n°100/MTPC/SG/2025 conclu avec la société SUMMA INSAT TICARET A.S relatif à la construction d'une Cité gouvernementale à Libreville-Phase 1

Article 28 : Sont approuvés les avantages fiscaux, douaniers, parafiscaux et assimilés accordés au titre du marché n°100/MTPC/SG/2025 relatif à la conception et à la réalisation des travaux de construction d'une Cité gouvernementale à Libreville-Phase 1, conclu avec la société SUMMA INSAT TICARET A.S.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits de timbre, droits d'enregistrement et frais de passation ;
-au montant du marché, comme plafond financier de référence ;
-aux impôts, droits, taxes et redevances ;
-à l'abattement de soixante-quinze pour cent (75%) sur la base imposable des impôts, droits, taxes et redevances directement rattachés à l'exécution du marché ;
-aux modifications législatives et réglementaires, uniquement comme clause de rencontre entre les parties ;
-à l'abattement prévu pour une durée maximale de vingt-quatre mois à compter de l'entrée en vigueur du marché, dans la limite des biens, services, travaux, équipements, matériels, fournitures et prestations directement nécessaires à la construction de la Cité gouvernementale à Libreville-Phase 1.

Section 17 : Marché n°101/MTPC/SG/2025 conclu avec SUMMA INSAT TICARET A.S relatif à la construction de l'échangeur de la Route Protocole à Libreville

Article 29 : Sont approuvés les avantages fiscaux, douaniers, parafiscaux et assimilés accordés au titre du marché n°101/MTPC/SG/2025 relatif à la conception et à la réalisation des travaux de construction de l'échangeur de la Route Protocole à Libreville, conclu avec la société SUMMA INSAT TICARET A.S.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits de timbre, droits d'enregistrement et frais de passation ;
-au montant du marché, comme plafond financier de référence ;
-aux impôts, droits, taxes et redevances ;
-à l'abattement de soixante-quinze pour cent (75%) sur la base imposable des impôts, droits, taxes et redevances directement rattachés à l'exécution du marché ;
-aux modifications législatives et réglementaires, uniquement comme clause de rencontre entre les parties ;
-à l'abattement prévu pour une durée maximale de seize mois à compter de l'entrée en vigueur du marché, dans la limite des biens, services, travaux, équipements, matériels, fournitures et prestations directement nécessaires à la construction de l'échangeur de la Route Protocole à Libreville.

Titre V : Contrats de partenariat, concessions et contrats assimilés

Section 1 : Avenant n°4 à la convention de concession du chemin de fer Transgabonais conclu avec la Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG)

Article 30 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre de l'avenant n°4 à la convention de concession de la gestion et de l'exploitation du chemin de fer Transgabonais, conclu avec la Société d'Exploitation du Transgabonais.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux investissements ferroviaires ;
-aux importations d'équipements, matériels et pièces nécessaires ;
-aux travaux de rénovation, modernisation, sécurisation et exploitation du chemin de fer ;
-aux avantages prévus par la convention ou ses avenants antérieurs et repris dans le tableau annexé.

Section 2 : Contrat d'achat d'électricité de 150 MW avec KARPOWERSHIP GLOBAL DMCC

Article 31 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre du contrat d'achat d'électricité de 150 MW conclu entre la SEEG, la République Gabonaise et KARPOWERSHIP GLOBAL DMCC.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits, taxes, redevances, franchises et régimes douaniers applicables :
-aux équipements, installations, unités flottantes, pièces et matériels nécessaires à la fourniture d'électricité ;
-aux opérations d'importation, installation, exploitation, entretien, ravitaillement, mobilisation et démobilisation ;
-aux régimes suspensifs ou temporaires applicables aux équipements destinés à être réexportés ;
-aux droits, taxes, biens, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé.

Section 3 : Contrat SEEG/Groupement SUEZ International-SUEZ Gabon et ses avenants n°2 portant amélioration du service de l'eau dans le Grand Libreville et les zones urbaines du Gabon conclu entre la SEEG et le Groupement SUEZ International-SUEZ Gabon

Article 32 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre du contrat de partenariat conclu entre la SEEG et le Groupement SUEZ International-SUEZ Gabon, relatif à l'amélioration du service de l'eau dans le Grand Libreville et les zones urbaines du Gabon, ainsi que de son avenant n°2.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux importations de biens, matériels, équipements, pièces, intrants et fournitures nécessaires à l'exécution du contrat ;
-aux prestations techniques, d'assistance, de maintenance, de performance et de renforcement des capacités directement rattachées au plan d'action ;
-aux travaux de réseau, interventions sur les installations d'eau potable et autres opérations nécessaires à l'amélioration du service de l'eau ;
-à la qualité d'importateur unique ou de bénéficiaire directement reconnue à la SEEG, à SUEZ International ou à SUEZ Gabon, selon le cas, dans les limites prévues par le contrat et ses avenants ;
-aux exonérations, franchises, distances ou régimes fiscaux et douaniers confirmés par les actes administratifs compétents et repris dans le tableau annexé à la présente loi.

Titre VI : Accords de financement extérieur

Section 1 : Accord de prêt BDEAC n°148/GAB-4/01-INFRA portant Programme prioritaire d'assainissement de Libreville conclu avec la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale

Article 33 : Sont approuvés les avantages fiscaux et douaniers accordés au titre de l'accord de prêt n°148/GAB-4/01-INFRA conclu le 15 janvier 2014 entre la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale et la République Gabonaise, relatif au financement partiel du Programme prioritaire d'assainissement de Libreville.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-aux droits de douane sur les importations de biens, marchandises, fournitures, matériels et équipements nécessaires ;
-à la dispense de TVA applicable aux importations, acquisitions locales, travaux, fournitures, équipements et prestations nécessaires au programme ;
-aux dépenses financées par la partie gabonaise et les bailleurs de fonds, dans la limite des biens et services inscrits dans les listes validées ;
-aux droits, taxes, biens, prestations, montants et périodes repris dans le tableau annexé. Les décaissements demeurent soumis aux conditions et procédures prévues par la BDEAC, notamment la production de listes officielles de biens et services, de pièces justificatives, d'états d'avancement et de rapports financiers.

Section 2 : Projet Transgabonaise « tronçon Libreville-Kango (PK12-PK95) de la route nationale » conduit par la SAG

Article 34 : Sont approuvés les effets fiscaux, douaniers, financiers, tarifaires et comptables du projet Transgabonaise, comprenant le contrat de partenariat modifié et consolidé relatif à la conception, l'aménagement, le financement, l'exploitation, la maintenance et l'entretien du tronçon Libreville–Kango, ainsi que ses avenants, notamment l'avenant n°3.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-à la redevance d'usage due à la SAG ;
-aux mécanismes de paiement public ;
-aux garanties, contre-garanties et engagements conditionnels de l'Etat ;
-aux comptes séquestres ou comptes de sécurisation ;
-aux exonérations fiscales et douanières consenties uniquement en phase de construction, pour les matériaux et équipements destinés aux infrastructures de péage et pesage ;
-aux crédits relatifs au Plan d'Action de Réinstallation et au Plan de Restauration des Moyens de Subsistance ;
-aux conditions suspensives relevant du domaine de la loi de finances ;
-aux éléments repris dans le tableau annexé.

Sous-section 1 : Redevance d'usage due à la SAG

Article 35 : Dans le cadre du contrat de partenariat public-privé relatif au tronçon Libreville–Kango de la Transgabonaise, la SAG est autorisée à percevoir directement, dès le 1er janvier 2028 et sous réserve de l'achèvement du tronçon concédé, auprès des usagers de la route une redevance d'usage constituant la contrepartie de l'exploitation, de l'entretien, de la maintenance et de la disponibilité de l'infrastructure concédée.

Cette redevance ne constitue pas une recette budgétaire de l'Etat, sauf stipulation expresse prévoyant un reversement à son profit.

Elle est distincte des taxes, redevances, contributions ou prélèvements de nature fiscale ou parafiscale institués au profit de l'Etat, du FANEIR ou de tout autre organisme public.

Les produits de la redevance d'usage perçue par la SAG ne sont pas retracés comme ressources du FANEIR, sauf reversement expressément prévu par le contrat ou par la loi.

Sous-section 2 : Mise sous péage du tronçon Libreville–Kango

Article 36 : Est autorisée, dans le cadre du contrat de partenariat conclu avec la SAG, la mise sous péage du tronçon Libreville–Kango, compris entre les PK12 et PK95 de la Transgabonaise.

Les postes de péage-pesage sont déterminés conjointement par l'Etat et la SAG.

Les tarifs de la redevance d'usage sont fixés, par voie réglementaire, par catégorie de véhicules, section, distance ou tonnage, conformément aux stipulations du contrat de partenariat.

Les tarifs sont publiés au Journal Officiel et portés à la connaissance des usagers avant leur entrée en vigueur.
Sont exonérés du paiement du péage, dans les conditions fixées par voie réglementaire :

-les véhicules des services d'urgence et de sécurité en mission ;
-les véhicules affectés à des missions humanitaires d'intérêt public dûment autorisées.

Sous-section 3 : Compte séquestre, garantie et paiement public

Article 37 : Le solde du compte séquestre ouvert à la Caisse des Dépôts et Consignations au nom de l'Etat pour le cautionnement du financement de la Transgabonaise, après mainlevée du nantissement, peut être affecté :

-à la constitution d'une contre-garantie de vingt-six milliards (26.000.000.000) de FCFA au plus, destinée à sécuriser l'émission d'une garantie bancaire au profit de la SAG ;
-au versement éventuel d'une avance sur paiement public ;
-à toute autre affectation expressément autorisée par la loi de finances.

Sous-section 4 : Régime de TVA et douanier applicable au projet Transgabonaise

Article 38 : Les importations, acquisitions locales, travaux, fournitures, équipements, matériels, prestations et services directement nécessaires à l'exécution du contrat de partenariat Transgabonaise bénéficient d'une dispense ou exonération de TVA et droits de douane dont la liste des matériaux et équipements est préalablement fixée par le Ministre de l'Economie et des Finances.

Section 3 : Du financement, de la sécurisation et du suivi budgétaire du projet du nouvel aéroport international de Libreville Léon MBA

Article 39 : Sont approuvés, pour les seuls besoins de la présente loi de finances rectificative et dans les limites qu'elle fixe, l'Avenant n°1 à la Convention de concession relative à l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de l'Aéroport International de Libreville Léon MBA conclue le 5 octobre 2018 et l'Avenant n°3 à la Convention de concession de l'Aéroport International de Libreville, conclue le 17 novembre 2015 entre la République Gabonaise et la société Gabon Special Economic Zone Airport, telle que modifiée par l'avenant du 21 novembre 2018 et l'Avenant n°2.

Cette approbation est strictement limitée aux stipulations de l'Avenant n°3 nécessaires au financement, à la sécurisation, à la perception, à l'affectation, au suivi, au contrôle et à la traçabilité budgétaire et comptable de la redevance passager aérien R4 et des ressources affectées au projet du nouvel aéroport international de Libreville.

Elle ne vaut ni approbation globale de l'Avenant n°3, ni validation des stipulations contraires aux lois et règlements en vigueur, ni renonciation de l'Etat à ses prérogatives de fixation ou d'approbation tarifaire, de contrôle, d'audit, de suivi budgétaire, de traçabilité comptable, de régularisation des flux, de sanction ou de protection de ses intérêts financiers.

Les stipulations des Avenants n°1 et n°3 contraires à la présente loi, à la Loi Organique relative aux Lois de Finances et à l'Exécution du Budget, au Règlement Général sur la Comptabilité Publique, aux règles applicables aux partenariats public-privé, aux règles fiscales et douanières, aux règles de soutenabilité budgétaire ou aux intérêts financiers de l'Etat sont inopposables à l'Etat.

Les Avenants n°1 et n°3 ne peuvent être opposés aux tiers que dans les limites expressément prévues par la présente loi et ses textes d'application.

Sous-section 1 : De la redevance passager aérien

Article 40 : Les dispositions des articles 8 à 13 de la loi n°025/2022 du 30 janvier 2023 sont remplacées, pour ce qui concerne la redevance passager aérien, par les dispositions de la présente loi et se lisent désormais ainsi qu'il suit :

« **Article 8 nouveau** : Il est institué une redevance passager aérien, dénommée R4, due par chaque passager, en lien avec l'utilisation des installations aménagées pour l'embarquement, le débarquement et l'accueil des passagers et du public, la mise à disposition des comptoirs d'enregistrement et d'embarquement, ainsi que des installations de convoyage des bagages. La redevance passager aérien est affectée au développement, à la construction, à la réhabilitation, à l'entretien, à la sécurisation, au financement ou au remboursement des infrastructures aéroportuaires.

Lorsqu'elle est perçue dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé ou d'une convention de concession, la redevance constitue, pendant la durée dudit contrat ou de ladite concession, une modalité de rémunération du cocontractant de la personne publique.

Dans ce cas, l'Etat concède temporairement au cocontractant ou au concessionnaire le pouvoir de percevoir directement ladite redevance, sur mandat ou pouvoir de la personne publique contractante, conformément à la loi relative aux partenariats public-privé, à la convention de concession et aux textes pris pour leur application.

Cette perception directe ne prive pas l'Etat de ses prérogatives de fixation ou d'approbation tarifaire, de contrôle, d'audit, de suivi budgétaire, de traçabilité comptable et de régularisation des flux. »

« **Article 9 nouveau** : Sont exemptés du paiement de la redevance passager aérien :

-les membres d'équipage ;
-les passagers effectuant un arrêt momentané sur l'aéroport et repartant par le même aéronef, avec un numéro de vol identique au numéro de vol de l'aéronef à l'arrivée ;
-les passagers d'un aéronef ayant effectué un retour forcé sur l'aéroport en raison d'incidents techniques ou de circonstances atmosphériques défavorables ;
-les passagers d'un aéronef effectuant une escale technique ;
-les enfants de moins de deux ans ;
-les passagers en évacuation sanitaire ;
-les passagers à mobilité réduite voyageant en classe économique.

Les modalités de justification, de déclaration et de contrôle des exemptions prévues au présent article sont fixées par voie réglementaire.

Les compagnies aériennes, les sociétés émettrices de billets et les exploitants d'aéronefs sont tenus de faire apparaître, dans leurs déclarations périodiques, le nombre de passagers exemptés, la catégorie d'exemption applicable et les pièces justificatives correspondantes. »

« **Article 10 nouveau** : La grille tarifaire de la redevance passager aérien R4 est fixée par l'Etat, en tenant compte notamment :

-de la Convention de concession de l'Aéroport International de Libreville du 17 novembre 2015, telle que modifiée par ses avenants régulièrement approuvés ;
-des stipulations de l'Avenant n°3 approuvées dans les conditions prévues par la présente loi ;
-du plan de financement du projet ;
-des prévisions de trafic ;
-des engagements financiers régulièrement validés par l'Etat ;

-du besoin de couverture des charges de construction, de financement, de sécurisation, d'entretien, d'exploitation et du remboursement des infrastructures aéroportuaires ;
-de la soutenabilité du tarif pour les usagers ;
-des exigences de transparence, de concurrence, de continuité du service public aéroportuaire et de protection des intérêts financiers de l'Etat.

Pour l'application de la présente loi, la redevance passager aérien R4 est fixée comme suit :

Vols internationaux d'une durée supérieure à deux heures :

Catégorie	Montant
Première classe	49 200 FCFA
Classe affaires	49 200 FCFA
Classe économique	42 638 FCFA

Vols internationaux d'une durée inférieure ou égale à deux heures :

Catégorie	Montant
Première classe	42 638 FCFA
Classe affaires	42 638 FCFA
Classe économique	32 798 FCFA

Vols intérieurs :

Catégorie	Montant
Par passager	6 560 FCFA

Les modalités de collecte de la redevance, les modalités d'actualisation de la grille tarifaire, les catégories de passagers concernées, les exemptions applicables, les obligations déclaratives ainsi que les conditions d'entrée en vigueur de toute modification tarifaire sont fixées par arrêté conjoint des Ministres chargés des Finances et des Transports.

Aucune modification tarifaire ne peut être appliquée aux passagers, aux compagnies aériennes, aux sociétés émettrices de billets, aux exploitants d'aéronefs ou au concessionnaire si elle n'a pas été préalablement approuvée par l'Etat et régulièrement publiée.

Les montants de la redevance passager aérien R4 peuvent être révisés ou ajustés afin de préserver l'équilibre économique et financier du projet, sous réserve de la validation préalable de l'Etat. Cette révision ne peut intervenir qu'au vu d'éléments objectifs et justifiés, notamment l'évolution des prévisions de trafic, des coûts d'investissement, des charges d'exploitation, des conditions de financement ou des engagements financiers régulièrement approuvés.

Toute demande de révision ou d'ajustement tarifaire est accompagnée d'un rapport technique, financier et juridique faisant apparaître les hypothèses retenues, les écarts constatés, l'incidence sur les usagers, l'impact sur l'équilibre du projet, ainsi que les conséquences budgétaires et comptables pour l'Etat.

Aucune révision de la grille tarifaire ne peut avoir pour effet d'imposer à l'Etat une compensation financière, une renonciation à recette, une garantie implicite, une prise en charge non autorisée ou un engagement financier non prévu par la loi de finances. »

« **Article 11 nouveau** : La redevance passager aérien R4 est collectée auprès des passagers par les compagnies aériennes, les sociétés émettrices de billets, les exploitants d'aéronefs ou tout autre intermédiaire habilité, sur le prix de chaque billet d'avion à destination ou en provenance de tout aéroport du Gabon.

Lorsque la redevance est perçue dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé ou d'une convention de concession régulièrement approuvée, les collecteurs agissent, dans les limites du mandat ou du pouvoir conféré par la personne publique contractante, pour le compte du concessionnaire habilité.

Les sommes collectées au titre de la redevance passager aérien R4 sont reversées directement au concessionnaire, selon les modalités prévues par la présente loi, la convention de concession du Nouvel Aéroport International de Libreville, la Convention de concession relative à l'Aménagement, l'Entretien et l'Exploitation de

L'Aéroport de Libreville Leon MBA, leurs avenants respectifs régulièrement approuvés, les textes pris pour leur application et, le cas échéant, les documents de financement validés par l'Etat. Elles sont exclusivement affectées au financement, à la construction, à l'exploitation, à la réhabilitation, à la sécurisation, à l'entretien ou au remboursement des financements régulièrement contractés pour les infrastructures aéroportuaires concernées.

La perception directe de la redevance par le concessionnaire ne lui confère pas la qualité de comptable public et ne fait pas obstacle au suivi budgétaire et comptable de la redevance au sein du « CAS 68. Valorisation du patrimoine de l'Etat », « programme 68.937 Gestion des infrastructures aéroportuaires ». Elle s'exerce pendant la durée de la concession, sous le contrôle permanent des administrations compétentes.

Les collecteurs ne peuvent opérer aucune compensation, retenue, imputation, affectation différente, réduction, différé de reversement ou paiement à un tiers. Les sommes collectées ne peuvent être utilisées à des fins étrangères au projet du nouvel aéroport international de Libreville, ni servir à couvrir des dettes, dépenses ou engagements non expressément rattachés audit projet.

Les compagnies aériennes, les sociétés émettrices de billets, les exploitants d'aéronefs, les intermédiaires habilités et le concessionnaire sont tenus de produire les déclarations, états de trafic, manifestes passagers, états de billets émis et utilisés, factures, états de collecte, états de reversement et tout document permettant à l'Etat de contrôler les montants constatés, liquidés, collectés, reversés, retenus ou restant à régulariser au titre de la redevance.

Le défaut de reversement, le reversement partiel, le reversement tardif, l'absence de déclaration, la déclaration inexacte ou le refus de communication des informations requises expose son auteur aux pénalités, intérêts de retard, sanctions, mesures de recouvrement et actions judiciaires ou contractuelles prévues par les textes en vigueur. »

« **Article 12 nouveau** : Sans préjudice des contrôles qu'effectue le concessionnaire auprès des compagnies aériennes, des sociétés émettrices de billet et des exploitants d'aéronefs, les opérations relatives à la redevance passager aérien sont soumises au contrôle des administrations compétentes, notamment celles chargées des Finances, du Budget, du Trésor, du Contrôle budgétaire, des Impôts, des Transports et de l'Aviation civile.

Les compagnies aériennes, les sociétés émettrices de billets, les exploitants d'aéronefs et le concessionnaire sont tenus de transmettre, selon une périodicité fixée par voie réglementaire, les informations relatives :

-au nombre de passagers transportés ;
-aux catégories tarifaires appliquées ;
-aux passagers exemptés ;
-aux billets émis ;
-aux billets utilisés ;
-aux montants collectés ;
-aux montants reversés ;
-aux montants retenus ;
-aux écarts constatés ;
-aux régularisations effectuées.

Les flux relatifs à la redevance passager aérien font l'objet d'un suivi dans les données de la comptabilité publique, y compris lorsque la perception est directement opérée au profit du concessionnaire dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Les modalités de déclaration, de contrôle, d'audit, de rapprochement, de régularisation, de rattachement budgétaire et de traçabilité comptable sont fixées par voie réglementaire. »

« **Article 13 nouveau** : Le produit de la redevance passager aérien, abrégée R4, est affecté au développement des infrastructures aéroportuaires.

Pour le projet du nouvel aéroport international de Libreville, le produit de la redevance passager aérien R4 est affectée au concessionnaire pour le financement des investissements liés à la construction du nouveau terminal de l'Aéroport International de Libreville, le paiement des charges liées au financement du projet, à la réhabilitation de l'Aéroport International Léon MBA et au remboursement des financements régulièrement contractés pour sa réalisation, dans les limites des engagements approuvés par l'État.

Le produit de la redevance passager aérien R4 est retracé au sein du « CAS 68. Valorisation du patrimoine de l'Etat », « programme 68.937 Gestion des infrastructures aéroportuaires », en recettes et en dépenses, conformément aux tableaux budgétaires annexés à la loi de finances.

Cette inscription budgétaire couvre notamment les dépenses relatives au financement des travaux de construction du nouvel aéroport international de Libreville, aux équipements directement nécessaires à sa mise en service, aux charges de réhabilitation, de sécurisation, d'achèvement ou de mise en exploitation, au remboursement des financements régulièrement contractés pour le projet, à la couverture des échéances dues aux prêteurs, dans les limites validées par l'Etat, ainsi qu'aux dépenses de contrôle, d'audit et de suivi du mécanisme.

Le rattachement budgétaire et comptable de la redevance passager aérien R4 est opéré à des fins de traçabilité, de suivi et de contrôle. Il ne remet pas en cause la perception directe par le concessionnaire régulièrement habilité, dans les conditions prévues par la présente loi, la convention de concession et les documents de financement approuvés par l'Etat.

Aucune somme issue de la redevance passager aérien R4 ne peut être affectée à des dépenses étrangères au projet, à des compensations non autorisées, à des charges non validées par l'Etat, à des dettes non approuvées ou à des engagements non expressément rattachés audit projet.

A l'expiration, la résiliation ou la caducité du contrat de partenariat public-privé ou de la convention de concession, le régime de perception directe cesse de plein droit, sous réserve des engagements financiers régulièrement approuvés par l'État et restant à apurer au titre du projet. »

Sous-section 2 : Des recettes fiscales et non fiscales dues par les entités du groupe ARISE et A2MP

Article 41 : Les recettes fiscales et non fiscales dues à l'Etat par les entités du groupe ARISE et A2MP expressément identifiées en annexe à la présente loi, sont irrévocablement domiciliées à l'Agence Bancaire du Trésor dans un sous-compte dédié ouvert dans les livres du Trésor public.

Ces recettes comprennent notamment :

-les impôts, droits et taxes dus par les entités concernées ;
-les redevances, produits, contributions ou recettes non fiscales dus à l'État ;
-toute autre ressource régulièrement autorisée et directement rattachée au financement, au remboursement ou à la sécurisation du projet du nouvel aéroport international de Libreville.

Article 42 : La constatation, la liquidation, le contrôle, le recouvrement, la comptabilisation et le contentieux de ces recettes relèvent exclusivement des administrations et comptables publics compétents.

La domiciliation de ces recettes à l'Agence Bancaire du Trésor ne vaut ni abandon de créance de l'Etat, ni compensation automatique, ni renonciation aux pénalités, intérêts, majorations, contrôles ou poursuites prévus par les textes en vigueur.

La liste des entités concernées, la nature des recettes à domicilier, les plafonds annuels, les échéanciers, les modalités de reversement et les conditions d'affectation sont fixés par voie réglementaire.

Les ressources domiciliées dans le sous-compte dédié sont affectées irrévocablement, dans les limites prévues par la loi de finances, aux seules dépenses ou obligations directement rattachées au projet du nouvel aéroport international de Libreville, notamment le remboursement des financements régulièrement contractés pour le projet, la couverture des échéances dues aux prêteurs, la sécurisation des engagements financiers expressément autorisés, le financement des travaux, équipements, charges de réhabilitation, sécurisation, achèvement ou mise en exploitation directement rattachés au projet, ainsi que les dépenses de contrôle, d'audit et de suivi du mécanisme.

Aucun décaissement ne peut intervenir au profit de GSEZ Airport SA, d'une entité des groupes ARISE et A2MP, d'un prêteur, d'un cocontractant ou d'un tiers sans un état justificatif validé par les administrations compétentes, l'attestation de l'exigibilité de l'échéance ou de la dépense, l'autorisation préalable du ministre chargé des Finances et la disponibilité effective des ressources dans le sous-compte dédié.

Les recettes fiscales et non fiscales dues par les entités des groupes ARISE et A2MP ne peuvent faire l'objet d'aucune compensation, rétention, imputation ou affectation directe par un tiers privé en dehors du mécanisme expressément prévu par la loi de finances et les textes pris pour son application.

Sous-section 3 : Des dispositions diverses

Article 43 : Les flux relatifs à la redevance passager aérien, aux recettes fiscales et non fiscales dues par les entités des groupes ARISE et A2MP, ainsi qu'aux ressources affectées au projet du nouvel aéroport international de Libreville, font l'objet d'un suivi budgétaire, comptable et financier distinct.

Ils sont retracés, selon leur nature, en recettes au sein du « CAS 68. Valorisation du patrimoine de l'Etat », en dépenses au sein du « programme 68.937 Gestion des infrastructures aéroportuaires », dans les sous-comptes ouverts à l'Agence Bancaire du Trésor, dans les états de suivi produits par les administrations compétentes et dans les états de rapprochement établis entre les montants prévus, collectés, reversés, retenus, domiciliés, affectés et dépensés.

Les administrations compétentes peuvent demander au concessionnaire, aux entités des groupes ARISE et A2MP, aux compagnies aériennes, aux sociétés émettrices de billets, aux exploitants d'aéronefs, aux prêteurs, cocontractants ou tiers bénéficiaires, tout document nécessaire au contrôle des flux, des reversements, des affectations, des décaissements et des régularisations.

Un état périodique de rapprochement est établi par les administrations compétentes. Il précise notamment les prévisions de recettes, les montants effectivement collectés, les montants directement perçus par le concessionnaire, les montants domiciliés à l'Agence Bancaire du Trésor, les recettes fiscales et non fiscales dues par les entités du groupe ARISE et A2MP, les montants affectés au projet, les dépenses couvertes au titre du projet, les écarts à régulariser et les risques budgétaires ou financiers résiduels.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Article 44 : Les opérations de collecte, de perception, de reversement, de domiciliation, d'affectation ou d'utilisation de la redevance passager aérien R4 intervenues avant l'entrée en vigueur de la présente loi, font l'objet d'un état contradictoire de régularisation.

Cet état précise notamment les montants collectés auprès des passagers, les montants reversés au concessionnaire, les montants éventuellement reversés à la Recette des Impôts ou à tout autre comptable public, les montants directement perçus ou retenus par le concessionnaire, les montants affectés au projet du nouvel aéroport international de Libreville, les dépenses couvertes par les ressources affectées, les écarts, restes à reverser, restes à affecter ou sommes à régulariser, ainsi que les pénalités, intérêts ou sanctions éventuellement applicables.

Les modalités de régularisation sont fixées par voie réglementaire, sans préjudice des compétences des administrations chargées du contrôle, du recouvrement, de la comptabilité publique, de l'audit et du contentieux.

Article 45 : Les stipulations contractuelles ou conventionnelles contraires aux dispositions de la présente loi sont inopposables à l'Etat, sans préjudice des droits régulièrement acquis et des obligations contractuelles valablement approuvées qui ne sont pas contraires à la présente loi.

Les garanties consenties aux prêteurs au titre du projet du nouvel aéroport international de Libreville demeurent opposables dans les seules limites prévues par la présente loi, les conventions de concession, les avenants régulièrement approuvés et les documents de financement validés par l'Etat.

Elles ne peuvent avoir pour effet de priver l'Etat de ses prérogatives de contrôle, de suivi budgétaire et comptable, de régularisation des flux, de protection de ses intérêts financiers ou d'exercice des compétences dévolues aux administrations et comptables publics.

Les modalités d'application de la présente section, notamment celles relatives à la grille tarifaire, à la perception directe de la redevance passager aérien, aux obligations déclaratives, à la transmission des données, au contrôle, à la régularisation des flux, au rattachement budgétaire et comptable, ainsi qu'au suivi des recettes fiscales et non fiscales dues par les entités du groupe ARISE et A2MP, sont fixées par voie réglementaire.

Section 4 : Projet IPP Owendo/ORINKO

Article 46 : Sont approuvés dans les limites fixées par la présente loi et ses annexes, les avantages fiscaux, budgétaires, financiers et assimilés accordés au titre du projet IPP Owendo, relatif à la conception, au financement, à la construction, à la mise en service, à l'exploitation, à la maintenance et au transfert à l'Etat d'une centrale thermique fonctionnant au gaz située à Owendo.

L'approbation porte sur les stipulations relatives :

-à la convention de concession signée et enregistrée le 22 septembre 2021 entre l'Etat gabonais, Gabon Power Company et Wärtsilä Development & Financial Services Oy, agissant pour le compte de la société ORINKO ;
-au contrat d'achat d'énergie électrique signé et enregistré le 30 décembre 2022 entre l'Etat gabonais, en qualité d'acheteur, et ORINKO, en qualité de vendeur ;
-à l'avenant n°1 à la convention de concession signé et enregistré le 20 février 2025 ;
-à l'avenant n°1 au contrat d'achat d'énergie électrique signé et enregistré le 20 février 2025.

La convention de concession initiale porte sur une centrale thermique fonctionnant au gaz à Owendo, tandis que le PPA du 30 décembre 2022 organise les modalités d'achat de l'énergie produite par ORINKO.

Les deux avenants du 20 février 2025 modifient respectivement la convention de concession et le contrat d'achat d'énergie.

Sous-section 1 : Régime des exonérations applicable à la phase d'investissement

Article 47 : Est consentie l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée accordée au projet IPP Owendo pour la phase de construction de la centrale thermique à gaz d'Owendo.

Cette exonération porte exclusivement sur la TVA grevant le coût des matériaux et équipements de construction de la centrale et aux prestations et services directement nécessaires à la réalisation, à la mise en service et au raccordement de la centrale.

Le bénéfice des avantages consentis est applicable jusqu'à l'achèvement de la phase de construction, dans la limite maximale de trois exercices fiscaux, sous réserve de la délivrance par la Direction Générale des Impôts des attestations d'exonération correspondantes.

Article 48 : La régularisation prévue par la présente loi ne couvre pas :

-les dépenses d'exploitation courante postérieures à la mise en service commerciale de la centrale ;
-les impôts sur les bénéfices, retenues à la source, droits d'enregistrement, droits de timbre, impôts fonciers, taxes sur -les salaires, cotisations sociales, pénalités, amendes, intérêts moratoires, frais bancaires ou charges financières ;
-les opérations réalisées pour des entités non mentionnées dans les textes d'application ;
-les avantages fiscaux, douaniers ou assimilés non expressément repris par la présente loi ou par voie réglementaire.

Tout avantage accordé ou appliqué en dehors du périmètre ainsi défini demeure soumis au droit commun et peut donner lieu à liquidation, reprise, recouvrement, intérêts, pénalités et sanctions par les administrations compétentes.

Sous-section 2 : Contrat d'achat d'énergie électrique et charges budgétaires

Article 49 : Les engagements budgétaires résultant du contrat d'achat d'énergie électrique conclu avec ORINKO sont reconnus uniquement dans la limite des obligations effectivement exigibles au titre de l'énergie produite, livrée, mesurée et régulièrement facturée.

Tout paiement dû au titre du contrat d'achat d'énergie électrique est subordonné :

-à la mise en service commerciale effective ou réputée de la centrale, dans les conditions contractuelles applicables ;
-à la mesure contradictoire de l'énergie livrée ;
-à la production de factures régulières ;
-à la certification de l'exigibilité de la créance ;
-à la disponibilité des autorisations d'engagement et crédits de paiement ;
-à l'exécution de la dépense conformément aux règles de la comptabilité publique.

Aucune charge résultant du contrat d'achat d'énergie, de son avenant ou d'un mécanisme de rééquilibrage ne peut être payée par l'Etat sans base contractuelle certaine, inscription budgétaire et production des pièces justificatives requises.

Sous-section 3 : Garanties, sûretés et engagements conditionnels

Article 50 : Les garanties, sûretés, garanties de paiement, garanties partielles de risques, accords directs, droits de substitution des prêteurs et engagements conditionnels liés au projet IPP Owendo ne sont opposables à l'Etat que lorsqu'ils sont expressément repris par une loi.

La loi précise, pour chaque engagement : le bénéficiaire, le fondement contractuel, le plafond financier, la durée, les événements déclencheurs, les conditions d'appel, l'imputation budgétaire et les modalités de contrôle.

Aucune garantie implicite, illimitée, non plafonnée ou non autorisée par une loi ne peut être opposée à l'Etat.

Tout paiement effectué au titre d'une garantie ou d'un engagement conditionnel est subordonné à l'existence d'une créance certaine, liquide et exigible, à la mise en œuvre des procédures contractuelles applicables, à la disponibilité des crédits et à la validation des administrations compétentes.

Sous-section 4 : Encadrement des clauses de stabilité

Article 51 : Les stipulations relatives à l'évolution législative, aux taxes, impôts, droits, aléas fiscaux, douaniers, monétaires ou réglementaires, au taux de rendement interne, aux indemnités, pénalités, compensations ou rééquilibrages économiques font l'objet d'une clause de réexamen contractuel.

Elles ne peuvent être interprétées comme :

-une exonération générale au profit du concessionnaire, de ses actionnaires, prêteurs, fournisseurs, prestataires ou sous-traitants ;
-une stabilisation fiscale ou douanière générale opposable au législateur financier ;
-une renonciation de l'Etat à modifier sa législation ;
-un droit automatique à indemnisation, compensation, révision tarifaire ou rééquilibrage économique ;
-une garantie de rendement au profit du concessionnaire, de ses actionnaires ou de ses prêteurs.

Toute demande de compensation, d'indemnisation, de révision tarifaire ou de rééquilibrage ayant une incidence budgétaire est subordonnée à un état contradictoire validé par les administrations compétentes et, lorsqu'elle emporte une charge pour l'Etat, à une autorisation expresse de la loi de finances.

Sous-section 5 : Mise à disposition du site et biens de la concession

Article 52 : La mise à disposition du site nécessaire à la construction, à l'exploitation, à la maintenance et au transfert de la centrale thermique d'Owendo est régularisée dans les limites de la convention de concession et de son avenant n°1.

Lorsque le site est mis à disposition du concessionnaire à titre gratuit, cette mise à disposition est strictement limitée aux besoins directs du projet IPP Owendo. Elle ne vaut pas exonération générale des impôts, droits, taxes ou redevances applicables à des biens, terrains ou activités étrangers au projet.

Les biens de retour demeurent soumis au régime prévu par la convention de concession et reviennent à l'Etat dans les conditions contractuelles applicables.

Sous-section 6 : Suivi, contrôle et reporting

Article 53 : ORINKO, l'acheteur, les promoteurs, cocontractants, fournisseurs, prestataires et sous-traitants concernés sont tenus de transmettre aux administrations compétentes et au Parlement tous documents nécessaires au suivi de la régularisation opérée par la présente loi.

Les administrations compétentes et le Parlement peuvent procéder à tout contrôle a priori, concomitant ou a posteriori portant notamment sur :
-les exonérations de TVA accordées ;

-les biens, travaux, prestations et services couverts ;
-les paiements dus ou effectués au titre du contrat d'achat d'énergie ;
-les garanties, sûretés et engagements conditionnels ;
-les demandes de compensation, d'indemnisation ou de rééquilibrage ;
-l'impact du projet sur les dépenses fiscales, la dette, le TOFE, la trésorerie et les passifs conditionnels de l'Etat.

Un état annuel est annexé au projet de loi de règlement. Il retrace les montants exonérés, les bénéficiaires, les engagements conditionnels, les paiements publics, les demandes de compensation et les éventuelles reprises de droits.

Article 54 : Les services centraux de l'Etat procèdent, chacun selon son périmètre de compétence, au contrôle des avantages régularisés par la présente loi.

Tout avantage utilisé en dehors des limites fixées par la présente loi ou son tableau annexé donne lieu à reprise des droits, taxes, redevances, intérêts, pénalités et sanctions prévus par les textes en vigueur.

Les droits, taxes, redevances, pénalités ou intérêts dont l'exonération n'est pas régularisée par la présente loi sont liquidés, recouvrés et comptabilisés conformément aux textes en vigueur. Les administrations concernées établissent, pour chaque marché, contrat, convention, avenant ou dispositif régularisé, un état annuel retraçant :

-les avantages fiscaux, douaniers, parafiscaux ou assimilés régularisés ;
-les montants consommés ;
-les montants restant à consommer ;
-les reprises de droits opérés ;
-les passifs conditionnels identifiés ;
-les garanties accordées ;
-les paiements publics effectués ;
-les risques budgétaires résiduels.

Cet état est annexé au projet de loi de règlement de l'exercice concerné.

Article 55 : Les approbations prévues aux articles ci-dessus produisent leurs effets à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi de finances rectificative.

Elles ont pour seul objet de rendre opposables aux administrations compétentes les avantages fiscaux, douaniers, parafiscaux ou assimilés expressément repris par la présente loi et son tableau annexé au titre des marchés susvisés.

Elles ne valent ni approbation globale des marchés concernés, ni validation des irrégularités éventuelles relatives à leur passation, leur approbation, leur financement, leur engagement, leur imputation budgétaire, leur ordonnancement, leur paiement ou leur exécution physique. Les abattements approuvés sont personnels, limitatifs, temporaires et non cessibles. Ils ne peuvent être étendus aux sociétés affiliées, sous-traitants, fournisseurs, prestataires ou tiers que lorsqu'ils sont expressément repris dans le tableau annexé et uniquement pour les opérations directement nécessaires à l'exécution du marché concerné.

Un état consolidé des dépenses fiscales et douanières résultant des abattements régularisés est annexé au projet de loi de règlement.

Article 56 : Sont également approuvées, les dispositions fiscales et douanières contenues dans les conventions ci-après :

N°	SIGNATAIRE DU CONTRAT	TYPE DE CONTRAT
1	République Gabonaise et la Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG)	Convention de concession de la gestion et de l'exploitation du chemin de fer Transgabonais, article 9 de l'avenant N°1 du 15/10/2015
2	SOLAR ENERGY SUSTAINABLE SERVICES	Convention de Partenariat Public-Privé signée entre L'Etat Gabonais représenté par le Ministère de l'Accès Universel à l'eau et à l'Energie et la société SOLAR ENERGY SUSTAINABLE SERVICES pour la construction de 3 Centrales à gaz pour la fourniture de 300 MW.
3	Le Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques.	Marché de construction des postes de transformation électrique HTB dans la région du Grand LIBREVILLE.
4	La Société d'Eau et d'Energie du Gabon et République Gabonaise et KARPOWERSHIP GLOBAL DMCC	Accord exceptionnel N° 01820/MEFDPLCVC/CABME/CT-BA/2025 du 5/06/2025 contrat d'achat d'électricité pour 150MW.
5	Le ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques et la Société d'Electricité de Téléphonie et d'Eau du Gabon (SETEG)	Marché N°007/MERH/SG/DGE/DE/SETEG/2024 relatif aux travaux de construction de la ligne électrique moyenne tension sur l'axe MAYUMBA-TCHIBANGA.
6	Ministère des Travaux Publics et l'entreprise SINOHYDRO BUREAU 14 CO., LTD	Marché N°02/TX/MTP/SG/PASIG/CEP/2024 signé en novembre 2024 relatif aux travaux de bitumage de la route NDENDE-DOUSSALA, du pont frontalier sur la NGONGO et les travaux d'aménagements connexes.
7	Présidence de la République Gabonaise et COBAFEV.	Projet de réalisation de commissariat de BOUEE et du bâtiment de l'OCLAD, construction de l'Ecole d'OVAN et logement de l'administration et la construction du plateau sportif de bouée.
8	La République Gabonaise et 2G SA.	Projet de construction du BOULEVARD DE LA TRANSITION.
9	L'Etat Gabonais et SUMMA CONSTRUCTION.	Marché N°003/PR/SG/DGGM/2024 signé le 09/02/2024 relatif au projet de construction de la cité de la démocratie.
10	La SEEG et POWERSHIP OPERATION DMCC.	Accord exceptionnel N°01820/MEFDLPVC/CAB-ME/CT-BA du 05/06/2025 de Monsieur le MEFDPCLVC et l'accord exceptionnel N°1080/MEFDLPVC/CAB-M/CT-CM du 26/02/2026 de Monsieur le MEFDPCLVC Achat d'électricité tripartite entre la société d'énergie et d'eau du Gabon, la République gabonaise et Karpowership Global DMCC.
11	MEP ET Bâtiments Travaux Services Gabon (BTSG)	Travaux des camps militaires et habillements militaires
12	MEP ET GABON ENTRETIEN ET BATIMENTS	Réalisation des travaux de construction à FOUGAMOU
13	MEP ET CHINA CICIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION	L'accord de mise en œuvre du Projet de la Réhabilitation du Palais Omar BONGO ONDIMBA conclu le 27/10/2023 entre le Sénat de la République Gabonaise et le Ministère du Commerce de la République Populaire de Chine et l'avenant de Mise en Œuvre du Projet de réhabilitation du Palais Omar BONGO ONDIMBA signé le 09/07/2024 et désignant la société CHINA CIVIL ENGINEERING.
14	ESSILOR DISTRIBUTION AFRIQUE CENTRALE (EDAC)	La lettre N°0921/MEP/CABM/CT/BRN du 28/02/2024 du Ministre de l'Economie et des Participations accordant la prise en compte des matériels médicaux optiques comme produits pharmaceutiques exonérés de TVA.
15	MDN ET CONSTRUCTION & CONSULTING COMPAGNY (CCC)	Marché N°010/MDN/CABM/2024 entre le Ministère de la Défense Nationale et CCC portant sur les travaux de réhabilitation du bâtiment du Ministère de la Défense Nationale.
16	GRAND MAYUMBA PORT COMPANY (GMPC)	Accord à titre exceptionnel de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Participations, notifié au Directeur Général de Grand Mayumba Port Company SAS dans la correspondance du 09 mai 2024 et la cession gratuite de 20% du capital de la société Gabon Mayumba Développement Company (GMDC) au profit de l'Etat d'autre part, pour la construction, l'aménagement et l'exploitation d'un quai à Mangali (MAYUMBA).
17	MEIP ET SOLIMAR	L'article 5 de l'accord de développement pour la construction et l'exploitation d'un port Minéralier à Owendo signé le 03 décembre 2014 entre le Gouvernement et la société Librevilloise maritime (SOLIMAR).
18	AFRICA MINING DEVELOPPEMENT	Renvoi aux dispositions du Code Minier
19	MAYUMBA POTASSE	Renvoi aux dispositions du Code Minier
20	ALPHA CENTURY MINING EXPLOITATIONS	Renvoi aux dispositions du Code Minier

Article 57 : Toute stipulation contractuelle contraire à la LOLFEB, aux lois de finances, au Règlement général sur la comptabilité publique, au Code Général Des Impôts, au Code des Douanes CEMAC, aux règles relatives aux partenariats public-privé, à la soutenabilité budgétaire ou aux engagements communautaires de la République Gabonaise demeure inopposable à l'Etat, au Trésor Public et aux Administrations.

C- Des dispositions douanières

Article 58 : En application des dispositions de l'article 178 du Règlement 02/18/CEMAC/UMAC du 21 décembre 2018 portant règlementation des changes dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), les sommes recouvrées au titre des sanctions pécuniaires sont réparties à parts égales entre le Trésor Public de l'Etat de domiciliation ou d'implantation de l'agent économique et la Banque Centrale.

Pour les infractions constatées par les services des Douanes, la fraction destinée à l'Etat fait l'objet d'une répartition entre le Budget de l'État, les services des Douanes et leurs ayants-droits selon les modalités fixées par des textes règlementaires.

Chapitre 2 : A l'importation

Section 1 : Lutte contre la vie chère

Article 59 : Les produits de premières nécessités importés dans le cadre de la lutte contre la vie chère sont exonérés de droits et taxes à l'importation. Pour bénéficier de ces avantages, les produits doivent être importés en l'état, tels qu'ils vont être mis à la consommation.

Article 60 : Un Arrêté conjoint des Ministres des Finances et du Commerce détermine la liste des produits éligibles aux avantages consentis pour une période n'excédant pas six (6) mois.

Article 61 : Les produits visés à l'article 59 ci-dessus sont exonérés des droits, taxes et prélèvements de toute nature.

CHAPITRE 2 : DE L'EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 62 : Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à la somme de trois mille deux cent quarante-trois milliards quatre cent soixante millions sept cent quarante-trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept (3.243.460.743.997) FCFA dont trente-six milliards cent quatre-vingt-treize millions huit cent quatre mille six cent soixante-trois (36.193.804.663) FCFA au titre des dons, legs et fonds de concours.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit :

Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
RECETTES BUDGETAIRES			**Valeur**	**%**
Titre 1 : Recettes fiscales	2 426 724 463 652	1 809 592 497 802	-617 131 965 849	-25%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	15 757 294 700	36 193 804 663	20 436 509 963	130%
Titre 3 : Cotisations sociales	38 337 286 960	38 337 286 960	0	0%
Titre 4 : Autres recettes	1 691 072 757 865	1 359 337 154 572	-331 735 603 293	-20%
TOTAL RECETTES	**4 171 891 803 176**	**3 243 460 743 997**	**-928 431 059 179**	**-22%**

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente comme suit :

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires

Compte PCE	Nature de la recette		LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
					Valeur	%
71	**TITRE 1 : RECETTES FISCALES**		**2 426 724 463 652**	**1 809 592 497 802**	**-617 131 965 849**	**-25%**
711	**Impôts sur les sociétés**		**723 801 060 208**	**443 055 679 959**	**-280 745 380 249**	**-39%**
711 101	Sociétés pétrolières		226 885 875 833	49 512 473 861	-177 373 401 972	-78%
711 201	Sociétés minières		53 271 308 098	1 473 409 877	-51 797 898 221	-97%
711 303	Retenues à la source		88 079 902 478	75 196 663 753	-12 883 238 725	-15%
711 801	Autres sociétés		355 563 973 798	316 873 132 468	-38 690 841 330	-11%
712	**Impôts sur les personnes**		**237 666 361 534**	**205 537 549 661**	**-32 128 811 873**	**-14%**
712 101	Impôts sur le revenu des personnes physiques		53 028 201 499	34 531 733 497	-18 496 468 003	-35%
712 802	Acomptes versés par les salariés		136 738 395 640	125 657 760 589	-11 080 635 051	-8%
712 801	Taxe complémentaire sur les salaires		47 748 372 689	45 216 108 611	-2 532 264 078	-5%
7 121	Impôts forfaitaires sur le revenu		151 391 706	131 946 964	-19 444 742	-13%
711 801	**Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers**		**50 245 599 115**	**55 846 364 877**	**5 600 765 762**	**11%**
714 304	**Taxe de formation professionnelle**		**3 869 011 878**	**3 279 883 591**	**-589 128 287**	**-15%**
7 131	**Droits et taxes sur la propriété**		**42 686 387 807**	**20 534 574 387**	**-22 151 813 419**	**-52%**
7 131	Droits de mutations		35 035 191 665	13 389 967 975	-21 645 223 690	-62%
713 103	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)		7 651 196 142	7 144 606 412	-506 589 729	-7%
	Taxes sur les biens et services		**623 090 513 614**	**508 032 491 833**	**-115 058 021 780**	**-18%**
714 308	Redevance d'Usure de la Route		54 587 036 064	41 236 487 837	-13 350 548 227	-24%
714 305	Taxe sur les carburants		2 277 997 312	2 455 192 413	177 195 101	8%
714 101	Taxe sur la valeur ajoutée		398 859 739 147	325 350 003 947	-73 509 735 200	-18%
714 311	Droits d'accises		41 345 924 333	30 031 955 874	-11 313 968 459	-27%
714 310	Taxe sur les jeux de hasard		1 244 204 560	764 447 291	-479 757 269	-39%
714 309	Taxe sur les Transferts		3 689 068 187	2 821 916 727	-867 151 459	-24%
714	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)		13 031 456 925	8 363 763 074	-4 667 693 851	-36%
715 305	Contribution Spéciale de solidarité		29 785 164 359	30 141 916 728	356 752 369	1%
	Redevance audiovisuelle		1 317 831 929	1 507 466 346	189 634 416	14%
714 318	Taxe sur les véhicules de luxe		63 912 314	33 730 510	-30 181 804	-47%
721 107	Taxe de fermage-forêts		236 021 919	236 021 919	-	0%
721 108	Taxe de transferts forestiers-forêts		803 203 340	803 203 340	-	0%
7 143	Redevance Universelle		2 453 004 000	2 453 004 000	-	0%
714 314	Contribution Spéciale de l'Eau		1 058 415 750	1 058 415 750	-	0%
714 315	Contribution Spéciale de l'Electricité		6 955 303 500	6 955 303 500	-	0%
722 016	Ristournes Licence de transports		207 264 600	207 264 600	-	0%
722 014	Ristournes Cartes grises		155 448 450	155 448 450	-	0%
722 013	Ristournes Permis de conduire		103 632 300	103 632 300	-	0%
723 105	Amendes transactionnelles Forêts		805 600 000	805 600 000	-	0%
722 018	Ristournes DG Marine Marchande		2 533 011 129	2 533 011 129	-	0%
723 107	Ristournes DGCC		1 081 038 632	1 081 038 632	-	0%
723	Ristournes CNLCEI		732 552 800	732 552 800	-	0%
722 023	Frais de passation des Marchés publics		3 460 248 000	3 460 248 000	-	0%
722 024	Frais d'attestation de non exclusion Marché public		6 815 640	6 815 640	-	0%
722 015	Taxes sur Frêt ferroviaire		4 123 365 306	4 123 365 306	-	0%
716 108	Frais de procédures judiciaires		2 304 706 275	2 304 706 275	-	0%
714 306	Redevance passager		16 420 489 578	15 491 330 635	-929 158 944	-6%
7 143	Redevance de gestion du spectre des fréquences radioélectriques		8 528 438 415	8 528 438 415	-	0%
7 143	Taxe Solidarité Billet		64 084 555	53 211 701	-10 872 854	-17%
	Taxe forfaitaire d'habitation (DGI)		22 646 016 000	12 023 480 400	-10 622 535 600	-47%
714	Redevance de Navigation Intérieure (RNI)		1 716 159 800	1 716 159 800	-	0%
721 114	Agrément professionnel d'exploitation forestière (DG Forêt)		2 025 000	2 025 000	-	0%
721 115	Agrément professionnel de fermage (DG Forêt)		8 550 000	8 550 000	-	0%
721 116	Agréments professionnels en matière d'industrie du bois (DG Industrie)		112 745 002	112 745 002	-	0%
721 102	Taxe de sciage		20 888 492	20 888 492	-	0%
721 116	Amendes (DG Industries)		301 150 000	301 150 000	-	0%
721 117	Agrément pour l'exercice d'une activité ayant une incidence sur l'environnement (DG Environnement)		15 000 000	15 000 000	-	0%
721 117	Amendes (DG environnement)		30 000 000	30 000 000	-	0%
721 118	Frais de licence ozone (DG environnement)		3 000 000	3 000 000	-	0%
	Droits et taxes de douanes		**707 353 943 029**	**545 666 897 970**	**-161 687 045 060**	**-23%**
	Droits et taxes à l'importation		**625 433 827 544**	**501 321 591 789**	**-124 112 235 754**	**-20%**
715 301	Taxe communautaire d'Intégration		14 434 586 845	11 570 160 959	-2 864 425 886	-20%
715 302	Contribution Communautaire d'Intégration		3 577 749 867	2 867 774 622	-709 975 245	-20%
715 303	Prélèvement OHADA		5 318 446 670	4 263 044 359	-1 055 402 311	-20%
715 304	Contribution au financement de l'U.A.		1 302 904 225	1 044 353 521	-258 550 704	-20%
715 103	Redevance informatique		28 890 120 703	23 157 112 168	-5 733 008 536	-20%
715 834	Contentieux (Amendes)		1 202 358 562	963 760 324	-238 598 238	-20%
715 835	Travail Extra Legal		173 860 210	139 359 071	-34 501 139	-20%
715 109	Droit de douane import		282 414 022 920	214 848 305 762	-67 565 717 158	-24%
714 101	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		243 393 820 702	195 094 304 549	-48 299 516 153	-20%
715 108	Droit d'accises		21 342 805 925	28 630 460 891	7 287 654 966	34%
715 101	Surtaxe temporaire		163 386 704	130 963 946	-32 422 757	-20%
715 107	Précompte IRPP		289 068 783	231 705 444	-57 363 339	-20%
779 101	Intérêt de crédit		1 929 219 922	1 546 381 983	-382 837 939	-20%
715 305	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)		20 756 395 450	16 637 458 271	-4 118 937 179	-20%
715 836	Magasinage		98 450 962	78 914 173	-19 536 790	-20%
715 831	Contrôle spécifique (instruments de mesure)		104 735 066	83 951 248	-20 783 819	-20%
715 832	Ventes aux enchères		41 894 027	33 580 499	-8 313 527	-20%
	Droits et taxes à l'exportation		**81 920 115 485**	**44 345 306 180**	**-37 574 809 305**	**-46%**

Compte PCE	Nature de la recette		LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
					Valeur	%
715 201	Droit de sortie Mines		44 060 789 272	17 596 356 207	-26 464 433 066	-60%
715 205	Taxe d'abattage et droit de sortie/ Bois débités et ouvrages		37 504 039 576	26 518 357 249	-10 985 682 327	-29%
715 819	Timbre Douanier		8 106 435	8 062 155	-44 280	-1%
715 113	Taxe sur les produits minéraux		347 180 202	222 530 570	-124 649 632	-36%
	Autres recettes fiscales		**38 011 586 467**	**27 639 055 525**	**-10 372 530 942**	**-27%**
7 231	Pénalités sur le revenu et les bénéfices		15 247 026 394	14 659 206 702	-587 819 693	-4%
7 231	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières		3 000 000	3 000 000	-	0%
721 112	Taxe de superficie-forêts		19 238 660 772	12 964 675 200	-6 273 985 572	-33%
	Autres taxes		3 522 899 301	12 173 623	-3 510 725 678	-100%
	TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS		**15 757 294 700**	**36 193 804 663**	**20 436 509 963**	**130%**
74	**DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS**		**15 757 294 700**	**36 193 804 663**	**20 436 509 963**	**130%**
	Fonds de concours y compris PID/PIH		10 000 000 000	24 475 562 663	14 475 562 663	145%
741	Dons des institutions internationales		5 757 294 700	11 718 242 000	5 960 947 300	104%
	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES		**38 337 286 960**	**38 337 286 960**	**-**	**0%**
7 251	Cotisations retraites (y compris agents publics en détachement)		27 557 316 810	27 557 316 810	-	0%
7 251	Cotisations CNAMGS		10 779 970 150	10 779 970 150	-	0%
	TITRE 4 : AUTRES RECETTES		**1 691 072 757 865**	**1 359 337 154 572**	**-331 735 603 293**	**-20%**
773	**Revenus des participations**		**133 670 038 907**	**114 797 276 177**	**-18 872 762 730**	**-14%**
773 101	Participations dans les sociétés pétrolières		75 000 000 000	85 000 000 000	10 000 000 000	13%
773 102	Participations dans les sociétés minières		29 069 738 207	14 763 907 335	-14 305 830 873	-49%
773 103	Participations dans les autres sociétés		29 600 300 700	15 033 368 842	-14 566 931 858	-49%
7 214	**Revenus du domaine foncier**		**33 362 039**	**39 189 313**	**5 827 275**	**17%**
7 212	**Revenus du domaine pétrolier**		**1 288 114 124 167**	**1 015 716 776 257**	**-272 397 347 910**	**-21%**
7 212	Ventes Etat Gaz		20 000 000 000	20 000 000 000	-	0%
721 202	Redevance pétrolière		516 332 043 884	421 417 093 840	-94 914 950 044	-18%
721 206	Redevance gazière		1 247 958 980	936 836 000	-311 122 980	-25%
721 203	Contrat de partage		642 241 321 303	450 000 000 000	-192 241 321 303	-30%
721 303	Redevance superficiaire		2 500 000 000	2 505 901 861	5 901 861	0%
	Boni sur attribution de permis		105 792 800 000	120 856 944 556	15 064 144 556	14%
7 213	**Revenus du domaine minier**		**22 161 444 486**	**15 946 371 944**	**-6 215 072 542**	**-28%**
	Revenus du domaine forestier		**61 997 878**	**891 222 526**	**829 224 648**	**1338%**
	Recettes diverses non fiscales		**247 031 790 387**	**211 946 318 354**	**-35 085 472 033**	**-14%**
	Recettes de régies (Recettes affectées)		82 443 940 515	50 054 387 065	-32 389 553 449	-39%
714 301	. Patentes		14 890 426 894	4 100 000 000	-10 790 426 894	-72%
714 302	. Licences		372 744 314	166 270 737	-206 473 577	-55%
7 214	. Contribution Foncière Unique		40 700 336 306	20 105 221 040	-20 595 115 266	-51%
713 103	. Impôt Synthétique Libératoire		5 163 875 840	4 849 304 102	-314 571 738	-6%
714 316	. Fonds National de l'habitat		14 856 015 814	12 957 826 689	-1 898 189 125	-13%
	. Contribution pour l'amélioration du cadre de vie		6 460 541 346	7 875 764 498	1 415 223 151	22%
722	Redevance Examen et concours		1 047 532 000	1 047 532 000	-	0%
722 006	Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC		1 091 349 000	1 091 349 000	-	0%
722 008	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles		314 477 068	314 477 068	-	0%
722 009	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers		67 911 500	67 911 500	-	0%
722 007	Ristournes issues des contrôles-DG Travail		475 160 515	475 160 515	-	0%
7 131	Revenus du patrimoine immobilier		1 038 000 000	1 038 000 000	-	0%
7 131	ROPPRON		103 846 504	103 846 504	-	0%
722 021	Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités		313 951 200	313 951 200	-	0%
722 022	Redevance pour Agrément Technique des Rebuts y compris pénalités		376 741 440	376 741 440	-	0%
722 022	Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités		104 650 400	104 650 400	-	0%
721 113	Ventes de bois illégal ou abandonné		3 222 400 000	3 222 400 000	-	0%
722 015	Recettes ferroviaires		2 352 000 000	2 352 000 000	-	0%
722	Agrément PME		36 000 000	36 000 000	-	0%
722	Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations à l'IUSO		500 000 000	500 000 000	-	0%
721 119	Autorisation administratives (DG Environnement)		35 000 000	35 000 000	-	0%
721 120	Autorisation spéciale ozone (DG environnement)		5 000 000	5 000 000	-	0%
721 121	Permis CITES (DG faune et aires protégées)		1 600 000	1 600 000	-	0%
721 122	Permis ordinaire de chasse (DG faune et aires protégées)		3 150 000	3 150 000	-	0%
721 122	Permis de port d'armes (DG faune et aires protégées)		1 575 000	1 575 000	-	0%
721 104	Prestations pour les entreprises forestières (AEAFFB)		12 000 000	12 000 000	-	0%
721 104	Appui technique aux entreprises (AEAFFB)		138 000 000	138 000 000	-	0%
721 104	Frais de formations (ENEF)		150 000 000	150 000 000	-	0%
721 104	Amendes (ANPN)		82 500 000	82 500 000	-	0%
721 104	Entrées touristiques (ANPN)		133 455 438	133 455 438	-	0%
721 104	Redevance Airtel (ANPN)		62 000 000	62 000 000	-	0%
721 104	Beurre de Moabi (ANPN)		5 000 000	5 000 000	-	0%
721 104	Frais de gestion des projets (ANPN)		119 000 000	119 000 000	-	0%
721 104	Concession exploitation EPC (ANPN)		18 000 000	18 000 000	-	0%
7 211	Livres ANPN		1 000 000	1 000 000	-	0%
722	Recettes diverses ARCEP (licences, pénalités, etc.)		5 018 182 724	5 018 182 724	-	0%
	Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée		4 874 915 000	4 874 915 000	-	0%
	Amendes sur Infractions routières		167 952 773	167 952 773	-	0%
	Engagement décennal		178 290 000	178 290 000	-	0%
	Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC)		10 160 000 000	10 160 000 000	-	0%
	Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG)		21 400 000 000	21 400 000 000	-	0%
	Recettes diverses administrations		2 228 698 656	-	-2 228 698 656	-100%
	Recettes diverses opérateurs et autres		88 842 471 158	88 842 471 158	-	0%
	Taxe sur renouvellement des permis forestiers		606 384 100	-	-606 384 100	-100%

Compte PCE	Nature de la recette		LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
					Valeur	%
	Taxe de Régulation (ARTEF)		6 534 000 000	6 534 000 000	-	0%
	Contribution carbone		10 000 000 000	10 000 000 000	-	0%
	Taxe sur la protection de l'environnement		-	610 000 000	610 000 000	-
	Ristourne autres recettes examen et concours		-	348 195 000	348 195 000	-
	Ristourne autres recettes (DGTT)		-	387 077 120	387 077 120	-
	Ristourne Cellule de Gestion du Baccalauréat Technologique		-	50 452 500	50 452 500	-
	Ristourne DG Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN)		-	950 000 000	950 000 000	-
	Ristourne DG Communication		-	22 000 000	22 000 000	-
	Ristourne DG Météorologie		-	11 400 000	11 400 000	-
	Ristourne DG Pêches et Aquaculture		-	366 474 036	366 474 036	-
	Ristourne Affaires Sociales		-	26 100 000	26 100 000	-
	Ristourne sur la délivrance de Passeports diplomatique (DG Affaires Etrangères)		-	67 000 000	67 000 000	-
724	Autres recettes		2 765 655 398	66 120 914	-2 699 534 484	-98%
	TOTAL RECETTES PROPRES		**4 171 891 803 176**	**3 243 460 743 997**	**-928 431 059 179**	**-22%**

CHAPITRE 3 : DE L'AFFECTATION DES RECETTES

Article 63 : Les dépenses des recettes affectées sont adossées au rendement de recettes recouvrées.

Les recettes et les contributions ci-après sont entièrement recouvrées au profit des bénéficiaires visés ci-dessous ainsi qu'il suit :

Tableau d'affectation des recettes (en pourcentage)

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CNAMGS	ANPN	Fonds Gabonais Habitat & Logement	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	CAS Formation pour l'Emploi	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universel des Télécommunications électroniques	CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	Fonds National Energie & Eau	CAS Pensions	ADP Exam Concours	ADP Travail	ANUTTC	Fonds de solidarité Covid-19	ADP Zone instable	ARTF	Agrément PME	ENEF	IUSO	Autres
Sociétés pétrolières	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés minières	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retenues à la source	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe complémentaire sur les salaires	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts forfaitaires sur le revenu	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres impôts sur les personnes	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe de formation professionnelle	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les carburants	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe sur la valeur ajoutée	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les Transferts	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contribution Spéciale de solidarité	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance audiovisuelle	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les véhicules neufs	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0								0	0	0	0
Redevance Universelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contribution Spéciale de l'Eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contribution Spéciale de l'Electricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxes sur Fret ferroviaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0
Redevance passager	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe Solidarité Billet	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CNAMGS	ANPN	Fonds Gabonais Habitat & Logement	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	CAS Formation pour l'Emploi	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universel des Télécommunications électroniques	CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	Fonds National Energie & Eau	CAS Pensions	ADP Exam Concours	ADP Travail	ANUTTC	Fonds de solidarité Covid-19	ADP Zone instable	ARTF	Agrément PME	ENEF	IUSO	Autres
Taxe forfaitaire d'habitation	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance de Navigation Intérieure (RNI)	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe communautaire d'Intégration	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contribution Communautaire d'Intégration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prélèvement OHADA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contribution au financement de l'U.A.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contentieux (Amendes)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travail Extra Legal	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit de douane import	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit d'accises (fiscalité de porte)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Surtaxe temporaire	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Précompte IRPP	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Intérêt de crédit	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Magasinage	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contrôle spécifique (instruments de mesure)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes aux enchères	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit de sortie Mines	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Timbre Douanier	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les produits minéraux	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pénalités sur le revenu et les bénéfices	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres taxes (autres recettes fiscales)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cotisations retraites (y compris agents publics en détachement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cotisations CNAMGS	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations dans les sociétés pétrolières	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Revenus du domaine foncier	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CNAMGS	ANPN	Fonds Gabonais Habitat & Logement	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	CAS Formation pour l'Emploi	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universel des Télécommunications électroniques	CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	Fonds National Energie & Eau	CAS Pensions	ADP Exam Concours	ADP Travail	ANUTTC	Fonds de solidarité Covid-19	ADP Zone instable	ARTF	Agrément PME	ENEF	IUSO	Autres
Ventes Etat Gaz	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance pétrolière	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance gazière	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contrat de partage	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance superficiaire	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boni sur attribution de permis	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance minière proportionnelle	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Revenus du domaine forestier	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds National de l'habitat	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance Examen et concours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0
Revenus du patrimoine immobilier	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0
Agrément PME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0
Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations à l'IUSO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0
Frais de formations (ENEF)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0
Amendes (ANPN)	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Entrées touristiques (ANPN)	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance Airtel (ANPN)	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Beurre de Moabi (ANPN)	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CNAMGS	ANPN	Fonds Gabonais Habitat & Logement	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	CAS Formation pour l'Emploi	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universel des Télécommunications électroniques	CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	Fonds National Energie & Eau	CAS Pensions	ADP Exam Concours	ADP Travail	ANUTTC	Fonds de solidarité Covid-19	ADP Zone instable	ARTF	Agrément PME	ENEF	IUSO	Autres
Frais de gestion des projets (ANPN)	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Concession exploitation EPC (ANPN)	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Livres ANPN	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxes, produits de gestion des Parcs Nationaux (ANPN)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Ventes d'or (SEM)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Accompagnement des acteurs (OGAPI)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Amendes (FANEIR)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Analyses Médicales (CIRMF)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
BIETC, Carte de chargeur, CDTS (CGC)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Caravane touristique et location d'espace (AGATOUR)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Certifications, Inspections, Pénalité, prestations (AGANOR)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Consultation médicales, location d'espace, restauration (CNOU)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Contrôles, Etudes géologiques, analyses (LNBTPG)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Conventions, Point GA (ANINF)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Cotisation des adhérents, Formation (CNMAG)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Droits, taxes et redevances diverses (AAZIS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Examens et concours (ENCSG)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Examens et concours, Formation, Prépa (ENA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Examens et concours, Formation, Prépa (EPCA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Frais d'inscription (ENAM)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CNAMGS	ANPN	Fonds Gabonais Habitat & Logement	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	CAS Formation pour l'Emploi	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universel des Télécommunications électroniques	CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	Fonds National Energie & Eau	CAS Pensions	ADP Exam Concours	ADP Travail	ANUTTC	Fonds de solidarité Covid-19	ADP Zone instable	ARTF	Agrément PME	ENEF	IUSO	Autres
Frais d'Inscription et de formation, Examens et concours, Location d'espace (ANFEP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Frais médicaux (Agence du Médicament)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Frais médicaux (Centre de santé)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Frais médicaux (CHR)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Frais médicaux (CHU)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Frais médicaux (HIAA, HIAOBO et ICA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Frais médicaux (NKEMBO, CNTS, CNH, EGYPTO, GAHOUMA etc.)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Frais médicaux (OPN)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Frais médicaux CHU (AMISSA BONGO, Mère et Enfant, Libreville, Owendo)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Fret/Passagers (C2N2I)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Inscription, Examens et Concours, Location d'espace, légalisation (ENIL, ENS, ENSET)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Inscription, Formation (INPTIC)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Inscription, Formation (USTS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Inscription, Formation, Location d'espace (INJS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Inscription, Formation, Location d'espace (UOB, INSG, USTM, IST, USS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Location d'espace (ONDSC)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Pont bascule, prestations (CLEAN AFRICA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Protocoles, titres d'accès, redevance sureté fret (ONSFAG)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Publicité (GABON TELEVISION)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CNAMGS	ANPN	Fonds Gabonais Habitat & Logement	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	CAS Formation pour l'Emploi	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universel des Télécommunications électroniques	CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	Fonds National Energie & Eau	CAS Pensions	ADP Exam Concours	ADP Travail	ANUTTC	Fonds de solidarité Covid-19	ADP Zone instable	ARTF	Agrément PME	ENEF	IUSO	Autres
Publicité (Radio Gabon)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Quote-part formalisation (ANPI)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Recettes Café et Cacao (CAISTAB)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Recettes Chambre de Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Recettes DG Enseignement Supérieur (DGES)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Recettes INFAAS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Recettes issues des contrôles de sécurité alimentaire (AGASA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Recettes PNPE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Redevance du droit d'auteur (BUGADA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Redevance Feux (CNANHVN)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Redevance fixe et variable (SPIN)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Redevance forestière (AGEOS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Redevances Concession, Sécurité et Sureté, Produits aéronautiques (ANAC)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Redevances Concession, Sécurité, Marchandises, Navires (OPRAG)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Services topographiques, vente de cartes (INC)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Services d'orientation, publicité (SOSUP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Transport, espace publicitaire (SOGATRA, Trans'Urb)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Vente du journal, publicités et couvertures médiatiques, produits annexes (AGP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Visites, Location d'espace, restauration (Musée National)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CNAMGS	ANPN	Fonds Gabonais Habitat & Logement	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	CAS Formation pour l'Emploi	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universel des Télécommunications électroniques	CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	Fonds National Energie & Eau	CAS Pensions	ADP Exam Concours	ADP Travail	ANUTTC	Fonds de solidarité Covid-19	ADP Zone instable	ARTF	Agrément PME	ENEF	IUSO	Autres
Taxe de renouvellement des permis forestiers (DG Forêts)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
Ventes de biens et services	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Article 64 : Les autres affectations ci-dessus font l'objet de la répartition ci-après

Tableau des autres affectations de recettes (en pourcentage)

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CAS Sce Univ.	CAS Entretien du patrimoine routier	FNI (Infrastructures)	Fonds de Péréquation Collectivités	CAS Sal Pub	CAS Promotion du Sport	Fonds Stratégique Agricole	Fonds de Développement Pêche Aquaculture	ANPN	ADP Lutte anti-tabac	ADP Documents de Transport	ADP Marine Marchande	SEM	Fonds Stratégique Transformation du Manganèse	ADP Justice	ADP Commerce	ADP Industrie	Fonds de Soutien Minier	Agence d'Exécution de la Filière Forêt-Bois	Fonds Souverain de la République Gabonaise	ADP Concurrence et Consommation	CNLCEI	ARMP	Cour des Comptes	ARCEP	ANINF	ANBG	ADP Min Intérieur	DG de l'Economie et de la Politique Fiscale	Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie	DG Sécurité routière	Autres
Impôts sur le revenu des personnes physiques	86,1	13,62	0	0	0	0	0,28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés par les salariés	92,6	7,1	0	0	0	0	0,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droits de mutations	99	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	79	0	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droits d'accises (fiscalité intérieure)	19,14	0	0	0	0	50	0	0	15,02	10	5	0	0,84	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les jeux de hasard	30	0	0	0	0	0	0	0	50	0	0	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe de fermage-forêts	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe de transferts forestiers-forêts	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes Licence de transports	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes Cartes grises	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes Permis de conduire	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amendes transactionnelles Forêts	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes Marine Marchande	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes Concurrence et Consommation	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ristournes CNLCEI	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frais de passation des Marchés publics	50,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frais d'attestation de non exclusion Marché public	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CAS Sce Univ.	CAS Entretien du patrimoine routier	FNI (Infrastructures)	Fonds de Péréquation Collectivités	CAS Sal Pub	CAS Promotion du Sport	Fonds Stratégique Agricole	Fonds de Développement Pêche Aquaculture	ANPN	ADP Lutte anti-tabac	ADP Documents de Transport	ADP Marine Marchande	SEM	Fonds Stratégique Transformation du Manganèse	ADP Justice	ADP Commerce	ADP Industrie	Fonds de Soutien Minier	Agence d'Exécution de la Filière Forêt-Bois	Fonds Souverain de la République Gabonaise	ADP Concurrence et Consommation	CNLCEI	ARMP	Cour des Comptes	ARCEP	ANINF	ANBG	ADP Min Intérieur	DG de l'Economie et de la Politique Fiscale	Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie	DG Sécurité routière	Autres
Frais de procédures judiciaires	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance de gestion du spectre des fréquences radioélectriques	10	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	80	0	0	0	0	0	0
Redevance d'Usure de la Route	0	0	5,57	0	0	94,43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0
Agrément professionnel d'exploitation forestière (DG Forêt)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agrément professionnel de fermage (DG Forêt)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agréments professionnels en matière d'industrie du bois (DG Industrie)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe de sciage	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amendes (DG Industries)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agrément pour l'exercice d'une activité ayant une incidence sur l'environnement (DG Environnement)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amendes (DG environnement)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frais de licence ozone (DG environnement)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance informatique	90	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe d'abattage et droit de sortie/ Bois débités et ouvrages	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe de superficie-forêts	91,39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8,61	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations dans les sociétés minières	83,99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11,01	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations dans les autres sociétés	89,71	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10,29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Revenus du domaine minier	95	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Patentes	30	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Licences	30	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CAS Sce Univ.	CAS Entretien du patrimoine routier	FNI (Infrastructures)	Fonds de Péréquation Collectivités	CAS Sal Pub	CAS Promotion du Sport	Fonds Stratégique Agricole	Fonds de Développement Pêche Aquaculture	ANPN	ADP Lutte anti-tabac	ADP Documents de Transport	ADP Marine Marchande	SEM	Fonds Stratégique Transformation du Manganèse	ADP Justice	ADP Commerce	ADP Industrie	Fonds de Soutien Minier	Agence d'Exécution de la Filière Forêt-Bois	Fonds Souverain de la République Gabonaise	ADP Concurrence et Consommation	CNLCEI	ARMP	Cour des Comptes	ARCEP	ANINF	ANBG	ADP Min Intérieur	DG de l'Economie et de la Politique Fiscale	Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie	DG Sécurité routière	Autres
Contribution Foncière Unique	57,92	42,08	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contribution pour l'amélioration du cadre de vie	22,22	0	0	0	0	0	0	77,78	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôt Synthétique Libératoire	30	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ROPPRON	0	50	0	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance pour Agrément Technique des Rebuts y compris pénalités	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de bois illégal ou abandonné	35,15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64,85	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autorisation administratives (DG Environnement)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autorisation spéciale ozone (DG environnement)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Permis CITES (DG faune et aires protégées)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Permis ordinaire de chasse (DG faune et aires protégées)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Permis de port d'armes (DG faune et aires protégées)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestations pour les entreprises forestières (AEAFFB)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Appui technique aux entreprises (AEAFFB)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes diverses ARCEP (licences, pénalités, etc.)	10	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80	0	0	0	0	0	0	0
Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60	0	0
Amendes sur Infractions routières	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	0
Engagement décennal	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	90	0	0	0	0
Autres recettes (DGTT)	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80

Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CAS Sce Univ.	CAS Entretien du patrimoine routier	FNI (Infrastructures)	Fonds de Péréquation Collectivités	CAS Sal Pub	CAS Promotion du Sport	Fonds Stratégique Agricole	Fonds de Développement Pêche Aquaculture	ANPN	ADP Lutte anti-tabac	ADP Documents de Transport	ADP Marine Marchande	SEM	Fonds Stratégique Transformation du Manganèse	ADP Justice	ADP Commerce	ADP Industrie	Fonds de Soutien Minier	Agence d'Exécution de la Filière Forêt-Bois	Fonds Souverain de la République Gabonaise	ADP Concurrence et Consommation	CNLCEI	ARMP	Cour des Comptes	ARCEP	ANINF	ANBG	ADP Min Intérieur	DG de l'Economie et de la Politique Fiscale	Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie	DG Sécurité routière	Autres
Recettes Cellule de Gestion du Baccalauréat Technologique (DG Examen et Concours)	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
Recettes DG Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN)	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
Recettes DG Communication	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
Recettes DG Météorologie	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
Autres recettes examen et concours	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
Recettes DG Pêches et Aquaculture	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
Recettes DG Affaires Sociales	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
Taxe de Régulation (ARTEF)	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75
Contribution carbone (AGADEV)	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40
Délivrance de Passeports diplomatique (DG Affaires Etrangères)	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80
Autres recettes	99,75	0,25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Le reversement, au profit des bénéficiaires, des montants recouvrés est exécuté proportionnellement au rendement des recettes susvisées. Les montants à reverser ont un caractère évaluatif.

A- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux

Article 65 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux sont imputées aux sous-comptes du Compte Unique du Trésor ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 66 : Les comptes spéciaux intitulés Pensions, Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique, Formation pour l'emploi, Salubrité publique, Gestion du service public de l'eau et de l'énergie électrique dans les collectivités locales, Entretien du patrimoine routier de l'Etat, Service universel des communications électroniques et numériques et Valorisation du patrimoine de l'Etat sont reconduits.

Article 67 : Pour tous les comptes spéciaux, à l'exception de ceux relatifs aux Pensions et aux Prestations familiales et sociales, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Les frais de gestion du compte d'affectation spéciale Pensions sont fixés à 6,5% de la part patronale des dépenses de pension.

Les frais de gestion ne s'appliquent pas au compte d'affectation spéciale Prestations familiales et sociales.

Article 68 : L'exécution des dépenses au titre des comptes spéciaux et des attributions des produits obéit à la procédure d'engagement-liquidation-ordonnancement-paiement applicable au budget général de l'Etat.

B- Des dispositions relatives aux comptes de garanties

Article 69 : Au sens de la présente loi et conformément aux dispositions de l'article 62 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 sus citée, on entend par garantie, l'engagement par lequel l'Etat accorde sa caution à un organisme dont il veut faciliter les opérations d'emprunt, en garantissant aux prêteurs le service des intérêts et le remboursement du capital en cas de défaillance de leur débiteur.

La loi fixe, pour chaque bénéficiaire de garantie, le plafond des engagements de l'Etat.

En cas de risque de mise en jeu de la garantie, des crédits budgétaires sont ouverts dans la "Dotation pour risques de mise en jeu des garanties et avals donnés par l'Etat" à concurrence du risque encouru.

C- Des dispositions relatives aux attributions de produits et fonds de concours

Article 70 : Au titre de l'exercice 2026, les prélèvements opérés au profit des attributions de produits visées aux articles 63 et 64 ci-dessus sont évalués à la somme de **vingt-trois milliards huit cent vingt-deux millions six cent vingt mille sept cent trente-six (23.822.620.736) FCFA** et se répartissent comme suit :

Nature PCE	Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
				Valeur	%
	Attributions de Produits et autres recettes affectées	**26 022 556 917**	**23 822 620 736**	**-2 199 936 181**	**-8%**
714 311	DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	346 246 444	251 498 983	-94 747 461	-27%
722 016	Licence de transports (DGTT)	82 905 840	82 905 840	-	0%
722 014	Cartes grises (DGTT)	62 179 380	62 179 380	-	0%
722 013	Permis de conduire (DGTT)	41 452 920	41 452 920	-	0%
722 018	DG Marine Marchande	1 013 204 452	1 013 204 452	-	0%
7 231	Fonds de soutien minier	1 200 000	1 200 000	-	0%
722	Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	-	0%
722 021	Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	219 765 840	219 765 840	-	0%
722 022	Redevance pour Agrément Technique des Rebuts y compris pénalités	263 719 008	263 719 008	-	0%
722 022	Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	73 255 280	73 255 280	-	0%
722 008	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	-	0%
722 009	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	-	0%
722 007	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	-	0%

Nature PCE	Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
				Valeur	%
723 107	Ristournes DGCC	432 415 453	432 415 453	-	0%
716 108	Produits des procédures judiciaires	921 882 510	921 882 510	-	0%
773 103	Fonds Souverain de la République Gabonaise	3 045 601 357	1 546 796 737	-1 498 804 620	-49%
722	Agrément PME	36 000 000	36 000 000	-	0%
722	Régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	4 014 546 179	-	0%
7 143	Gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	6 822 750 732	-	0%
	Engagement décennal (Min intérieur)	160 461 000	160 461 000	-	0%
	Ristourne prévention et sécurité routière (DGSR)	67 181 109	67 181 109	-	0%
722 015	Contrepartie Zone instables ferroviaires	4 123 365 306	4 123 365 306	-	0%
	Ristourne autres recettes examen et concours	278 556 000	278 556 000	-	0%
	Ristourne autres recettes (DGTT)	309 661 696	309 661 696	-	0%
	Ristourne Cellule de Gestion du Baccalauréat Technologique	40 362 000	40 362 000	-	0%
	Ristourne DG Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN)	760 000 000	760 000 000	-	0%
	Ristourne DG Communication	17 600 000	17 600 000	-	0%
	Ristourne DG Météorologie	9 120 000	9 120 000	-	0%
	Ristourne DG Pêches et Aquaculture	293 179 228	293 179 228	-	0%
	Ristourne Affaires Sociales	20 880 000	20 880 000	-	0%
	Ristourne DG Forêts	606 384 100	-	- 606 384 100	-100%
	Ristourne sur la délivrance de Passeports diplomatique (DG Affaires Etrangères)	53 600 000	53 600 000	-	0%

Article 71 : Les fonds de concours pour l'année 2026 relatifs à la Provision pour Investissement Diversifié (PID)/Provision pour Investissement des Hydrocarbures (PIH) sont évalués à la somme de **vingt-quatre milliards quatre cent soixante-quinze millions cinq cent soixante-deux mille six cent soixante-trois (24.475.562.663) FCFA**.

CHAPITRE 4 : DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES

A- Des dispositions relatives aux collectivités locales

Article 72 : L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

Article 73 : Pour l'année budgétaire 2026, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à la somme de **trente-deux milliards trois cent soixante-dix-sept millions cinq cent trente-six mille deux cent trente-neuf (32.377.536.239) FCFA** et se répartissent comme suit :

Nature PCE	Nature de la recette	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
				Valeurs	%
712	Impôts sur le revenu des personnes physiques y compris précompte IRPP forestier	7 222 742 804	4 703 418 607	-2 519 324 197	-35%
712	Péréquation Collectivités	558 133 783	473 297 227	-84 836 557	-15%
712 802	Acomptes versés par les salariés	9 708 426 090	8 921 701 002	-786 725 089	-8%
714 305	Taxe sur les carburants	2 277 997 312	2 455 192 413	177 195 101	8%
714 301	Patentes	10 423 298 826	2 870 000 000	-7 553 298 826	-72%
714 302	Licences	260 921 020	116 389 516	-144 531 504	-55%
7 214	Contribution Foncière Unique	17 125 572 492	8 459 719 296	-8 665 853 197	-51%
713 103	ISL	3 614 713 088	3 394 512 871	-220 200 217	-6%
7 131	ROPPRON	51 923 252	51 923 252	0	0%
7 131	Prélèvement libératoire/ succession	350 351 917	133 899 680	-216 452 237	-62%
7 213	Taxe sur les carrières	1 108 072 224	797 318 597	-310 753 627	-28%
724	Vente de terrains communaux	6 850 394	163 778	-6 686 616	-98%
TOTAL RECETTES		**52 709 003 203**	**32 377 536 239**	**-20 331 466 964**	**-39%**

B- Des dispositions relatives aux organismes internationaux

Article 74 : Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier, sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges. En dehors de celles relatives à la Taxe Communautaire d'Intégration (TCI) qui sont régies par les textes Communautaires en la matière, les autres recettes sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit :

-de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
-du prélèvement au profit de l'OHADA ;
-de la contribution à l'Union Africaine.

Article 75 : Le montant des prélèvements au profit des organismes internationaux est évalué à la somme de **dix-neuf milliards sept cent quarante-cinq millions trois cent trente-trois mille quatre cent soixante-un (19.745.333.461) FCFA** au titre de l'année 2026. Il se répartit comme suit :

Nature PCE	Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LF 2026	
				Valeurs	%
	Contributions Communautaires	**24 633 687 607**	**19 745 333 461**	**-4 888 354 146**	**-20%**
715301	Taxe communautaire d'Intégration	14 434 586 845	11 570 160 959	-2 864 425 886	-20%
715302	Contribution Communautaire d'Intégration	3 577 749 867	2 867 774 622	-709 975 245	-20%
715303	Prélèvement OHADA	5 318 446 670	4 263 044 359	-1 055 402 311	-20%
715304	Contribution à l'Union Africaine	1 302 904 225	1 044 353 521	-258 550 704	-20%

C- Des dispositions relatives aux établissements publics

Article 76 : Les recettes concédées par l'Etat aux établissements publics estimées à la somme de **deux cent soixante-trois milliards cent deux millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille neuf cent cinquante-et-un (263.102.989.951) FCFA**, conformément aux dispositions en vigueur, sont détaillées ainsi qu'il suit :

Nature PCE	Nature de la recette	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
				Valeur	%
714 310	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	248 840 912	152 889 458	-95 951 454	-39%
721 104	Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)	420 955 438	420 955 438	-	0%
721 104	Taxes, produits de gestion des Parcs Nationaux (ANPN)	344 172 500	344 172 501	1	0%
715 305	Frais de formations (ENEF)	150 000 000	150 000 000	-	0%
7 251	Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	50 541 559 809	46 779 374 999	-3 762 184 811	-7%
773 102	Cotisations CNAMGS (Agents Publics)	10 779 970 150	10 779 970 150	-	0%
724	Participations minières (SEM)	3 200 996 423	1 625 718 616	-1 575 277 807	-49%
723	Ventes d'or (SEM)	14 130 734 479	14 130 734 480	1	0%
722 015	Produits du Contrôle forestier (Agence d'exécution de la filière forêt bois)	6 323 300 818	5 233 863 126	-1 089 437 692	-17%
722 006	Produit des procédures de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI)	512 786 960	512 786 960	-	0%
722 023	Recettes ferroviaires (ARTF)	2 352 000 000	2 352 000 000	-	0%
	Ristourne sur Amendes et divers (ANUTTC)	1 091 349 000	1 091 349 000	-	0%
	Produits de la procédure de passation des marchés publics (Agence de régulation des marchés publics)	1 728 656 016	1 728 656 016	-	0%
	Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPVP)	2 924 949 000	2 924 949 000	-	0%
722	Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)	500 000 000	500 000 000	-	0%
	Accompagnement des acteurs (OGAPI)	225 000 000	225 000 000	-	0%
	Amendes (FANEIR)	25 425 000	25 425 000	-	0%
	Analyses Médicales (CIRMF)	170 000 000	170 000 000	-	0%
	BIETC, Carte de chargeur, CDTS (CGC)	10 160 000 000	10 160 000 000	-	0%
	Caravane touristique et location d'espace (AGATOUR)	10 000 000	10 000 000	-	0%
	Certifications, Inspections, Pénalité, prestations (AGANOR)	2 055 066 140	2 055 066 140	-	0%
	Consultation médicales, location d'espace, restauration (CNOU)	1 551 122 500	1 551 122 500	-	0%
	Contrôles, Etudes géologiques, analyses (LNBTPG)	1 050 000 000	1 050 000 000	-	0%
	Conventions, Point GA (ANINF)	65 000 000	65 000 000	-	0%
	Cotisation des adhérents, Formation (CNMAG)	1 575 000	1 575 000	-	0%
	Droits, taxes et redevances diverses (AAZIS)	2 952 229 092	2 952 229 092	-	0%
	Examens et concours (ENCSG)	30 000 000	30 000 000	-	0%
	Examens et concours, Formation, Prépa (ENA)	33 000 000	33 000 000	-	0%
	Examens et concours, Formation, Prépa (EPCA)	12 000 000	12 000 000	-	0%
	Frais d'Inscription et de formation, Examens et concours, Location d'espace (ANFEP)	172 000 000	172 000 000	-	0%
	Frais médicaux (Agence du Médicament)	562 380 000	562 380 000	-	0%
	Frais médicaux (Centre de santé)	220 000 000	220 000 000	-	0%
	Frais médicaux (CHR)	5 583 872 954	5 583 872 954	-	0%

Nature PCE	Nature de la recette	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
				Valeur	%
	Frais médicaux (CHU)	10 214 792 259	10 214 792 259	-	0%
	Frais médicaux (HIAA, HIAOBO et ICA)	5 500 000 000	5 500 000 000	-	0%
	Frais médicaux (NKEMBO, CNTS, CNH, EGYPTO, GAHOUMA etc.)	6 570 172 346	6 570 172 346	-	0%
	Frais médicaux (OPN)	2 500 000 000	2 500 000 000	-	0%
	Frais médicaux CHU (AMISSA BONGO, Mère et Enfant, Libreville, Owendo)	7 290 000 000	7 290 000 000	-	0%
	Fret/Passagers (C2N2I)	9 516 156 850	9 516 156 850	-	0%
	Inscription, Examens et Concours, Location d'espace, légalisation (ENIL, ENS, ENSET)	77 950 000	77 950 000	-	0%
	Inscription, Formation (INPTIC)	624 000 000	624 000 000	-	0%
	Inscription, Formation (USTS)	352 000 000	352 000 000	-	0%
	Inscription, Formation, Location d'espace (INJS)	50 360 000	50 360 000	-	0%
	Inscription, Formation, Location d'espace (UOB, INSG, USTM, IST, USS)	2 815 101 239	2 815 101 239	-	0%
	Location d'espace (ONDSC)	62 000 000	62 000 000	-	0%
	Pont bascule, prestations (CLEAN AFRICA)	396 235 928	396 235 928	-	0%
	Protocoles, titres d'accès, redevance sureté fret (ONSFAG)	356 708 439	356 708 439	-	0%
	Publicité (GABON TELEVISION)	700 000 000	700 000 000	-	0%
	Publicité (Radio Gabon)	60 000 000	60 000 000	-	0%
	Quote-part formalisation (ANPI)	255 685 298	255 685 298	-	0%
	Recettes Café et Cacao (CAISTAB)	575 000 000	575 000 000	-	0%
	Recettes Chambre de Commerce	356 770 786	356 770 786	-	0%
	Recettes INFAAS	150 000 000	150 000 000	-	0%
	Recettes issues des contrôles de sécurité alimentaire (AGASA)	2 389 186 242	2 389 186 242	-	0%
	Recettes PNPE	693 000 000	693 000 000	-	0%
	Redevance du droit d'auteur (BUGADA)	50 073 410	50 073 410	-	0%
	Redevance Feux (CNANHVN)	1 000 000 000	1 000 000 000	-	0%
	Redevance fixe et variable (SPIN)	1 745 724 972	1 745 724 972	-	0%
	Redevance forestière (AGEOS)	45 000 000	45 000 000	-	0%
	Redevances Concession, Sécurité et Sûreté, Produits aéronautiques (ANAC)	3 779 714 594	3 779 714 594	-	0%
	Redevances Concession, Sécurité, Marchandises, Navires (OPRAG)	21 400 000 000	21 400 000 000	-	0%
	Services topographiques, vente de cartes (INC)	33 000 000	33 000 000	-	0%
	Services d'orientation, publicité (SOSUP)	1 000 000 000	1 000 000 000	-	0%
	Transport, espace publicitaire (SOGATRA, Trans'Urb)	300 000 000	300 000 000	-	0%
	Vente du journal, publicités et couvertures médiatiques, produits annexes (AGP)	170 000 000	170 000 000	-	0%
	Visites, Location d'espace, restauration (Musée National)	20 261 130	20 261 130	-	0%
	Taxe de Régulation (ARTEF)	4 900 500 000	4 900 500 000	-	0%
	Agence Gabonaise pour le Développement de l'Économie Verte (AGADEV)	4 000 000 000	4 000 000 000	-	0%
	Fonds National Infrastructures	51 549 264 233	38 941 674 816	-12 607 589 417	-24%
	Fonds Stratégique Agricole	4 134 592 433	3 003 195 587	-1 131 396 846	-27%
	Fonds Gabonais Habitat & Logement	14 856 015 814	12 957 826 689	-1 898 189 125	-13%
	Fonds National Energie & Eau	2 404 115 775	2 404 115 775	-	0%
	Fonds de Développement Pêche Aquaculture	2 067 296 217	1 501 597 794	-565 698 423	-27%
	Fonds Stratégique Transformation du Manganèse	1 454 386 910	739 095 367	-715 291 544	-49%
	TOTAL RECETTES	**286 544 007 067**	**263 102 989 951**	**-23 441 017 116**	**-8%**

TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 77 : Les dépenses budgétaires de l'Etat pour l'année 2026 sont arrêtées à la somme de **trois mille huit cent quarante-trois milliards huit cent cinquante-quatre millions deux cent soixante-huit mille cinq cent quarante-six (3.843.854.268.546) FCFA**.

Elles comprennent :

-les dépenses du budget général, arrêtées à la somme de **trois mille six cent soixante-neuf milliards sept cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent trente-six (3.669.784.498.936) FCFA** dont **vingt-trois milliards huit cent vingt-deux millions six cent vingt mille sept cent trente-six (23.822.620.736) FCFA** en attributions de produits (ADP) aux administrations centrales, hors contributions aux organismes communautaires, subventions aux collectivités locales et prélèvements aux établissements publics ;
-les dépenses des comptes spéciaux, évaluées à la somme de **cent soixante-quatorze milliards soixante-neuf millions sept cent soixante-neuf mille six cent dix (174.069.769.610) FCFA**.

Tableau des plafonds de dépenses du budget général

Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	**419 843 613 137**	**487 550 918 857**	**67 707 305 720**	**16%**
Extérieure	**171 881 008 000**	**171 881 008 000**	**0**	**0%**
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	**171 881 008 000**	**171 881 008 000**	**0**	**0%**
Bilatéraux	*16 883 998 000*	*16 883 998 000*	*0*	*0%*
Multilatéraux	*31 318 615 000*	*31 318 615 000*	*0*	*0%*
Banques	*8 238 392 000*	*8 238 392 000*	*0*	*0%*
Marchés Financiers	*115 440 003 000*	*115 440 003 000*	*0*	*0%*
Intérieur	**247 962 605 137**	**315 669 910 857**	**67 707 305 720**	**27%**
Intérieurs-DGD	**219 435 051 661**	**219 435 051 661**	**0**	**0%**
Intérêts sur emprunts intérieurs-courants	*219 435 051 661*	*219 435 051 661*	*0*	*0%*
Banques intérieures	*17 054 313 974*	*17 054 313 974*	*0*	*0%*
Marchés Financiers	*202 380 737 687*	*202 380 737 687*	*0*	*0%*
Trésor-dette	**28 527 553 476**	**96 234 859 196**	**67 707 305 720**	**237%**
Facilités de caisse	*8 219 059 634*	*39 113 427 765*	*30 894 368 131*	*376%*
Bons du Trésor Assimilables	*18 493 811 267*	*23 679 319 136*	*5 185 507 869*	*28%*
Autres frais bancaires	*1 814 682 575*	*33 442 112 295*	*31 627 429 720*	*1743%*
Titre 2. Dépenses de personnel	**959 710 096 452**	**958 579 604 563**	**-1 130 491 889**	**0%**
Rémunérations du personnel	**865 700 096 452**	**864 569 604 563**	**-1 130 491 889**	**0%**
dont Solde permanente	*833 700 531 129*	*832 570 039 240*	*-1 130 491 889*	*0%*
Recrutements en cours et annoncés	*31 999 565 323*		*-31 999 565 323*	*-100%*
Rémunérations autres catégories de salariés		*31 999 565 323*	*31 999 565 323*	-
Primes et indemnités	**94 010 000 000**	**94 010 000 000**	**0**	**0%**
Primes et indemnités des fonctionnaires	*94 010 000 000*	*94 010 000 000*	*0*	*0%*
Titre 3. Dépenses de biens et services	**415 693 809 118**	**562 442 254 084**	**146 748 444 966**	**35%**
Remboursement TVA	***10 300 000 000***	***80 100 000 000***	***69 800 000 000***	***678%***
Remboursement TVA pétrole	*10 300 000 000*	*80 100 000 000*	*69 800 000 000*	*678%*
Utilité publiques	***34 289 617 507***	***34 289 617 507***	**-**	***0%***
Utilités publiques (eau et électricité)	*28 289 617 507*	*25 432 298 033*	*-2 857 319 474*	*-10%*
Utilités publiques (Téléphone et internet)	*6 000 000 000*	*8 857 319 474*	*2 857 319 474*	*48%*
Missions diplomatiques et postes consulaires (y compris frais de scolarité)	*16 202 145 856*	*17 474 417 147*	*1 272 271 291*	*8%*
Baux (DGPE)	*37 971 500 000*	*39 971 500 000*	*2 000 000 000*	*5%*
Institutions	*61 200 644 158*	*62 885 350 040*	*1 684 705 882*	*3%*
Défense et sécurité (y compris habillement, alimentation, carburant, etc.)	*17 456 408 152*	*17 378 913 550*	*-77 494 602*	*0%*
Autorités administratives	*3 019 819 989*	*2 506 450 591*	*-513 369 398*	*-17%*
Dépenses sociales (halte-garderie, centres sociaux, etc.)		*3 240 882 098*	*3 240 882 098*	-
RGPL	*5 037 860 500*	*3 428 700 268*	*-1 609 160 232*	*-32%*
Autres Dépenses transversales	***45 064 125 466***	***123 056 336 397***	***77 992 210 931***	***173%***
Autres Dépenses de souveraineté	*18 000 000 000*	*18 000 000 000*	*0*	*0%*
Fêtes Nationales et Cérémonies	*8 600 000 000*	*18 600 000 000*	*10 000 000 000*	*116%*
Frais de transport et de déplacement	*5 952 042 808*	*5 952 042 808*	*0*	*0%*
Primes d'assurance	*8 364 989 067*	*20 807 199 998*	*12 442 210 931*	*149%*
Dépenses d'inhumation	*4 147 093 591*	*10 397 093 591*	*6 250 000 000*	*151%*
Aides aux familles		*29 300 000 000*	*29 300 000 000*	-
Dépenses exceptionnelles des forces de Défense et de Sécurité		*20 000 000 000*	*20 000 000 000*	-

Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
			Valeur	%
Fonctionnement de l'administration	163 252 495 879	158 410 831 056	-4 841 664 823	-3%
Attributions de Produits	***21 899 191 611***	***19 699 255 430***	***-2 199 936 181***	***-10%***
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	346 246 444	251 498 983	-94 747 461	-27%
Licence de transports (DGTT)	82 905 840	82 905 840	0	0%
Cartes grises (DGTT)	62 179 380	62 179 380	0	0%
Permis de conduire (DGTT)	41 452 920	41 452 920	0	0%
DG Forêts	606 384 100		-606 384 100	-100%
DG Marine Marchande	1 013 204 452	1 013 204 452	0	0%
Fonds de soutien minier	1 200 000	1 200 000	0	0%
Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	219 765 840	219 765 840	0	0%
Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	73 255 280	73 255 280	0	0%
Redevance pour carte de commerçant/ Agrément Technique des Rebuts y compris pénalités	263 719 008	263 719 008	0	0%
Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	0	0%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	0	0%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	0	0%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	0	0%
Fonds Souverain de la République Gabonaise	3 045 601 357	1 546 796 737	-1 498 804 620	-49%
Procédures judiciaires	921 882 510	921 882 510	0	0%
Ristournes DGCC	432 415 453	432 415 453	0	0%
Agrément PME	36 000 000	36 000 000	0	0%
ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	4 014 546 179	0	0%
ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	6 822 750 732	0	0%
ADP Prévention et sécurité routière	67 181 109	67 181 109	0	0%
Ristourne autres recettes examen et concours	278 556 000	278 556 000	0	0%
ADP engagement décennal (Min Intérieur)	160 461 000	160 461 000	0	0%
Autres recettes (DGTT)	309 661 696	309 661 696	0	0%
Ristourne Cellule de Gestion du Baccalauréat Technologique	40 362 000	40 362 000	0	0%
Ristourne DG Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN)	760 000 000	760 000 000	0	0%
ADP DG Communication	17 600 000	17 600 000	0	0%
ADP DG Météorologie	9 120 000	9 120 000	0	0%
ADP DG Pêches et Aquaculture	293 179 228	293 179 228	0	0%
DG Affaires Sociales	20 880 000	20 880 000	0	0%
Ristourne sur la délivrance de Passeports diplomatique (DG Affaires Etrangères)	53 600 000	53 600 000	0	0%
Titre 4. Dépenses de transfert	**429 929 806 622**	**428 168 837 522**	**-1 760 969 099**	**0%**
Soutien des prix des produits pétroliers	*12 200 000 000*	*55 374 716 711*	*43 174 716 711*	*354%*
Soutien à la farine	*2 000 000 000*	*4 000 000 000*	*2 000 000 000*	*100%*
Soutien au prix de la pêche industrielle		*2 271 504 888*	*2 271 504 888*	-
Bourses (ANBG)	***101 535 000 000***	***100 045 003 778***	***-1 489 996 222***	***-1%***
Secondaire	7 089 098 000	7 089 098 000	0	0%
Supérieur	*94 445 902 000*	*92 955 905 778*	*-1 489 996 222*	*-2%*
Autre bourse (ENAM, ENM, IEF, INJS)		***3 243 821 214***	***3243821214***	-
Cotisations internationales	*10 218 076 258*	*12 178 567 371*	*1 960 491 113*	*19%*
Frais d'écolage	*6 882 673 994*	*5 395 251 670*	*-1 487 422 324*	*-22%*
Gratuité des inscriptions	*4 235 294 118*	*3 360 467 702*	*-874 826 416*	*-21%*
Missions diplomatiques et postes consulaires (y compris frais de scolarité)		*3 435 246 442*	*3 435 246 442*	-
Défense et sécurité (y compris. Habillement, alimentation, carburant, etc.)		*6 980 380 335*	*6 980 380 335*	-
Subvention aux collectivités locales (ordures et émoluments)	*20 730 672 148*	*21 558 797 684*	*828 125 536*	*4%*
Dépenses sociales	***16 615 642 572***	***15 149 573 934***	***-1 466 068 638***	***-9%***
Filets sociaux	5 437 615 219	4 821 022 924	-616 592 295	-11%
Personnes âgées	2 147 500 000	1 888 250 000	-259 250 000	-12%
Gratuité des accouchements	3 567 341 304	2 339 667 520	-1 227 673 784	-34%
Samu social	3 463 186 049	2 785 303 064	-677 882 985	-20%
Personnes handicapés et vulnérables	2 000 000 000	2 576 511 814	576 511 814	29%
Sécurité sociale et garantie sociale		738 818 612	738 818 612	-
Dépenses transversales	***61 242 210 931***	***16 956 150 565***	***-44 286 060 365***	***-72%***
Aides aux familles	*29 300 000 000*	*265 200 380*	*-29 034 799 620*	*-99%*
Dépenses d'inhumation	*6 250 000 000*	*694 444 444*	*-5 555 555 556*	*-89%*
Primes d'assurance	*12 442 210 931*	*0*	*-12 442 210 931*	*-100%*
Dépenses de souveraineté	*12 000 000 000*	*11 798 485 984*	*-201 514 016*	*-2%*
Dépenses d'utilité publique	*1 250 000 000*	*1 250 000 000*	*0*	*0%*
Baux (DGPE)		*2 948 019 757*	*2 948 019 757*	-
Institutions	*8 375 475 306*	*8 919 869 750*	*544 394 444*	*6%*
Autorités Administratives	*2 140 068 679*	*1 822 287 456*	*-317 781 223*	*-15%*

Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
			Valeur	%
Structures sanitaires (DRS, CHU, CHR, etc.) y compris Médicaments	*32 615 549 463*	*29 909 897 392*	*-2 705 652 071*	*-8%*
Œuvres universitaires y compris Restauration des apprenants	*10 138 376 275*	*9 809 277 393*	*-329 098 882*	*-3%*
Universités et grandes écoles	*5 355 118 210*	*4 475 234 803*	*-879 883 407*	*-16%*
CNAMGS part patronale	*16 093 500 000*	*12 725 282 727*	*-3 368 217 273*	*-21%*
Autres opérateurs	*25 895 153 600*		*-25 895 153 600*	*-100%*
Salaires PostBank	*3 795 713 543*	*3 150 442 240*	*-645 271 303*	*-17%*
Salaires Africa n°1	*386 904 635*	*321 130 846*	*-65 773 789*	*-17%*
Dons fonctionnement	*821 552 700*	*1 302 500 000*	*480 947 300*	*59%*
PID-PIH	*0*	*24 475 562 663*	*24 475 562 663*	-
Fonctionnement des opérateurs	*88 652 824 190*	*81 307 869 959*	*-7 344 954 231*	*-8%*
Titre 5. Dépenses d'investissement	**2 137 193 131 993**	**1 169 122 219 470**	**-968 070 912 523**	**-45%**
Financements intérieur	***2 000 296 775 633***	***1 046 469 141 847***	***-953 827 633 786***	***-48%***
Projets en cours	*467 111 815 111*	*735 074 755 410*	*267 962 940 299*	*57%*
Fonds d'études sectorielles	*107 000 000 000*	*30 575 971 579*	*-76 424 028 421*	*-71%*
Fonds d'Initiatives Départementales (FID)	*17 957 789 070*	*9 000 000 000*	*-8 957 789 070*	*-50%*
Contrepartie RG		*27 754 091 900*	*27 754 091 900*	-
Equipements	*103 783 840 393*		*-103 783 840 393*	*-100%*
Autres nouveaux projets	1 285 384 223 753	219 278 650 471	-1 066 105 573 282	*-83%*
ADP Contrepartie Zone instables ferroviaires	*4 123 365 306*	*4 123 365 306*	*0*	*0%*
Projets sur fonds de concours PID-PIH	*10 000 000 000*		*-10 000 000 000*	*-100%*
Projets sur dons	*4 935 742 000*	*10 415 742 000*	*5 480 000 000*	*111%*
Prises de Participation	***13 794 162 611***	***10 246 565 181***	***-3 547 597 430***	***-26%***
Projet: FLY GABON HOLDING prise de participation	*1 000 000 000*	*1 000 000 000*	*0*	*0%*
Projet: Prise de participation au capital Africa 50	*129 490 096*	*129 490 096*	*0*	*0%*
Projet: Prise de participation au capital BAD	*368 880 722*	*737 761 444*	*368 880 722*	*100%*
Projet: Prise de participation au capital de la Banque Mondiale	*3 200 000 000*	*1 729 313 641*	*-1 470 686 359*	*-46%*
Projet: Prise de participation au capital de la BDEAC	*5 000 000 000*	*5 000 000 000*	*0*	*0%*
Projet: Prise de participation au capital Shelter	*150 000 000*	*150 000 000*	*0*	*0%*
Projet: Acquisition des parts de la Société Agro Business Group	*3 945 791 793*	*1 500 000 000*	*-2 445 791 793*	*-62%*
Financement Extérieur	***123 102 193 749***	***122 653 077 623***	***-449 116 126***	***0%***
Conventions en cours	*103 102 193 749*	*102 402 000 000*	*-700 193 749*	*-1%*
Nouvelles conventions	*20 000 000 000*	*20 251 077 623*	*251 077 623*	*1%*
Titre 6. Autres dépenses	**78 920 664 439**	**63 920 664 439**	**-15 000 000 000**	**-19%**
Intérieurs-AJE	**18 686 664 439**	**15 686 282 616**	**-3 000 381 823**	**-16%**
Protocoles transactionnels	6 137 095 385	5 137 095 385	-1 000 000 000	-16%
Condamnations pécuniaires	8 388 338 285	6 387 956 462	-2 000 381 823	-24%
Séquestres	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0%
Autres	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0%
Dépenses judicaires diverse	1 161 230 769	1 161 230 769	0	0%
Restructuration des entreprises	**13 000 000 000**	**11 000 000 000**	**-2 000 000 000**	**-15%**
Remboursement des épargnants PostBank	11 000 000 000	9 000 000 000	-2 000 000 000	-18%
Coûts sociaux de restructuration	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0%
Divers	**45 667 000 000**	**35 667 000 000**	**-10 000 000 000**	**-22%**
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)	45 667 000 000	35 667 000 000	-10 000 000 000	-22%
Autres contentieux	**1 567 000 000**	**1 567 381 823**	**381 823**	**0%**
Conflit Homme-Eléphant	*1 567 000 000*	*1 567 381 823*	*381 823*	*0%*

Le reversement, au profit des bénéficiaires, des montants recouvrés est exécuté proportionnellement au rendement des recettes susvisées. Les montants à reverser ont un caractère évaluatif.

A- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux

Article 65 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux sont imputées aux sous-comptes du Compte Unique du Trésor ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 66 : Les comptes spéciaux intitulés Pensions, Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique, Formation pour l'emploi, Salubrité publique, Gestion du service public de l'eau et de l'énergie électrique dans les collectivités locales, Entretien du patrimoine routier de l'Etat, Service universel des communications électroniques et numériques et Valorisation du patrimoine de l'Etat sont reconduits.

Article 67 : Pour tous les comptes spéciaux, à l'exception de ceux relatifs aux Pensions et aux Prestations familiales et sociales, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Les frais de gestion du compte d'affectation spéciale Pensions sont fixés à 6,5% de la part patronale des dépenses de pension.

Les frais de gestion ne s'appliquent pas au compte d'affectation spéciale Prestations familiales et sociales.

Article 68 : L'exécution des dépenses au titre des comptes spéciaux et des attributions des produits obéit à la procédure d'engagement-liquidation-ordonnancement-paiement applicable au budget général de l'Etat.

B- Des dispositions relatives aux comptes de garanties

Article 69 : Au sens de la présente loi et conformément aux dispositions de l'article 62 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 sus citée, on entend par garantie, l'engagement par lequel l'Etat accorde sa caution à un organisme dont il veut faciliter les opérations d'emprunt, en garantissant aux prêteurs le service des intérêts et le remboursement du capital en cas de défaillance de leur débiteur.

La loi fixe, pour chaque bénéficiaire de garantie, le plafond des engagements de l'Etat.

En cas de risque de mise en jeu de la garantie, des crédits budgétaires sont ouverts dans la "Dotation pour risques de mise en jeu des garanties et avals donnés par l'Etat" à concurrence du risque encouru.

C- Des dispositions relatives aux attributions de produits et fonds de concours

Article 70 : Au titre de l'exercice 2026, les prélèvements opérés au profit des attributions de produits visées aux articles 63 et 64 ci-dessus sont évalués à la somme de **vingt-trois milliards huit cent vingt-deux millions six cent vingt mille sept cent trente-six (23.822.620.736) FCFA** et se répartissent comme suit :

Nature PCE	Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
				Valeur	%
	Attributions de Produits et autres recettes affectées	**26 022 556 917**	**23 822 620 736**	**-2 199 936 181**	**-8%**
714 311	DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	346 246 444	251 498 983	-94 747 461	-27%
722 016	Licence de transports (DGTT)	82 905 840	82 905 840	-	0%
722 014	Cartes grises (DGTT)	62 179 380	62 179 380	-	0%
722 013	Permis de conduire (DGTT)	41 452 920	41 452 920	-	0%
722 018	DG Marine Marchande	1 013 204 452	1 013 204 452	-	0%
7 231	Fonds de soutien minier	1 200 000	1 200 000	-	0%
722	Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	-	0%
722 021	Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	219 765 840	219 765 840	-	0%
722 022	Redevance pour Agrément Technique des Rebuts y compris pénalités	263 719 008	263 719 008	-	0%
722 022	Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	73 255 280	73 255 280	-	0%
722 008	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	-	0%
722 009	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	-	0%
722 007	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	-	0%
723 107	Ristournes DGCC	432 415 453	432 415 453	-	0%
716 108	Produits des procédures judiciaires	921 882 510	921 882 510	-	0%
773 103	Fonds Souverain de la République Gabonaise	3 045 601 357	1 546 796 737	-1 498 804 620	-49%
722	Agrément PME	36 000 000	36 000 000	-	0%
722	Régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	4 014 546 179	-	0%
7 143	Gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	6 822 750 732	-	0%
	Engagement décennal (Min intérieur)	160 461 000	160 461 000	-	0%
	Ristourne prévention et sécurité routière (DGSR)	67 181 109	67 181 109	-	0%
722 015	Contrepartie Zone instables ferroviaires	4 123 365 306	4 123 365 306	-	0%
	Ristourne autres recettes examen et concours	278 556 000	278 556 000	-	0%
	Ristourne autres recettes (DGTT)	309 661 696	309 661 696	-	0%
	Ristourne Cellule de Gestion du Baccalauréat Technologique	40 362 000	40 362 000	-	0%
	Ristourne DG Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN)	760 000 000	760 000 000	-	0%
	Ristourne DG Communication	17 600 000	17 600 000	-	0%
	Ristourne DG Météorologie	9 120 000	9 120 000	-	0%
	Ristourne DG Pêches et Aquaculture	293 179 228	293 179 228	-	0%
	Ristourne Affaires Sociales	20 880 000	20 880 000	-	0%
	Ristourne DG Forêts	606 384 100	-	- 606 384 100	-100%
	Ristourne sur la délivrance de Passeports diplomatique (DG Affaires Etrangères)	53 600 000	53 600 000	-	0%

Article 71 : Les fonds de concours pour l'année 2026 relatifs à la Provision pour Investissement Diversifié (PID)/Provision pour Investissement des Hydrocarbures (PIH) sont évalués à la somme de **vingt-quatre milliards quatre cent soixante-quinze millions cinq cent soixante-deux mille six cent soixante-trois (24.475.562.663) FCFA**.

CHAPITRE 4 : DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES

A- Des dispositions relatives aux collectivités locales

Article 72 : L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

Article 73 : Pour l'année budgétaire 2026, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à la somme de **trente-deux milliards trois cent soixante-dix-sept millions cinq cent trente-six mille deux cent trente-neuf (32.377.536.239) FCFA** et se répartissent comme suit :

Nature PCE	Nature de la recette	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
				Valeurs	%
712	Impôts sur le revenu des personnes physiques y compris précompte IRPP forestier	7 222 742 804	4 703 418 607	-2 519 324 197	-35%
712	Péréquation Collectivités	558 133 783	473 297 227	-84 836 557	-15%
712 802	Acomptes versés par les salariés	9 708 426 090	8 921 701 002	-786 725 089	-8%
714 305	Taxe sur les carburants	2 277 997 312	2 455 192 413	177 195 101	8%
714 301	Patentes	10 423 298 826	2 870 000 000	-7 553 298 826	-72%
714 302	Licences	260 921 020	116 389 516	-144 531 504	-55%
7 214	Contribution Foncière Unique	17 125 572 492	8 459 719 296	-8 665 853 197	-51%
713 103	ISL	3 614 713 088	3 394 512 871	-220 200 217	-6%
7 131	ROPPRON	51 923 252	51 923 252	0	0%
7 131	Prélèvement libératoire/ succession	350 351 917	133 899 680	-216 452 237	-62%
7 213	Taxe sur les carrières	1 108 072 224	797 318 597	-310 753 627	-28%
724	Vente de terrains communaux	6 850 394	163 778	-6 686 616	-98%
TOTAL RECETTES		**52 709 003 203**	**32 377 536 239**	**-20 331 466 964**	**-39%**

B- Des dispositions relatives aux organismes internationaux

Article 74 : Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier, sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges. En dehors de celles relatives à la Taxe Communautaire d'Intégration (TCI) qui sont régies par les textes Communautaires en la matière, les autres recettes sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit :

-de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
-du prélèvement au profit de l'OHADA ;
-de la contribution à l'Union Africaine.

Article 75 : Le montant des prélèvements au profit des organismes internationaux est évalué à la somme de **dix-neuf milliards sept cent quarante-cinq millions trois cent trente-trois mille quatre cent soixante-un (19.745.333.461) FCFA** au titre de l'année 2026. Il se répartit comme suit :

Nature PCE	Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LF 2026	
				Valeurs	%
	Contributions Communautaires	**24 633 687 607**	**19 745 333 461**	**-4 888 354 146**	**-20%**
715301	Taxe communautaire d'Intégration	14 434 586 845	11 570 160 959	-2 864 425 886	-20%
715302	Contribution Communautaire d'Intégration	3 577 749 867	2 867 774 622	-709 975 245	-20%
715303	Prélèvement OHADA	5 318 446 670	4 263 044 359	-1 055 402 311	-20%
715304	Contribution à l'Union Africaine	1 302 904 225	1 044 353 521	-258 550 704	-20%

C- Des dispositions relatives aux établissements publics

Article 76 : Les recettes concédées par l'Etat aux établissements publics estimées à la somme de **deux cent soixante-trois milliards cent deux millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille neuf cent cinquante-et-un (263.102.989.951) FCFA**, conformément aux dispositions en vigueur, sont détaillées ainsi qu'il suit :

Nature PCE	Nature de la recette	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
				Valeur	%
714 310	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	248 840 912	152 889 458	-95 951 454	-39%
721 104	Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)	420 955 438	420 955 438	-	0%
721 104	Taxes, produits de gestion des Parcs Nationaux (ANPN)	344 172 500	344 172 501	1	0%
715 305	Frais de formations (ENEF)	150 000 000	150 000 000	-	0%
7 251	Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	50 541 559 809	46 779 374 999	-3 762 184 811	-7%
773 102	Cotisations CNAMGS (Agents Publics)	10 779 970 150	10 779 970 150	-	0%
724	Participations minières (SEM)	3 200 996 423	1 625 718 616	-1 575 277 807	-49%
723	Ventes d'or (SEM)	14 130 734 479	14 130 734 480	1	0%
722 015	Produits du Contrôle forestier (Agence d'exécution de la filière forêt bois)	6 323 300 818	5 233 863 126	-1 089 437 692	-17%
722 006	Produit des procédures de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI)	512 786 960	512 786 960	-	0%
722 023	Recettes ferroviaires (ARTF)	2 352 000 000	2 352 000 000	-	0%
	Ristourne sur Amendes et divers (ANUTTC)	1 091 349 000	1 091 349 000	-	0%
	Produits de la procédure de passation des marchés publics (Agence de régulation des marchés publics)	1 728 656 016	1 728 656 016	-	0%
	Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPVP)	2 924 949 000	2 924 949 000	-	0%
722	Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)	500 000 000	500 000 000	-	0%
	Accompagnement des acteurs (OGAPI)	225 000 000	225 000 000	-	0%
	Amendes (FANEIR)	25 425 000	25 425 000	-	0%
	Analyses Médicales (CIRMF)	170 000 000	170 000 000	-	0%
	BIETC, Carte de chargeur, CDTS (CGC)	10 160 000 000	10 160 000 000	-	0%
	Caravane touristique et location d'espace (AGATOUR)	10 000 000	10 000 000	-	0%
	Certifications, Inspections, Pénalité, prestations (AGANOR)	2 055 066 140	2 055 066 140	-	0%
	Consultation médicales, location d'espace, restauration (CNOU)	1 551 122 500	1 551 122 500	-	0%
	Contrôles, Etudes géologiques, analyses (LNBTPG)	1 050 000 000	1 050 000 000	-	0%
	Conventions, Point GA (ANINF)	65 000 000	65 000 000	-	0%
	Cotisation des adhérents, Formation (CNMAG)	1 575 000	1 575 000	-	0%
	Droits, taxes et redevances diverses (AAZIS)	2 952 229 092	2 952 229 092	-	0%
	Examens et concours (ENCSG)	30 000 000	30 000 000	-	0%
	Examens et concours, Formation, Prépa (ENA)	33 000 000	33 000 000	-	0%
	Examens et concours, Formation, Prépa (EPCA)	12 000 000	12 000 000	-	0%
	Frais d'Inscription et de formation, Examens et concours, Location d'espace (ANFEP)	172 000 000	172 000 000	-	0%
	Frais médicaux (Agence du Médicament)	562 380 000	562 380 000	-	0%
	Frais médicaux (Centre de santé)	220 000 000	220 000 000	-	0%
	Frais médicaux (CHR)	5 583 872 954	5 583 872 954	-	0%
	Frais médicaux (CHU)	10 214 792 259	10 214 792 259	-	0%
	Frais médicaux (HIAA, HIAOBO et ICA)	5 500 000 000	5 500 000 000	-	0%
	Frais médicaux (NKEMBO, CNTS, CNH, EGYPTO, GAHOUMA etc.)	6 570 172 346	6 570 172 346	-	0%
	Frais médicaux (OPN)	2 500 000 000	2 500 000 000	-	0%
	Frais médicaux CHU (AMISSA BONGO, Mère et Enfant, Libreville, Owendo)	7 290 000 000	7 290 000 000	-	0%
	Fret/Passagers (C2N2I)	9 516 156 850	9 516 156 850	-	0%
	Inscription, Examens et Concours, Location d'espace, légalisation (ENIL, ENS, ENSET)	77 950 000	77 950 000	-	0%
	Inscription, Formation (INPTIC)	624 000 000	624 000 000	-	0%
	Inscription, Formation (USTS)	352 000 000	352 000 000	-	0%
	Inscription, Formation, Location d'espace (INJS)	50 360 000	50 360 000	-	0%
	Inscription, Formation, Location d'espace (UOB, INSG, USTM, IST, USS)	2 815 101 239	2 815 101 239	-	0%
	Location d'espace (ONDSC)	62 000 000	62 000 000	-	0%
	Pont bascule, prestations (CLEAN AFRICA)	396 235 928	396 235 928	-	0%
	Protocoles, titres d'accès, redevance sureté fret (ONSFAG)	356 708 439	356 708 439	-	0%
	Publicité (GABON TELEVISION)	700 000 000	700 000 000	-	0%
	Publicité (Radio Gabon)	60 000 000	60 000 000	-	0%
	Quote-part formalisation (ANPI)	255 685 298	255 685 298	-	0%
	Recettes Café et Cacao (CAISTAB)	575 000 000	575 000 000	-	0%
	Recettes Chambre de Commerce	356 770 786	356 770 786	-	0%
	Recettes INFAAS	150 000 000	150 000 000	-	0%
	Recettes issues des contrôles de sécurité alimentaire (AGASA)	2 389 186 242	2 389 186 242	-	0%

Nature PCE	Nature de la recette	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
				Valeur	%
	Recettes PNPE	693 000 000	693 000 000	-	0%
	Redevance du droit d'auteur (BUGADA)	50 073 410	50 073 410	-	0%
	Redevance Feux (CNANHVN)	1 000 000 000	1 000 000 000	-	0%
	Redevance fixe et variable (SPIN)	1 745 724 972	1 745 724 972	-	0%
	Redevance forestière (AGEOS)	45 000 000	45 000 000	-	0%
	Redevances Concession, Sécurité et Sûreté, Produits aéronautiques (ANAC)	3 779 714 594	3 779 714 594	-	0%
	Redevances Concession, Sécurité, Marchandises, Navires (OPRAG)	21 400 000 000	21 400 000 000	-	0%
	Services topographiques, vente de cartes (INC)	33 000 000	33 000 000	-	0%
	Services d'orientation, publicité (SOSUP)	1 000 000 000	1 000 000 000	-	0%
	Transport, espace publicitaire (SOGATRA, Trans'Urb)	300 000 000	300 000 000	-	0%
	Vente du journal, publicités et couvertures médiatiques, produits annexes (AGP)	170 000 000	170 000 000	-	0%
	Visites, Location d'espace, restauration (Musée National)	20 261 130	20 261 130	-	0%
	Taxe de Régulation (ARTEF)	4 900 500 000	4 900 500 000	-	0%
	Agence Gabonaise pour le Développement de l'Économie Verte (AGADEV)	4 000 000 000	4 000 000 000	-	0%
	Fonds National Infrastructures	51 549 264 233	38 941 674 816	-12 607 589 417	-24%
	Fonds Stratégique Agricole	4 134 592 433	3 003 195 587	-1 131 396 846	-27%
	Fonds Gabonais Habitat & Logement	14 856 015 814	12 957 826 689	-1 898 189 125	-13%
	Fonds National Energie & Eau	2 404 115 775	2 404 115 775	-	0%
	Fonds de Développement Pêche Aquaculture	2 067 296 217	1 501 597 794	-565 698 423	-27%
	Fonds Stratégique Transformation du Manganèse	1 454 386 910	739 095 367	-715 291 544	-49%
	TOTAL RECETTES	**286 544 007 067**	**263 102 989 951**	**-23 441 017 116**	**-8%**

TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 77 : Les dépenses budgétaires de l'Etat pour l'année 2026 sont arrêtées à la somme de **trois mille huit cent quarante-trois milliards huit cent cinquante-quatre millions deux cent soixante-huit mille cinq cent quarante-six (3.843.854.268.546) FCFA**.

Elles comprennent :

-les dépenses du budget général, arrêtées à la somme de **trois mille six cent soixante-neuf milliards sept cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent trente-six (3.669.784.498.936) FCFA** dont **vingt-trois milliards huit cent vingt-deux millions six cent vingt mille sept cent trente-six (23.822.620.736) FCFA** en attributions de produits (ADP) aux administrations centrales, hors contributions aux organismes communautaires, subventions aux collectivités locales et prélèvements aux établissements publics ;
-les dépenses des comptes spéciaux, évaluées à la somme de **cent soixante-quatorze milliards soixante-neuf millions sept cent soixante-neuf mille six cent dix (174.069.769.610) FCFA**.

Tableau des plafonds de dépenses du budget général

Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	**419 843 613 137**	**487 550 918 857**	**67 707 305 720**	**16%**
Extérieure	**171 881 008 000**	**171 881 008 000**	**0**	**0%**
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	**171 881 008 000**	**171 881 008 000**	**0**	**0%**
Bilatéraux	*16 883 998 000*	*16 883 998 000*	*0*	*0%*
Multilatéraux	*31 318 615 000*	*31 318 615 000*	*0*	*0%*
Banques	*8 238 392 000*	*8 238 392 000*	*0*	*0%*
Marchés Financiers	*115 440 003 000*	*115 440 003 000*	*0*	*0%*
Intérieur	**247 962 605 137**	**315 669 910 857**	**67 707 305 720**	**27%**
Intérieurs-DGD	**219 435 051 661**	**219 435 051 661**	**0**	**0%**
Intérêts sur emprunts intérieurs-courants	*219 435 051 661*	*219 435 051 661*	*0*	*0%*
Banques intérieures	*17 054 313 974*	*17 054 313 974*	*0*	*0%*
Marchés Financiers	*202 380 737 687*	*202 380 737 687*	*0*	*0%*
Trésor-dette	**28 527 553 476**	**96 234 859 196**	**67 707 305 720**	**237%**
Facilités de caisse	*8 219 059 634*	*39 113 427 765*	*30 894 368 131*	*376%*
Bons du Trésor Assimilables	*18 493 811 267*	*23 679 319 136*	*5 185 507 869*	*28%*
Autres frais bancaires	*1 814 682 575*	*33 442 112 295*	*31 627 429 720*	*1743%*
Titre 2. Dépenses de personnel	**959 710 096 452**	**958 579 604 563**	**-1 130 491 889**	**0%**
Rémunérations du personnel	**865 700 096 452**	**864 569 604 563**	**-1 130 491 889**	**0%**
dont Solde permanente	*833 700 531 129*	*832 570 039 240*	*-1 130 491 889*	*0%*
Recrutements en cours et annoncés	*31 999 565 323*		*-31 999 565 323*	*-100%*
Rémunérations autres catégories de salariés		*31 999 565 323*	*31 999 565 323*	-
Primes et indemnités	**94 010 000 000**	**94 010 000 000**	**0**	**0%**
Primes et indemnités des fonctionnaires	*94 010 000 000*	*94 010 000 000*	*0*	*0%*
Titre 3. Dépenses de biens et services	**415 693 809 118**	**562 442 254 084**	**146 748 444 966**	**35%**
Remboursement TVA	***10 300 000 000***	***80 100 000 000***	***69 800 000 000***	***678%***
Remboursement TVA pétrole	*10 300 000 000*	*80 100 000 000*	*69 800 000 000*	*678%*
Utilité publiques	***34 289 617 507***	***34 289 617 507***	**-**	***0%***
Utilités publiques (eau et électricité)	*28 289 617 507*	*25 432 298 033*	*-2 857 319 474*	*-10%*

Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
			Valeur	%
Utilités publiques (Téléphone et internet)	*6 000 000 000*	*8 857 319 474*	*2 857 319 474*	*48%*
Missions diplomatiques et postes consulaires (y compris frais de scolarité)	*16 202 145 856*	*17 474 417 147*	*1 272 271 291*	*8%*
Baux (DGPE)	*37 971 500 000*	*39 971 500 000*	*2 000 000 000*	*5%*
Institutions	*61 200 644 158*	*62 885 350 040*	*1 684 705 882*	*3%*
Défense et sécurité (y compris habillement, alimentation, carburant, etc.)	*17 456 408 152*	*17 378 913 550*	*-77 494 602*	*0%*
Autorités administratives	*3 019 819 989*	*2 506 450 591*	*-513 369 398*	*-17%*
Dépenses sociales (halte-garderie, centres sociaux, etc.)		*3 240 882 098*	*3 240 882 098*	-
RGPL	*5 037 860 500*	*3 428 700 268*	*-1 609 160 232*	*-32%*
Autres Dépenses transversales	***45 064 125 466***	***123 056 336 397***	***77 992 210 931***	***173%***
Autres Dépenses de souveraineté	*18 000 000 000*	*18 000 000 000*	*0*	*0%*
Fêtes Nationales et Cérémonies	*8 600 000 000*	*18 600 000 000*	*10 000 000 000*	*116%*
Frais de transport et de déplacement	*5 952 042 808*	*5 952 042 808*	*0*	*0%*
Primes d'assurance	*8 364 989 067*	*20 807 199 998*	*12 442 210 931*	*149%*
Dépenses d'inhumation	*4 147 093 591*	*10 397 093 591*	*6 250 000 000*	*151%*
Aides aux familles		*29 300 000 000*	*29 300 000 000*	-
Dépenses exceptionnelles des forces de Défense et de Sécurité		*20 000 000 000*	*20 000 000 000*	-
Fonctionnement de l'administration	163 252 495 879	158 410 831 056	-4 841 664 823	-3%
Attributions de Produits	***21 899 191 611***	***19 699 255 430***	***-2 199 936 181***	***-10%***
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	346 246 444	251 498 983	-94 747 461	-27%
Licence de transports (DGTT)	82 905 840	82 905 840	0	0%
Cartes grises (DGTT)	62 179 380	62 179 380	0	0%
Permis de conduire (DGTT)	41 452 920	41 452 920	0	0%
DG Forêts	606 384 100		-606 384 100	-100%
DG Marine Marchande	1 013 204 452	1 013 204 452	0	0%
Fonds de soutien minier	1 200 000	1 200 000	0	0%
Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	219 765 840	219 765 840	0	0%
Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	73 255 280	73 255 280	0	0%
Redevance pour carte de commerçant/ Agrément Technique des Rebuts y compris pénalités	263 719 008	263 719 008	0	0%
Redevance Examen et concours	1 047 532 000	1 047 532 000	0	0%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	314 477 068	314 477 068	0	0%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	67 911 500	67 911 500	0	0%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	475 160 515	475 160 515	0	0%
Fonds Souverain de la République Gabonaise	3 045 601 357	1 546 796 737	-1 498 804 620	-49%
Procédures judiciaires	921 882 510	921 882 510	0	0%
Ristournes DGCC	432 415 453	432 415 453	0	0%
Agrément PME	36 000 000	36 000 000	0	0%
ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	4 014 546 179	0	0%
ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	6 822 750 732	0	0%
ADP Prévention et sécurité routière	67 181 109	67 181 109	0	0%
Ristourne autres recettes examen et concours	278 556 000	278 556 000	0	0%
ADP engagement décennal (Min Intérieur)	160 461 000	160 461 000	0	0%
Autres recettes (DGTT)	309 661 696	309 661 696	0	0%
Ristourne Cellule de Gestion du Baccalauréat Technologique	40 362 000	40 362 000	0	0%
Ristourne DG Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN)	760 000 000	760 000 000	0	0%
ADP DG Communication	17 600 000	17 600 000	0	0%
ADP DG Météorologie	9 120 000	9 120 000	0	0%
ADP DG Pêches et Aquaculture	293 179 228	293 179 228	0	0%

Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
			Valeur	%
DG Affaires Sociales	20 880 000	20 880 000	0	0%
Ristourne sur la délivrance de Passeports diplomatique (DG Affaires Etrangères)	53 600 000	53 600 000	0	0%
Titre 4. Dépenses de transfert	**429 929 806 622**	**428 168 837 522**	**-1 760 969 099**	**0%**
Soutien des prix des produits pétroliers	*12 200 000 000*	*55 374 716 711*	*43 174 716 711*	*354%*
Soutien à la farine	*2 000 000 000*	*4 000 000 000*	*2 000 000 000*	*100%*
Soutien au prix de la pêche industrielle		*2 271 504 888*	*2 271 504 888*	-
Bourses (ANBG)	***101 535 000 000***	***100 045 003 778***	***-1 489 996 222***	***-1%***
Secondaire	7 089 098 000	7 089 098 000	0	0%
Supérieur	*94 445 902 000*	*92 955 905 778*	*-1 489 996 222*	*-2%*
Autre bourse (ENAM, ENM, IEF, INJS)		***3 243 821 214***	***3243821214***	-
Cotisations internationales	*10 218 076 258*	*12 178 567 371*	*1 960 491 113*	*19%*
Frais d'écolage	*6 882 673 994*	*5 395 251 670*	*-1 487 422 324*	*-22%*
Gratuité des inscriptions	*4 235 294 118*	*3 360 467 702*	*-874 826 416*	*-21%*
Missions diplomatiques et postes consulaires (y compris frais de scolarité)		*3 435 246 442*	*3 435 246 442*	-
Défense et sécurité (y compris. Habillement, alimentation, carburant, etc.)		*6 980 380 335*	*6 980 380 335*	-
Subvention aux collectivités locales (ordures et émoluments)	*20 730 672 148*	*21 558 797 684*	*828 125 536*	*4%*
Dépenses sociales	***16 615 642 572***	***15 149 573 934***	***-1 466 068 638***	***-9%***
Filets sociaux	5 437 615 219	4 821 022 924	-616 592 295	-11%
Personnes âgées	2 147 500 000	1 888 250 000	-259 250 000	-12%
Gratuité des accouchements	3 567 341 304	2 339 667 520	-1 227 673 784	-34%
Samu social	3 463 186 049	2 785 303 064	-677 882 985	-20%
Personnes handicapés et vulnérables	2 000 000 000	2 576 511 814	576 511 814	29%
Sécurité sociale et garantie sociale		738 818 612	738 818 612	-
Dépenses transversales	***61 242 210 931***	***16 956 150 565***	***-44 286 060 365***	***-72%***
Aides aux familles	*29 300 000 000*	*265 200 380*	*-29 034 799 620*	*-99%*
Dépenses d'inhumation	*6 250 000 000*	*694 444 444*	*-5 555 555 556*	*-89%*
Primes d'assurance	*12 442 210 931*	*0*	*-12 442 210 931*	*-100%*
Dépenses de souveraineté	*12 000 000 000*	*11 798 485 984*	*-201 514 016*	*-2%*
Dépenses d'utilité publique	*1 250 000 000*	*1 250 000 000*	*0*	*0%*
Baux (DGPE)		*2 948 019 757*	*2 948 019 757*	-
Institutions	*8 375 475 306*	*8 919 869 750*	*544 394 444*	*6%*
Autorités Administratives	*2 140 068 679*	*1 822 287 456*	*-317 781 223*	*-15%*
Structures sanitaires (DRS, CHU, CHR, etc.) y compris Médicaments	*32 615 549 463*	*29 909 897 392*	*-2 705 652 071*	*-8%*
Œuvres universitaires y compris Restauration des apprenants	*10 138 376 275*	*9 809 277 393*	*-329 098 882*	*-3%*
Universités et grandes écoles	*5 355 118 210*	*4 475 234 803*	*-879 883 407*	*-16%*
CNAMGS part patronale	*16 093 500 000*	*12 725 282 727*	*-3 368 217 273*	*-21%*
Autres opérateurs	*25 895 153 600*		*-25 895 153 600*	*-100%*
Salaires PostBank	*3 795 713 543*	*3 150 442 240*	*-645 271 303*	*-17%*
Salaires Africa n°1	*386 904 635*	*321 130 846*	*-65 773 789*	*-17%*
Dons fonctionnement	*821 552 700*	*1 302 500 000*	*480 947 300*	*59%*
PID-PIH	*0*	*24 475 562 663*	*24 475 562 663*	-
Fonctionnement des opérateurs	*88 652 824 190*	*81 307 869 959*	*-7 344 954 231*	*-8%*
Titre 5. Dépenses d'investissement	**2 137 193 131 993**	**1 169 122 219 470**	**-968 070 912 523**	**-45%**
Financements intérieur	***2 000 296 775 633***	***1 046 469 141 847***	***-953 827 633 786***	***-48%***
Projets en cours	*467 111 815 111*	*735 074 755 410*	*267 962 940 299*	*57%*
Fonds d'études sectorielles	*107 000 000 000*	*30 575 971 579*	*-76 424 028 421*	*-71%*
Fonds d'Initiatives Départementales (FID)	*17 957 789 070*	*9 000 000 000*	*-8 957 789 070*	*-50%*

Titres et catégories	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
			Valeur	%
Contrepartie RG	*27 754 091 900*		*27 754 091 900*	-
Equipements	*103 783 840 393*		*-103 783 840 393*	*-100%*
Autres nouveaux projets	1 285 384 223 753	219 278 650 471	-1 066 105 573 282	*-83%*
ADP Contrepartie Zone instables ferroviaires	*4 123 365 306*	*4 123 365 306*	*0*	*0%*
Projets sur fonds de concours PID-PIH	*10 000 000 000*		*-10 000 000 000*	*-100%*
Projets sur dons	*4 935 742 000*	*10 415 742 000*	*5 480 000 000*	*111%*
Prises de Participation	***13 794 162 611***	***10 246 565 181***	***-3 547 597 430***	***-26%***
Projet: FLY GABON HOLDING prise de participation	*1 000 000 000*	*1 000 000 000*	*0*	*0%*
Projet: Prise de participation au capital Africa 50	*129 490 096*	*129 490 096*	*0*	*0%*
Projet: Prise de participation au capital BAD	*368 880 722*	*737 761 444*	*368 880 722*	*100%*
Projet: Prise de participation au capital de la Banque Mondiale	*3 200 000 000*	*1 729 313 641*	*-1 470 686 359*	*-46%*
Projet: Prise de participation au capital de la BDEAC	*5 000 000 000*	*5 000 000 000*	*0*	*0%*
Projet: Prise de participation au capital Shelter	*150 000 000*	*150 000 000*	*0*	*0%*
Projet: Acquisition des parts de la Société Agro Business Group	*3 945 791 793*	*1 500 000 000*	*-2 445 791 793*	*-62%*
Financement Extérieur	***123 102 193 749***	***122 653 077 623***	***-449 116 126***	***0%***
Conventions en cours	*103 102 193 749*	*102 402 000 000*	*-700 193 749*	*-1%*
Nouvelles conventions	*20 000 000 000*	*20 251 077 623*	*251 077 623*	*1%*
Titre 6. Autres dépenses	**78 920 664 439**	**63 920 664 439**	**-15 000 000 000**	**-19%**
Intérieurs-AJE	**18 686 664 439**	**15 686 282 616**	**-3 000 381 823**	**-16%**
Protocoles transactionnels	6 137 095 385	5 137 095 385	-1 000 000 000	-16%
Condamnations pécuniaires	8 388 338 285	6 387 956 462	-2 000 381 823	-24%
Séquestres	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0%
Autres	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0%
Dépenses judicaires diverse	1 161 230 769	1 161 230 769	0	0%
Restructuration des entreprises	**13 000 000 000**	**11 000 000 000**	**-2 000 000 000**	**-15%**
Remboursement des épargnants PostBank	11 000 000 000	9 000 000 000	-2 000 000 000	-18%
Coûts sociaux de restructuration	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0%
Divers	**45 667 000 000**	**35 667 000 000**	**-10 000 000 000**	**-22%**
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)	45 667 000 000	35 667 000 000	-10 000 000 000	-22%
Autres contentieux	**1 567 000 000**	**1 567 381 823**	**381 823**	**0%**
Conflit Homme-Eléphant	*1 567 000 000*	*1 567 381 823*	*381 823*	*0%*

TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article 78 : Pour l'année 2026, les opérations budgétaires de l'Etat composées des recettes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux sont respectivement arrêtées à la somme de **deux mille neuf cent vingt-huit milliards deux cent trente-quatre millions huit cent quatre-vingt-quatre mille trois cent quarante-huit (2.928.234.884.348) FCFA** et à celle de **trois mille huit cent quarante-trois milliards huit cent cinquante-quatre millions deux cent soixante-huit mille cinq cent quarante-six (3.843.854.268.546) FCFA**.

Le détail de ce résultat est présenté ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire

RECETTES	LFR 2026	DEPENSES	LFR 2026	Soldes2026
BUDGET GENERAL				**- 915 619 384 198**
Titre 1. Recettes fiscales	1 767 677 645 708	Titre 1. Charges financières de la dette	487 550 918 857	
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	36 193 804 663	Titre 2. Dépenses de personnel	958 579 604 563	
Titre 3. Cotisations sociales	10 779 970 150	Titre 3. Dépenses de biens et services	562 442 254 084	
Titre 4. Autres recettes	1 351 619 818 438	Titre 4. Dépenses de transfert	428 168 837 522	
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	**3 166 271 238 959**	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 169 122 219 470	
PRELEVEMENTS	**-412 106 124 221**	Titre 6. Autres dépenses	63 920 664 439	
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	- 32 377 536 239			
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	- 19 745 333 461			
Prélèvement au profit de la part patronale des pensions	- 78 880 264 572			
Prélèvement au profit des prestations familiales	- 18 000 000 000			
Prélèvement de la CSS (GEF)	- 46 779 374 999			
Prélèvement des Cotisations d'assurance maladie obligatoire des agents publics	- 10 779 970 150			
Prélèvement sur les participations au profit de la SEM	- 1 625 718 616			
Prélèvement Taxe sur les jeux (10%)	-152 889 458			
Prélèvement Agence d'exécution de la filière forêt bois	- 5 233 863 126			
Prélèvement Recettes ferroviaires ARTF	- 2 352 000 000			
Prélèvement Marchés publics	- 1 728 656 016			
Ristourne sur Amendes et divers ANUTTC	- 1 091 349 000			
Prélèvement Lutte contre l'enrichissement illicite	-512 786 960			
Amendes, entrées touristiques, redevance Airtel, Beurre de Moabi, Frais de gestion des projets, Concession exploitation EPC (ANPN)	-420 955 438			
Autres Prélèvements	-188 850 477 186			
Frais de formations (ENEF)	-150 000 000			
Redevance pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPVP)	- 2 924 949 000			
Produit de participation au concours d'entrée et frais diverses formations (IUSO)	-500 000 000			
Dont Evaluation des ADP	**23 822 620 737**	**Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP**	**23 822 620 737**	
Lutte contre le tabagisme	251 498 983	Lutte contre le tabagisme	251 498 983	
Redevances Examens et Concours	1 047 532 000	Redevances Examens et Concours	1 047 532 000	
Ristournes DG Marine Marchande	1 013 204 452	Ristournes DG Marine Marchande	1 013 204 452	
Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre	186 538 140	Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre	186 538 140	
Licences, médailles et diplômes sur Travail	857 549 082	Licences, médailles et diplômes sur Travail	857 549 082	
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	1 200 000	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	1 200 000	
Produits des redevances d'agrément technique industriel	73 255 280	Produits des redevances d'agrément technique industriel	73 255 280	
Produits des redevances d'agrément technique des rebuts et carte de commerçants	483 484 848	Produits des redevances d'agrément technique des rebuts et carte de commerçants	483 484 848	
Participations dans les autres sociétés	1 546 796 737	Participations dans les autres sociétés	1 546 796 737	

Produits des procédures judiciaires	921 882 510	Produits des procédures judiciaires	921 882 510
Ristournes DGCC	432 415 453	Ristournes DGCC	432 415 453
Zone instables ferroviaires	4 123 365 306	Zone instables ferroviaires	4 123 365 306
Ristourne autres recettes examen et concours	278 556 001	Ristourne autres recettes examen et concours	278 556 001
Agrément PME	36 000 000	Agrément PME	36 000 000
ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179	ADP régulation du secteur des postes et télécoms (ARCEP)	4 014 546 179
ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732	ADP gestion du spectre des fréquences radioélectriques (ANINF)	6 822 750 732
ADP engagement décennal (Min Intérieur)	160 461 000	ADP engagement décennal (Min Intérieur)	160 461 000
ADP Prévention et sécurité routière	67 181 109	ADP Prévention et sécurité routière	67 181 109
Autres recettes (DGTT)	309 661 696	Autres recettes (DGTT)	309 661 696
Ristourne Cellule de Gestion du Baccalauréat Technologique	40 362 000	Ristourne Cellule de Gestion du Baccalauréat Technologique	40 362 000
Ristourne DG Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN)	760 000 000	Ristourne DG Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN)	760 000 000
ADP DG Communication	17 600 000	ADP DG Communication	17 600 000
ADP DG Météorologie	9 120 000	ADP DG Météorologie	9 120 000
ADP DG Pêches et Aquaculture	293 179 228	ADP DG Pêches et Aquaculture	293 179 228
DG Affaires Sociales	20 880 000	DG Affaires Sociales	20 880 000
Ristourne sur la délivrance de Passeports diplomatique (DG Affaires Etrangères)	53 600 000	Ristourne sur la délivrance de Passeports diplomatique (DG Affaires Etrangères)	53 600 000
TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	**2 754 165 114 738**	**TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL**	**3 669 784 498 936**
COMPTES SPECIAUX			
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)			
PENSIONS	**106 437 581 382**	**PENSIONS**	**106 437 581 382**
Titre 3. Cotisations sociales	106 437 581 382	Titre 4. Dépenses de transfert	106 437 581 382
Part salariale (y compris agents en détachement)	27 084 350 406		
Part Salariale CNSS	472 966 404		
Part patronale de l'Etat	74 972 497 512		
Part patronale de l'Etat CNSS	3 907 767 061		
PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	**18 000 000 000**	**PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES**	**18 000 000 000**
Titre 3. Cotisations sociales	18 000 000 000	Titre 4. Dépenses de transfert	18 000 000 000
Allocations familiales	18 000 000 000	Prestations familiales	18 000 000 000
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	**1 507 466 346**	**PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE**	**1 507 466 346**
Titre 1. Recettes fiscales	1 507 466 346	Titre 3. Dépenses de biens et services	502 488 782
Redevance audiovisuelle	1 507 466 346	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 004 977 564
PROMOTION DU SPORT	**4 893 668 823**	**PROMOTION DU SPORT**	**4 893 668 823**
Titre 1. Recettes fiscales	4 893 668 823	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 391 278 856
Taxe sur les jeux de hasard	382 223 646	Titre 4. Dépenses de transfert	55 555 556
Droits d'accises	4 511 445 177	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 446 834 411
FORMATION POUR L'EMPLOI	**3 279 883 591**	**FORMATION POUR L'EMPLOI**	**3 279 883 591**
Titre 1. Recettes fiscales	3 279 883 591	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 398 521 958
Taxe de formation professionnelle	3 279 883 591	Titre 5. Dépenses d'investissement	881 361 633
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	**3 807 666 114**	**SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**	**3 807 666 114**
Titre 1. Recettes fiscales	3 305 847 842	Titre 3. Dépenses de biens et services	380 766 611
Redevance Universelle	2 453 004 000	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 426 899 503
Redevance de gestion du spectre des fréquences radioélectriques	852 843 842		
Titre 4. Autres recettes	501 818 272		
Recettes diverses ARCEP (licences, pénalités, etc.)	501 818 272		
VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT	**24 356 382 019**	**VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT**	**24 356 382 019**
Titre 1. Recettes fiscales	23 318 382 019	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 915 269 890
Redevance d'Usure de la Route (5,6%)	2 294 813 021	Titre 5. Dépenses d'investissement	20 441 112 129
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	1 500 367 347		
Redevance de Navigation Intérieure (RNI)	1 716 159 800		
Redevance informatique	2 315 711 217		
Redevance passager	15 491 330 635		
Titre 4. Autres recettes	1 038 000 000		
Revenus du patrimoine immobilier	1 038 000 000		

GESTION DU SERVICE PUBLICDE L'ENERGIE ELECTRIQUE DANS LES COLLECTIVITES LOCALES	**5 609 603 475**	**GESTION DU SERVICE PUBLICDE L'ENERGIE ELECTRIQUE DANS LES COLLECTIVITES LOCALES**	**5 609 603 475**	
Titre 1. Recettes fiscales	5 609 603 475	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 682 881 043	
Redevance de l'eau	740 891 025	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 926 722 433	
Redevance de l'électricité	4 868 712 450			
SALUBRITE PUBLIQUE	**6 125 594 609**	**SALUBRITE PUBLIQUE**	**6 125 594 609**	
Titre 4. Autres recettes	6 125 594 609	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 248 969 365	
Contribution pour l'amélioration du cadre de vie	6 125 594 609	Titre 4. Dépenses de transfert	3 996 241 174	
		Titre 5. Dépenses d'investissement	880 384 070	
ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT	**51 923 252**	**ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER DE L'ETAT**	**51 923 252**	
Titre 1. Recettes fiscales	0	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 356 582	
Redevance d'Usure de la Route (94,43%)	0	Titre 5. Dépenses d'investissement	47 566 670	
Titre 4. Autres recettes	51 923 252			
ROPPRON	51 923 252			
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	**174 069 769 610**	**TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX**	**174 069 769 610**	
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	**2 928 234 884 348**	**TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES**	**3 843 854 268 546**	
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL				**- 915 619 384 198**
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE				**- 951 813 188 861**

Article 79 : Le solde budgétaire global fait ressortir un besoin de financement du budget général d'un montant de **neuf cent quinze milliards six cent dix-neuf millions trois cent quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-dix-huit (915.619.384.198) FCFA**.

CHAPITRE 2 : DES CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

Article 80 : Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2026-2028.
Au cours de l'exercice 2026, le Gouvernement est autorisé à négocier et, le cas échéant, à conclure, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, un financement complémentaire de **treize milliards cent dix-neuf millions cent quarante mille (13.119.140.000) FCFA** pour l'exécution du marché n°004/MTPEICT/2023 du 28 février 2023 conclu avec BESIX-MBB-MATIÈRE relatif à la réalisation des flyovers, passerelles et pont d'Ebel-Abanga.

Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans la stratégie d'endettement.

Le Gouvernement est, par ailleurs, autorisé à entreprendre dans le cadre de la gestion active de la dette, toutes opérations permettant de rendre liquides les moratoires et autres passifs inscrits dans son portefeuille de dette intérieure.

Le Ministre chargé de l'Economie est seul habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de financement.

Article 81 : Sont approuvés, les emprunts de l'Etat gabonais ci-après, auprès de :

1) Cargill Financial Services International, Inc., pour un montant de **quatre-vingt-dix-huit milliards trois cent quatre-vingt-treize millions cinq cent cinquante mille (98.393.550.000) FCFA**, destiné au financement du Programme d'Urgence de Développement Communautaire ;

2) Deutsche Bank, pour un montant de **cinquante-six millions six cent dix-sept mille cent six (56.617.106) euros**, soit une contrevaleur de **trente-sept milliards cent trente-huit millions trois cent quatre-vingt-sept mille (37.138.387.000) FCFA**, destiné au financement des travaux de production et de distribution d'eau en vue de l'amélioration du service de l'eau dans le Grand Libreville et dans l'ensemble des zones urbaines du Gabon.

Les produits des emprunts visés au présent article sont exclusivement affectés aux opérations pour lesquelles ils sont respectivement approuvés ou autorisés. Ils ne peuvent être utilisés à d'autres fins.

Les ressources issues de ces emprunts sont exécutées conformément aux crédits ouverts par la présente loi, aux règles de la comptabilité publique et aux procédures applicables aux dépenses financées sur ressources d'emprunt.

Article 82 : Le Ministre chargé des Finances est autorisé, au nom et pour le compte de l'Etat, à contracter, au cours de l'exercice 2026, un ou plusieurs financements extérieurs, dans la limite d'un montant global cumulé n'excédant pas **un milliard cinq cents millions (1.500.000.000) de dollars américains**, correspondant à **huit cent cinquante-sept milliards huit cent cinquante millions (857.850.000.000) FCFA**.

Ces financements peuvent être réalisés avec ou sans recours à un véhicule financier, assortis, le cas échéant, de garanties, sûretés, mécanismes de sécurisation ou collatéraux, et affectés, en tout ou partie, au refinancement, au rachat, à la réduction des échéances obligataires internationales de l'Etat, ainsi qu'au financement des besoins budgétaires et de trésorerie autorisés par la présente loi.

Les opérations, actes, conventions, paiements, intérêts, commissions, frais et accessoires directement liés aux financements autorisés par le présent article sont exonérés de tous impôts, droits, taxes, retenues, prélèvements ou redevances de toute nature dus en République Gabonaise.

Article 83 : Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de **mille trois cent trente-six milliards cent cinquante-quatre millions cent quarante-six mille deux cent soixante (1.336.154.146.260) FCFA** contre un niveau de ressources de **deux mille deux cent cinquante et un milliards sept cent soixante-treize millions cinq cent trente mille quatre cent cinquante-sept (2.251.773.530.457) FCFA**.

Il en résulte une capacité de financement de **neuf cent quinze milliards six cent dix-neuf millions trois cent quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-dix-huit (915.619.384.198) FCFA**. Cette capacité sera équilibrée par le besoin de financement constatée à l'article 79 de la présente loi.

Le détail de ces opérations est retracé dans le tableau ci-dessous :

Tableau des flux de trésorerie

Charges de trésorerie et de financement	LFI 2026	LFR 2026	Ecart LFR 2026/LFI 2026	
			Valeur	%
Amortissement dette extérieure	**297 898 622 000**	**297 898 622 000**	**-**	**0%**
Emprunts extérieurs-courants	**297 898 622 000**	**297 898 622 000**	**-**	**0%**
Bilatéraux	93 294 041 000	93 294 041 000	-	0%
Multilatéraux	173 077 648 000	173 077 648 000	-	0%
Banques	31 526 933 000	31 526 933 000	-	0%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	**674 102 676 996**	**779 334 859 806**	**105 232 182 809**	16%
Intérieur-DGD	**674 102 676 996**	**779 334 859 806**	**105 232 182 809**	16%
Emprunts intérieurs-courants	674 102 676 996	674 102 676 996	-	0%
Banques	11 586 362 247	11 586 362 247	-	0%
Moratoires	47 060 690 583	47 060 690 583	-	0%
Marchés Financiers	615 455 624 167	615 455 624 167	-	0%
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	45 349 493 193	105 232 182 809	59 882 689 616	132%
Autres amortissements	**403 358 171 843**	**231 920 664 454**	**- 171 437 507 389**	**-43%**
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	40 000 000 000	50 000 000 000	10 000 000 000	25%
Arriérés de TVA	50 000 000 000	50 000 000 000	-	0%
Arriérés intérêts Extérieurs	266 290 814 069	127 446 657 407	- 138 844 156 662	-52%
Arriérés intérêts Intérieurs	47 067 357 774	4 474 007 047	- 42 593 350 727	-90%
Total Amortissement	**1 375 359 470 839**	**1 309 154 146 260**	**- 66 205 324 579**	**-5%**
Autres opérations de financement	-	**27 000 000 000**	**27 000 000 000**	-
Autres	-	27 000 000 000	27 000 000 000	-
Total	**1 375 359 470 839**	**1 336 154 146 260**	**- 39 205 324 579**	**-3%**
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	**123 102 193 749**	**122 653 077 623**	**-449 116 126**	**0%**
Tirages sur prêts programmes	**830 464 359 710**	**36 102 000 000**	**- 794 362 359 710**	**-96%**
Autres	830 464 359 710	36 102 000 000	**- 794 362 359 710**	-96%
Emissions de titres publics	**480 320 826 756**	**1 282 753 703 872**	**802 432 877 115**	**167%**
Emissions de titres publics sur le Marché international	-	857 878 877 394	**857 878 877 394**	-
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	480 320 826 756	424 874 826 478	**- 55 446 000 278**	-12%
OTA	480 320 826 756	424 874 826 478	**- 55 446 000 278**	-12%
Financement bancaire	**752 417 923 739**	**266 264 748 962**	**- 486 153 174 776**	-65%
Autres ressources de trésorerie	-	**544 000 000 000**	**544 000 000 000**	-
Total	**2 186 305 303 954**	**2 251 773 530 457**	**65 468 226 504**	**3%**
Solde des opérations de financement et de trésorerie	**810 945 833 115**	**915 619 384 198**	-	-
Solde budgétaire global	**- 810 945 833 115**	**- 915 619 384 198**	-	-
Solde net	-	-	-	-

Article 84 : Les opérations budgétaires, de trésorerie et de financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à la somme de **cinq mille quatre cent quatre-vingt-quinze milliards deux cent trente-quatre millions deux cent soixante-quatorze mille quatre cent cinquante-quatre (5.495.234.274.454) FCFA**.

Le détail de ce résultat est présenté ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre du budget de l'Etat

RECETTES DE L'ETAT	LF 2026	LFR 2026	Valeur	%	DEPENSES DE L'ETAT	LF 2026	LFR 2026	Valeur	%
BUDGET GENERAL									
Titre 1 : Recettes fiscales	2 380 118 835 395	1 767 677 645 708	-612 441 189 687	-26%	Titre 1. Charges financières de la dette	419 843 613 137	487 550 918 857	67 707 305 720	16%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	15 757 294 700	36 193 804 663	20 436 509 963	130%	Titre 2. Dépenses de personnel	959 710 096 452	958 579 604 563	-1 130 491 889	0%
Titre 3 : Cotisations sociales	10 779 970 150	10 779 970 150	0	0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	415 693 809 118	562 442 254 084	146 748 444 966	35%
Titre 4 : Autres recettes	1 684 456 150 849	1 351 619 818 438	-332 836 332 411	-20%	Titre 4. Dépenses de transfert	429 929 806 621	428 168 837 522	-1 760 969 099	0%
					Titre 5. Dépenses d'investissement	2 137 193 131 993	1 169 122 219 470	-968 070 912 523	-45%
					Titre 6. Autres dépenses	78 920 664 439	63 920 664 439	-15 000 000 000	-19%
TOTAL DES RECETTES BRUTES POUR LE BUDGET GENERAL	**4 091 112 251 094**	**3 166 271 238 959**	**-924 841 012 135**	**-23%**	**TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL**	**4 441 291 121 761**	**3 669 784 498 936**	**-771 506 622 825**	**-17%**
PRELEVEMENTS	**-460 766 962 448**	**-412 106 124 221**	**48 660 838 227**	**-11%**					
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	-52 709 003 203	-32 377 536 239	20 331 466 964	-39%					
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	-24 633 687 607	-19 745 333 461	4 888 354 146	-20%					
Prélèvement au profit des établissements publics et assimilés	-80 775 364 526	-74 252 512 763	6 522 851 763	-8%					
Prélèvement au profit des prestations sociales et des pensions	-96 880 264 572	-96 880 264 572	0	0%					
Autres Prélèvements	-205 768 642 540	-188 850 477 186	16 918 165 354	-8%					
COMPTES SPECIAUX									
Titre 1. Recettes fiscales	46 605 628 257	41 914 852 095	-4 690 776 162	-10%	Titre 3. Dépenses de biens et services	14 071 055 249	12 524 533 086	-1 546 522 162	-11%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	0	0	0	-	Titre 4. Dépenses de transfert	127 715 724 265	128 489 378 112	773 653 847	1%
Titre 3. Cotisations sociales	124 437 581 382	124 437 581 382	0	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	35 873 037 141	33 055 858 412	-2 817 178 729	-8%
Titre 4. Autres recettes	6 616 607 016	7 717 336 134	1 100 729 118	17%	Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	-
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	**177 659 816 654**	**174 069 769 610**	**-3 590 047 044**	**-2%**	**TOTAL DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX**	**177 659 816 654**	**174 069 769 610**	**-3 590 047 044**	**-2%**
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	**3 808 005 105 300**	**2 928 234 884 348**	**-879 770 220 952**	**-23%**	**TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES**	**4 618 950 938 415**	**3 843 854 268 546**	**-775 096 669 869**	**-17%**
OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT									
Tirages	123 102 193 749	122 653 077 623	-449 116 126	0%	Amortissement dette extérieure	297 898 622 000	297 898 622 000	0	0%
DTS	0	0	0	-	Amortissement des prêts du secteur bancaire	674 102 676 996	779 334 859 806	105 232 182 809	16%
Emissions de titres publics	480 320 826 756	1 282 753 703 872	802 432 877 115	167%	Autres amortissements	403 358 171 843	231 920 664 454	-171 437 507 389	-43%
Financement bancaire	752 417 923 739	266 264 748 962	-486 153 174 776	-65%	Prêts et avances	0	0	0	-
Financement non bancaire	0	0	0	-	Autres opérations de financement		27 000 000 000	27 000 000 000	-
Tirages conventions de prêts programmes	830 464 359 710	36 102 000 000	-794 362 359 710	-96%					
Autres ressources de trésorerie		544 000 000 000	544 000 000 000	-					
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	**2 186 305 303 954**	**2 251 773 530 457**	**65 468 226 504**	**3%**	**TOTAL CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT**	**1 375 359 470 839**	**1 336 154 146 260**	**-39 205 324 579**	**-3%**
TOTAL RECETTES DE L'ETAT	**5 994 310 409 254**	**5 180 008 414 806**	**-814 301 994 448**	**-14%**	**TOTAL DEPENSES DE L'ETAT**	**5 994 310 409 254**	**5 180 008 414 806**	**-814 301 994 448**	**-14%**
TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	**363 886 697 876**	**315 225 859 649**	**-48 660 838 227**	**-13%**	**TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)**	**363 886 697 876**	**315 225 859 649**	**-48 660 838 227**	**-13%**
TOTAL RECETTES DE L'ETAT y compris ristournes	**6 358 197 107 130**	**5 495 234 274 454**	**-862 962 832 676**	**-14%**	**TOTAL DEPENSES DE L'ETAT y compris ristournes**	**6 358 197 107 130**	**5 495 234 274 454**	**-862 962 832 676**	**-14%**

CHAPITRE 3 : DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 85 : Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à **quatre cent quatre-vingt-sept milliards cinq cent cinquante millions neuf cent dix-huit mille huit cent cinquante-sept (487.550.918.857) FCFA** et les amortissements de prêts d'un montant de **mille trois cent neuf milliards cent cinquante-quatre millions cent quarante-six mille deux cent soixante (1.309.154.146.260) FCFA** pour le budget 2026, est arrêté à la somme de **mille sept cent quatre-vingt-seize milliards sept cent cinq millions soixante-cinq mille cent dix-sept (1.796.705.065.117) FCFA**.

CHAPITRE 4 : DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 86 : En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 suscitée, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2026 par programme et titre de dépenses, à la somme de **cent quatre-vingt-neuf milliards cinq cent deux millions six cent cinquante-trois mille huit cent cinquante (189.502.653.850) FCFA**, ainsi qu'il suit :

Tableau présentant la réserve obligatoire par titre

Libellé titre	Taux	LFR 2026
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	-
Titre 2. Dépenses de personnel	0%	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	15%	58 577 795 553
Titre 4. Dépenses de transfert	10%	8 907 299 780
Titre 5. Dépenses d'investissement	12%	119 271 525 295
Titre 6. Autres dépenses	5%	2 746 033 222
Total		**189 502 653 850**

La réserve par titre et programme ainsi constituée sur le budget de l'Etat n'est levée, en totalité ou en partie, qu'en cas de conjoncture favorable constatée par le Gouvernement, sur rapport du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, la subvention aux prix des produits pétroliers, les projets avec financement extérieurs et leurs contreparties, les fonds de concours et dons, les comptes spéciaux, les attributions de produits, les cotisations internationales, les frais de scolarité des enfants des diplomates, les loyers des diplomates, les bourses, les médicaments et produits pharmaceutiques, ainsi que toutes les autres dépenses sociales décrites ci-dessous :

-les aides en espèces fournies aux gabonais économiquement faibles ;
-les biens et services fournis directement aux gabonais économiquement faibles ;
-les prestations ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes ;
-l'assurance et l'assistance sociales ;
-les dépenses publiques pour la santé, l'éducation et la formation professionnelle.

Article 87 : L'exécution du budget est assise sur un plan de trésorerie. A la fin de chaque trimestre, il est élaboré un rapport d'exécution budgétaire. A cet effet, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est inférieur ou égal à 5% des prévisions du plan de trésorerie, les crédits ouverts à l'exécution sont automatiquement ajustés à la baisse dans les mêmes proportions.

Le cas échéant, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est supérieur ou égal à 5% des prévisions du plan de trésorerie, les crédits sont exécutés conformément au plan de trésorerie.

Article 88 : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susmentionnée et suivant le rapport du Ministre chargé de l'Economie et des Finances, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	**2/4**
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	**1/4**
Fonds de stabilisation	**1/4**

SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

CHAPITRE PREMIER : DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

Article 89 : Au titre de l'exercice budgétaire 2026, quarante-deux (42) missions sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions et programmes se présente dans les tableaux ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
1	Action extérieure de l'Etat	49 634 760 713	40 388 874 420	53 600 000	40 442 474 420	-9 192 286 293
2	Administration du territoire	49 068 717 341	41 134 141 008	160 461 000	41 294 602 008	-7 774 115 333
3	Agriculture, élevage et pêche	135 768 422 171	42 255 441 348	1 293 179 228	43 548 620 576	-92 219 801 594
4	Aménagement du territoire et tourisme	10 384 468 156	6 194 850 019	-	6 194 850 019	-4 189 618 138
5	Conseil et Contrôle	13 340 811 649	11 384 955 441	-	11 384 955 441	-1 955 856 209
6	Culture et Education Populaire	13 562 657 339	16 911 141 594	-	16 911 141 594	3 348 484 255
7	Défense	377 684 838 660	307 394 569 097	-	307 394 569 097	-70 290 269 563
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	39 863 387 748	12 302 052 096	-	12 302 052 096	-27 561 335 653
9	Economie forestière et protection de l'environnement	25 936 689 034	23 887 838 723	3 055 000 000	26 942 838 723	1 006 149 689
10	Communication	83 155 224 732	60 379 147 613	10 854 896 911	71 234 044 524	-11 921 180 208
11	Education nationale	282 013 149 085	248 082 603 499	2 568 950 000	250 651 553 499	-31 361 595 586
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	286 187 417 895	173 761 130 513	-	173 761 130 513	-112 426 287 382
13	Entreprenariat et commerce	12 104 895 178	9 401 315 290	255 765 840	9 657 081 130	-2 447 814 048
14	Gestion des finances publiques	188 498 848 009	149 989 807 518	-	149 989 807 518	-38 509 040 491
15	Constructions, logements et équipements collectifs	476 111 773 053	410 007 208 791	-	410 007 208 791	-66 104 564 261
16	Industrie et mines	73 379 261 692	10 003 381 947	338 174 288	10 341 556 235	-63 037 705 457
17	Transports	66 139 088 355	33 083 592 169	1 585 705 397	34 669 297 566	-31 469 790 789
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	7 064 773 999	12 838 686 744	-	12 838 686 744	5 773 912 744
19	Justice	59 823 789 150	53 812 574 713	921 882 511	54 734 457 224	-5 089 331 926
20	Planification du Développement	167 527 298 052	55 391 101 309	-	55 391 101 309	-112 136 196 743
21	Pouvoirs publics	144 809 232 176	119 156 684 661	-	119 156 684 661	-25 652 547 515
22	Prévoyance sociale	56 445 346 437	49 388 583 094	120 880 000	49 509 463 094	-6 935 883 344
23	Provisions	75 286 437 777	39 992 197 528	-	39 992 197 528	-35 294 240 249
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	184 660 452 523	135 950 485 450	27 360 562 663	163 311 048 113	-21 349 404 410
25	Santé	226 529 812 656	187 495 722 816	551 498 983	188 047 221 800	-38 482 590 856
26	Sécurité	203 044 314 170	132 302 708 090	-	132 302 708 090	-70 741 606 081
27	Stratégie économique	43 509 564 568	38 650 806 214	1 979 212 190	40 630 018 404	-2 879 546 164
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	12 940 659 054	12 689 726 563	-	12 689 726 563	-250 932 491
29	Travail, Emploi et Formation Professionnelle	29 957 828 565	26 438 204 263	857 549 082	27 295 753 345	-2 662 075 221
30	Dépenses transversales	501 586 262 134	442 319 273 492	-	442 319 273 492	-59 266 988 643
31	Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	36 814 534 758	15 357 240 265	8 059 107 306	23 416 347 571	-13 398 187 187
35	Engagements de l'Etat	508 456 404 930	691 422 027 249	-	691 422 027 249	182 965 622 319
Total budget général		**4 441 291 121 761**	**3 609 768 073 536**	**60 016 425 400**	**3 669 784 498 936**	**-771 506 622 825**
60	Pensions	106 437 581 382	106 437 581 382	-	106 437 581 382	0
61	Service universel des communications électroniques et numériques	3 807 666 114	3 807 666 114	-	3 807 666 114	0
62	Prestations familiales et sociales	18 000 000 000	18 000 000 000	-	18 000 000 000	-
63	Promotion du sport	6 833 148 663	4 893 668 823	-	4 893 668 823	-1 939 479 841
64	Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 317 831 929	1 507 466 346	-	1 507 466 346	189 634 417
65	Formation pour l'emploi	3 869 011 878	3 279 883 591	-	3 279 883 591	-589 128 287
66	Gestion du service public de l'eau et de l'énergie électrique dans les collectivités locales	5 609 603 475	5 609 603 476	-	5 609 603 476	1
67	Salubrité publique	5 024 865 492	6 125 594 610	-	6 125 594 610	1 100 729 118

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
68	Valorisation du patrimoine de l'Etat	26 708 184 469	24 356 382 017	-	24 356 382 017	-2 351 802 452
71	Entretien du patrimoine routier de l'Etat	51 923 252	51 923 252	-	51 923 252	-
Total comptes spéciaux		**177 659 816 654**	**174 069 769 610**	**-**	**174 069 769 610**	**-3 590 047 044**
Total budget de l'Etat		**4 618 950 938 415**	**3 783 837 843 146**	**60 016 425 400**	**3 843 854 268 546**	**-775 096 669 869**

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, programme et titre

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
1	**Action extérieure de l'Etat**	**49 634 760 713**	**40 388 874 420**	**53 600 000**	**40 442 474 420**	**-9 192 286 293**
1.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**11 812 187 017**	**13 121 309 506**	**-**	**13 121 309 506**	**1 309 122 489**
1.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**17 544 101 606**	**17 474 417 147**	**53 600 000**	**17 528 017 147**	**-16 084 459**
1.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**3 278 472 090**	**3 435 246 442**	**-**	**3 435 246 442**	**156 774 352**
1.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**17 000 000 000**	**6 357 901 325**	**-**	**6 357 901 325**	**-10 642 098 675**
1.101	**Affaires étrangères**	**34 684 431 252**	**30 424 948 595**	**53 600 000**	**30 478 548 595**	**-4 205 882 656**
1.101.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 318 635 612*	*9 370 868 279*	*-*	*9 370 868 279*	*5 052 232 667*
1.101.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*14 064 212 139*	*14 152 263 216*	*53 600 000*	*14 205 863 216*	*141 651 077*
1.101.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 646 984 854*	*2 546 402 647*	*-*	*2 546 402 647*	*-100 582 207*
1.101.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*13 654 598 647*	*4 355 414 454*	*-*	*4 355 414 454*	*-9 299 184 193*
1.108	**Intégration africaine et coopération internationale**	**2 997 441 122**	**2 014 849 648**	**-**	**2 014 849 648**	**-982 591 474**
1.108.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 093 404 745*	*652 477 189*	*-*	*652 477 189*	*-1 440 927 556*
1.108.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*288 355 750*	*489 335 273*	*-*	*489 335 273*	*200 979 523*
1.108.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*615 680 627*	*873 037 187*	*-*	*873 037 187*	*257 356 560*
1.115	**Affaires consulaires**	**3 313 111 969**	**2 484 686 897**	**-**	**2 484 686 897**	**-828 425 073**
1.115.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 105 771 643*	*466 061 630*	*-*	*466 061 630*	*-639 710 013*
1.115.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 191 533 717*	*2 002 818 658*	*-*	*2 002 818 658*	*-188 715 059*
1.115.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*15 806 609*	*15 806 609*	*-*	*15 806 609*	*-*
1.122	**Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat**	**8 639 776 370**	**5 464 389 280**	**-**	**5 464 389 280**	**-3 175 387 090**
1.122.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 294 375 017*	*2 631 902 408*	*-*	*2 631 902 408*	*-1 662 472 609*
1.122.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 000 000 000*	*830 000 001*	*-*	*830 000 001*	*-169 999 999*
1.122.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 345 401 353*	*2 002 486 871*	*-*	*2 002 486 871*	*-1 342 914 482*
2	**Administration du territoire**	**49 068 717 341**	**41 134 141 008**	**160 461 000**	**41 294 602 008**	**-7 774 115 333**
2.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**9 151 683 420**	**7 304 238 445**	**-**	**7 304 238 445**	**-1 847 444 975**
2.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**2 543 446 927**	**3 789 190 971**	**160 461 000**	**3 949 651 971**	**1 406 205 044**
2.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**20 885 150 448**	**21 689 564 673**	**-**	**21 689 564 673**	**804 414 225**
2.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**16 488 436 546**	**8 351 146 919**	**-**	**8 351 146 919**	**-8 137 289 627**
2.136	**Administration territoriale**	**15 759 490 134**	**7 673 070 879**	**160 461 000**	**7 833 531 879**	**-7 925 958 256**
2.136.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 970 715 566*	*4 477 826 889*	*-*	*4 477 826 889*	*2 507 111 323*
2.136.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 712 006 642*	*3 079 477 001*	*160 461 000*	*3 239 938 001*	*1 527 931 359*
2.136.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*139 478 300*	*115 766 989*	*-*	*115 766 989*	*-23 711 311*
2.136.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*11 937 289 627*	*-*	*-*	*-*	*-11 937 289 627*
2.143	**Gestion des collectivités locales**	**28 272 257 075**	**31 576 571 820**	**-**	**31 576 571 820**	**3 304 314 745**
2.143.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 741 540 873*	*1 478 324 930*	*-*	*1 478 324 930*	*-1 263 215 943*
2.143.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*356 440 285*	*295 845 437*	*-*	*295 845 437*	*-60 594 848*
2.143.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*20 730 672 148*	*21 558 797 684*	*-*	*21 558 797 684*	*828 125 536*
2.143.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*4 443 603 769*	*8 243 603 769*	*-*	*8 243 603 769*	*3 800 000 000*
2.150	**Prévention et gestion des catastrophes**	**1 012 308 460**	**262 629 077**	**-**	**262 629 077**	**-749 679 383**
2.150.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*872 308 460*	*143 879 077*	*-*	*143 879 077*	*-728 429 383*
2.150.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*125 000 000*	*103 750 000*	*-*	*103 750 000*	*-21 250 000*
2.150.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*15 000 000*	*15 000 000*	*-*	*15 000 000*	*-*
2.157	**Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité**	**4 024 661 672**	**1 621 869 233**	**-**	**1 621 869 233**	**-2 402 792 439**
2.157.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 567 118 522*	*1 204 207 549*	*-*	*1 204 207 549*	*-2 362 910 973*
2.157.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*350 000 000*	*310 118 534*	*-*	*310 118 534*	*-39 881 466*
2.157.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*107 543 150*	*107 543 150*	*-*	*107 543 150*	*0*
3	**Agriculture, élevage et pêche**	**135 768 422 171**	**42 255 441 348**	**1 293 179 228**	**43 548 620 576**	**-92 219 801 594**
3.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**10 081 518 637**	**10 125 936 684**	**-**	**10 125 936 684**	**44 418 047**
3.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**1 748 179 228**	**1 207 650 007**	**293 179 228**	**1 500 829 235**	**-247 349 994**
3.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**1 554 148 089**	**1 339 685 272**	**-**	**1 339 685 272**	**-214 462 817**
3.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**122 384 576 216**	**29 582 169 386**	**1 000 000 000**	**30 582 169 386**	**-91 802 406 830**
3.164	**Agriculture**	**28 340 642 902**	**12 199 121 758**	**1 000 000 000**	**13 199 121 758**	**-15 141 521 144**
3.164.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 987 361 343*	*2 375 703 009*	*-*	*2 375 703 009*	*388 341 666*
3.164.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 007*	*-*	*249 000 007*	*-50 999 993*
3.164.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*930 152 059*	*780 289 242*	*-*	*780 289 242*	*-149 862 817*
3.164.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*25 123 129 500*	*8 794 129 500*	*1 000 000 000*	*9 794 129 500*	*-15 329 000 000*
3.171	**Elevage**	**24 160 905 393**	**12 431 902 391**	**-**	**12 431 902 391**	**-11 729 003 002**
3.171.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 345 376 640*	*121 201 997*	*-*	*121 201 997*	*-1 224 174 643*
3.171.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*205 000 000*	*170 150 000*	*-*	*170 150 000*	*-34 850 000*
3.171.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*15 361 000*	*15 361 000*	*-*	*15 361 000*	*-*
3.171.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*22 595 167 753*	*12 125 189 394*	*-*	*12 125 189 394*	*-10 469 978 359*
3.178	**Pêche et aquaculture**	**52 718 697 164**	**4 731 462 178**	**293 179 228**	**5 024 641 406**	**-47 694 055 758**
3.178.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 293 283 877*	*1 344 402 554*	*-*	*1 344 402 554*	*51 118 677*
3.178.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*493 179 228*	*165 999 999*	*293 179 228*	*459 179 227*	*-34 000 001*
3.178.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*43 700 000*	*43 700 000*	*-*	*43 700 000*	*-*
3.178.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*50 888 534 059*	*3 177 359 625*	*-*	*3 177 359 625*	*-47 711 174 434*
3.185	**Développement rural**	**20 098 727 870**	**5 916 622 839**	**-**	**5 916 622 839**	**-14 182 105 031**
3.185.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 172 319 894*	*802 296 942*	*-*	*802 296 942*	*-370 022 952*
3.185.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*150 000 000*	*124 500 000*	*-*	*124 500 000*	*-25 500 000*
3.185.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*364 935 030*	*334 335 030*	*-*	*334 335 030*	*-30 600 000*
3.185.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*18 411 472 946*	*4 655 490 867*	*-*	*4 655 490 867*	*-13 755 982 079*

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
3.192	**Pilotage et soutien à la politique agricole**	**7 907 248 416**	**5 940 696 136**	**-**	**5 940 696 136**	**-1 966 552 280**
3.192.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 807 248 416*	*5 125 696 136*	-	*5 125 696 136*	*1 318 447 720*
3.192.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
3.192.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*200 000 000*	*166 000 000*	-	*166 000 000*	*-34 000 000*
3.192.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 600 000 000*	*400 000 000*	-	*400 000 000*	*-3 200 000 000*
3.182	**Pilotage et soutien aux politiques de la pêche et de la mer**	**2 542 200 426**	**1 035 636 046**	**-**	**1 035 636 046**	**-1 506 564 380**
3.182.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*475 928 467*	*356 636 046*	-	*356 636 046*	*-119 292 421*
3.182.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
3.182.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 766 271 959*	*430 000 000*	-	*430 000 000*	*-1 336 271 959*
4	**Aménagement du territoire et tourisme**	**10 384 468 156**	**6 194 850 019**	**-**	**6 194 850 019**	**-4 189 618 138**
4.2	Titre 2. Dépenses de personnel	**2 500 435 175**	**2 918 615 616**	**-**	**2 918 615 616**	**418 180 441**
4.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	**831 414 715**	**795 415 391**	**-**	**795 415 391**	**-35 999 324**
4.4	Titre 4. Dépenses de transfert	**425 000 000**	**359 250 290**	**-**	**359 250 290**	**-65 749 710**
4.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	**6 627 618 266**	**2 121 568 722**	**-**	**2 121 568 722**	**-4 506 049 544**
4.199	**Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale**	**3 946 509 592**	**2 457 319 394**	**-**	**2 457 319 394**	**-1 489 190 197**
4.199.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*469 677 555*	*1 044 116 648*	-	*1 044 116 648*	*574 439 093*
4.199.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*231 414 715*	*192 074 213*	-	*192 074 213*	*-39 340 502*
4.199.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 245 417 322*	*1 221 128 533*	-	*1 221 128 533*	*-2 024 288 789*
4.206	**Tourisme**	**4 871 138 751**	**2 504 886 556**	**-**	**2 504 886 556**	**-2 366 252 195**
4.206.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*963 937 806*	*1 179 196 077*	-	*1 179 196 077*	*215 258 271*
4.206.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 000 000*	*166 000 000*	-	*166 000 000*	*-34 000 000*
4.206.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*425 000 000*	*359 250 290*	-	*359 250 290*	*-65 749 710*
4.206.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 282 200 945*	*800 440 189*	-	*800 440 189*	*-2 481 760 756*
4.209	**Pilotage et soutien à la politique du tourisme et de l'artisanat**	**1 566 819 814**	**1 232 644 068**	**-**	**1 232 644 068**	**-334 175 745**
4.209.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 066 819 814*	*695 302 891*	-	*695 302 891*	*-371 516 923*
4.209.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*400 000 000*	*437 341 177*	-	*437 341 177*	*37 341 177*
4.209.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	-
5	**Conseil et Contrôle**	**13 340 811 649**	**11 384 955 441**	**-**	**11 384 955 441**	**-1 955 856 209**
5.2	Titre 2. Dépenses de personnel	**2 143 561 649**	**4 519 994 228**	**-**	**4 519 994 228**	**2 376 432 579**
5.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	**3 121 250 000**	**2 870 588 990**	**-**	**2 870 588 990**	**-250 661 010**
5.4	Titre 4. Dépenses de transfert	**1 411 000 000**	**2 329 372 222**	**-**	**2 329 372 222**	**918 372 222**
5.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	**6 665 000 000**	**1 665 000 000**	**-**	**1 665 000 000**	**-5 000 000 000**
5.213	**Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC)**	**9 929 243 267**	**5 357 133 942**	**-**	**5 357 133 942**	**-4 572 109 325**
5.213.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 336 993 267*	*1 845 544 952*	-	*1 845 544 952*	*508 551 685*
5.213.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 121 250 000*	*2 040 588 990*	-	*2 040 588 990*	*-80 661 010*
5.213.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*6 000 000*	*6 000 000*	-	*6 000 000*	-
5.213.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*6 465 000 000*	*1 465 000 000*	-	*1 465 000 000*	*-5 000 000 000*
5.220	**Conseil National de la Démocratie (CND)**	**1 101 789 554**	**924 834 496**	**-**	**924 834 496**	**-176 955 058**
5.220.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*451 789 554*	*351 334 496*	-	*351 334 496*	*-100 455 058*
5.220.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
5.220.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*150 000 000*	*124 500 000*	-	*124 500 000*	*-25 500 000*
5.220.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*200 000 000*	*200 000 000*	-	*200 000 000*	-
5.269	**Médiature**	**724 568 438**	**694 556 241**	**-**	**694 556 241**	**-30 012 197**
5.269.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*19 568 438*	*109 406 241*	-	*109 406 241*	*89 837 803*
5.269.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*700 000 000*	*581 000 000*	-	*581 000 000*	*-119 000 000*
5.269.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*5 000 000*	*4 150 000*	-	*4 150 000*	*-850 000*
5.276	**Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature**	**640 006 409**	**1 595 994 664**	**-**	**1 595 994 664**	**955 988 255**
5.276.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*140 006 409*	*258 772 442*	-	*258 772 442*	*118 766 033*
5.276.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*500 000 000*	*1 337 222 222*	-	*1 337 222 222*	*837 222 222*
5.277	**Contrôle Général d'Etat**	**945 203 982**	**2 812 436 097**	**-**	**2 812 436 097**	**1 867 232 115**
5.277.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*195 203 982*	*1 954 936 097*	-	*1 954 936 097*	*1 759 732 115*
5.277.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*750 000 000*	*857 500 000*	-	*857 500 000*	*107 500 000*
6	**Culture et Education Populaire**	**13 562 657 339**	**16 911 141 594**	**-**	**16 911 141 594**	**3 348 484 255**
6.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**8 750 108 985**	**14 002 918 965**	**-**	**14 002 918 965**	**5 252 809 980**
6.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**592 000 000**	**491 359 999**	**-**	**491 359 999**	**-100 640 001**
6.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**316 717 647**	**994 717 647**	**-**	**994 717 647**	**678 000 000**
6.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**3 903 830 707**	**1 422 144 983**	**-**	**1 422 144 983**	**-2 481 685 724**
6.290	**Culture**	**2 973 404 347**	**4 056 289 621**	**-**	**4 056 289 621**	**1 082 885 274**
6.290.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 309 950 215*	*2 863 211 975*	-	*2 863 211 975*	*553 261 760*
6.290.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*242 000 000*	*200 859 999*	-	*200 859 999*	*-41 140 001*
6.290.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*314 217 647*	*992 217 647*	-	*992 217 647*	*678 000 000*
6.290.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*107 236 485*	-	-	-	*-107 236 485*
6.297	**Education populaire**	**5 339 591 832**	**10 769 331 971**	**-**	**10 769 331 971**	**5 429 740 139**
6.297.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 903 497 610*	*9 403 186 988*	-	*9 403 186 988*	*7 499 689 378*
6.297.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*41 500 000*	-	*41 500 000*	*-8 500 000*
6.297.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 500 000*	*2 500 000*	-	*2 500 000*	-
6.297.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 383 594 222*	*1 322 144 983*	-	*1 322 144 983*	*-2 061 449 239*
6.299	**Pilotage et soutien à la politique de la culture et des arts**	**5 249 661 160**	**2 085 520 002**	**-**	**2 085 520 002**	**-3 164 141 158**
6.299.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 536 661 160*	*1 736 520 002*	-	*1 736 520 002*	*-2 800 141 158*
6.299.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
6.299.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*413 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	*-313 000 000*
7	**Défense**	**377 684 838 660**	**307 394 569 097**	**-**	**307 394 569 097**	**-70 290 269 563**
7.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**156 871 134 687**	**148 099 871 459**	**-**	**148 099 871 459**	**-8 771 263 228**
7.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**13 087 408 152**	**13 752 012 730**	**-**	**13 752 012 730**	**664 604 578**
7.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**7 726 295 821**	**6 930 380 335**	**-**	**6 930 380 335**	**-795 915 486**
7.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**200 000 000 000**	**138 612 304 573**	**-**	**138 612 304 573**	**-61 387 695 427**
7.311	**Préparation et emploi des forces**	**54 436 129 822**	**67 561 157 466**	**-**	**67 561 157 466**	**13 125 027 644**
7.311.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*50 971 072 091*	*64 681 395 745*	-	*64 681 395 745*	*13 710 323 654*
7.311.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 442 917 731*	*2 857 621 721*	-	*2 857 621 721*	*-585 296 010*
7.311.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*22 140 000*	*22 140 000*	-	*22 140 000*	-

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
7.318	**Equipement des forces**	**170 140 523 575**	**118 660 309 561**	**-**	**118 660 309 561**	**-51 480 214 014**
7.318.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*19 020 620 267*	*12 705 935 640*	-	*12 705 935 640*	*-6 314 684 627*
7.318.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 119 903 308*	*929 519 746*	-	*929 519 746*	*-190 383 562*
7.318.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*150 000 000 000*	*105 024 854 175*	-	*105 024 854 175*	*-44 975 145 825*
7.325	**Garde Républicaine**	**103 566 412 312**	**83 457 666 663**	**-**	**83 457 666 663**	**-20 108 745 648**
7.325.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*52 085 970 762*	*46 217 541 261*	-	*46 217 541 261*	*-5 868 429 501*
7.325.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 480 441 550*	*3 652 675 004*	-	*3 652 675 004*	*2 172 233 454*
7.325.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*50 000 000 000*	*33 587 450 398*	-	*33 587 450 398*	*-16 412 549 602*
7.332	**Vie du soldat**	**38 719 050 520**	**25 996 842 265**	**-**	**25 996 842 265**	**-12 722 208 255**
7.332.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*26 495 679 136*	*15 315 780 002*	-	*15 315 780 002*	*-11 179 899 134*
7.332.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*5 044 145 563*	*4 186 640 817*	-	*4 186 640 817*	*-857 504 746*
7.332.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*7 179 225 821*	*6 494 421 446*	-	*6 494 421 446*	*-684 804 375*
7.339	**Pilotage et soutien à la politique de défense nationale**	**10 822 722 431**	**11 718 593 142**	**-**	**11 718 593 142**	**895 870 711**
7.339.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*8 297 792 431*	*9 179 218 811*	-	*9 179 218 811*	*881 426 380*
7.339.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 000 000 000*	*2 125 555 442*	-	*2 125 555 442*	*125 555 442*
7.339.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*524 930 000*	*413 818 889*	-	*413 818 889*	*-111 111 111*
8	**Pilotage et coordination de l'action gouvernementale**	**39 863 387 748**	**12 302 052 096**	**-**	**12 302 052 096**	**-27 561 335 653**
8.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**8 798 525 521**	**3 733 515 179**	-	**3 733 515 179**	**-5 065 010 342**
8.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**2 141 699 000**	**1 777 610 169**	-	**1 777 610 169**	**-364 088 831**
8.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**701 355 605**	**998 910 620**	-	**998 910 620**	**297 555 014**
8.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**28 221 807 622**	**5 792 016 128**	-	**5 792 016 128**	**-22 429 791 494**
8.346	**Coordination du travail gouvernemental**	**31 566 631 199**	**7 554 865 924**	**-**	**7 554 865 924**	**-24 011 765 275**
8.346.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 865 275 594*	*1 473 555 305*	-	*1 473 555 305*	*-1 391 720 289*
8.346.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 000 000 000*	*829 999 999*	-	*829 999 999*	*-170 000 001*
8.346.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*701 355 605*	*998 910 620*	-	*998 910 620*	*297 555 014*
8.346.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*27 000 000 000*	*4 252 400 000*	-	*4 252 400 000*	*-22 747 600 000*
8.355	**Gouvernance des politiques publiques**	**794 080 931**	**318 649 482**	**-**	**318 649 482**	**-475 431 449**
8.355.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*655 048 931*	*196 617 482*	-	*196 617 482*	*-458 431 449*
8.355.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*83 000 000*	-	*83 000 000*	*-17 000 000*
8.355.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*39 032 000*	*39 032 000*	-	*39 032 000*	-
8.360	**Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale**	**3 848 742 230**	**205 793 934**	**-**	**205 793 934**	**-3 642 948 296**
8.360.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 848 742 230*	*205 793 934*	-	*205 793 934*	*-3 642 948 296*
8.367	**Relations avec le Parlement et les Institutions constitutionnelles**	**844 155 355**	**1 090 953 007**	**-**	**1 090 953 007**	**246 797 652**
8.367.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*613 480 355*	*899 492 757*	-	*899 492 757*	*286 012 402*
8.367.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*230 675 000*	*191 460 250*	-	*191 460 250*	*-39 214 750*
8.374	**Pilotage et soutien aux politiques de réforme des institutions**	**2 809 778 033**	**3 131 789 749**	**-**	**3 131 789 749**	**322 011 716**
8.374.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*815 978 412*	*958 055 701*	-	*958 055 701*	*142 077 289*
8.374.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*811 024 000*	*673 149 920*	-	*673 149 920*	*-137 874 080*
8.374.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 182 775 622*	*1 500 584 128*	-	*1 500 584 128*	*317 808 506*
9	**Economie forestière et protection de l'environnement**	**25 936 689 034**	**23 887 838 723**	**3 055 000 000**	**26 942 838 723**	**1 006 149 689**
9.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**16 087 081 710**	**17 586 780 965**	-	**17 586 780 965**	**1 499 699 255**
9.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**3 098 629 099**	**1 437 763 351**	**760 000 000**	**2 197 763 351**	**-900 865 748**
9.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**2 183 596 402**	**1 893 575 912**	-	**1 893 575 912**	**-290 020 490**
9.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**3 000 000 000**	**1 402 336 672**	**2 295 000 000**	**3 697 336 672**	**697 336 672**
9.6	*Titre 6. Autres dépenses*	**1 567 381 823**	**1 567 381 823**	-	**1 567 381 823**	-
9.381	**Gestion durable des eaux et des forêts**	**5 101 847 650**	**7 022 516 066**	**-**	**7 022 516 066**	**1 920 668 416**
9.381.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 373 381 879*	*6 204 392 794*	-	*6 204 392 794*	*2 831 010 915*
9.381.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*826 129 099*	*182 388 348*	-	*182 388 348*	*-643 740 751*
9.381.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*500 000 000*	*433 398 252*	-	*433 398 252*	*-66 601 748*
9.381.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*402 336 672*	*202 336 672*	-	*202 336 672*	*-200 000 000*
9.388	**Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois**	**2 369 866 716**	**1 482 905 752**	**-**	**1 482 905 752**	**-886 960 965**
9.388.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 611 526 459*	*1 216 905 750*	-	*1 216 905 750*	*-394 620 709*
9.388.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 000 000*	*166 000 002*	-	*166 000 002*	*-33 999 998*
9.388.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*558 340 257*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	*-458 340 257*
9.395	**Conservation de la biodiversité**	**8 964 278 279**	**7 082 045 389**	**2 295 000 000**	**9 377 045 389**	**412 767 110**
9.395.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 073 869 633*	*4 355 216 995*	-	*4 355 216 995*	*-718 652 638*
9.395.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 000 000*	*166 000 000*	-	*166 000 000*	*-34 000 000*
9.395.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 183 703 753*	*993 446 571*	-	*993 446 571*	*-190 257 182*
9.395.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*939 323 071*	-	*2 295 000 000*	*2 295 000 000*	*1 355 676 929*
9.395.6	*Titre 6. Autres dépenses*	*1 567 381 823*	*1 567 381 823*	-	*1 567 381 823*	-
9.402	**Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable**	**1 947 494 739**	**1 599 761 545**	**-**	**1 599 761 545**	**-347 733 195**
9.402.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*480 170 090*	*185 561 894*	-	*185 561 894*	*-294 608 196*
9.402.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*312 500 000*	*259 375 002*	-	*259 375 002*	*-53 124 998*
9.402.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*304 824 649*	*304 824 649*	-	*304 824 649*	-
9.402.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*850 000 000*	*850 000 000*	-	*850 000 000*	-
9.405	**Pilotage et soutien à la politique de l'environnement**	**828 595 648**	**1 361 454 173**	**-**	**1 361 454 173**	**532 858 525**
9.405.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*378 595 648*	*962 454 174*	-	*962 454 174*	*583 858 526*
9.405.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*248 999 999*	-	*248 999 999*	*-51 000 001*
9.405.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*150 000 000*	*150 000 000*	-	*150 000 000*	-
9.409	**Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière**	**5 145 925 307**	**4 357 173 016**	**-**	**4 357 173 016**	**-788 752 291**
9.409.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 550 857 307*	*3 846 266 576*	-	*3 846 266 576*	*-704 590 731*
9.409.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
9.409.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*195 068 000*	*161 906 440*	-	*161 906 440*	*-33 161 560*
9.409.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	-
9.413	**Protection de la nature**	**1 578 680 693**	**981 982 782**	**760 000 000**	**1 741 982 782**	**163 302 089**
9.413.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*618 680 693*	*815 982 782*	-	*815 982 782*	*197 302 089*
9.413.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*960 000 000*	*166 000 000*	*760 000 000*	*926 000 000*	*-34 000 000*
10	**Communication**	**83 155 224 732**	**60 379 147 613**	**10 854 896 911**	**71 234 044 524**	**-11 921 180 208**
10.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**11 389 298 803**	**7 890 062 578**	-	**7 890 062 578**	**-3 499 236 225**
10.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**12 234 821 769**	**1 992 088 639**	**10 854 896 911**	**12 846 985 550**	**612 163 781**

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
10.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**7 531 104 160**	**8 853 085 654**	**-**	**8 853 085 654**	**1 321 981 494**
10.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**52 000 000 000**	**41 643 910 742**	**-**	**41 643 910 742**	**-10 356 089 258**
10.416	**Economie numérique**	**62 412 533 533**	**38 955 713 639**	**10 837 296 911**	**49 793 010 550**	**-12 619 522 983**
10.416.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*969 928 800*	*1 838 267 528*	*-*	*1 838 267 528*	*868 338 728*
10.416.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*11 207 034 859*	*306 882 497*	*10 837 296 911*	*11 144 179 408*	*-62 855 451*
10.416.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 307 854 173*	*1 203 065 210*	*-*	*1 203 065 210*	*-104 788 963*
10.416.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*48 927 715 701*	*35 607 498 404*	*-*	*35 607 498 404*	*-13 320 217 297*
10.423	**Communication**	**8 509 799 677**	**10 729 531 976**	**17 600 000**	**10 747 131 976**	**2 237 332 299**
10.423.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 557 726 223*	*3 012 515 230*	*-*	*3 012 515 230*	*-1 545 210 993*
10.423.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*202 786 910*	*528 285 554*	*17 600 000*	*545 885 554*	*343 098 644*
10.423.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 050 250 178*	*1 729 390 626*	*-*	*1 729 390 626*	*-320 859 552*
10.423.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 699 036 366*	*5 459 340 566*	*-*	*5 459 340 566*	*3 760 304 200*
10.430	**Poste**	**4 590 263 448**	**4 452 289 330**	**-**	**4 452 289 330**	**-137 974 118**
10.430.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*457 561 384*	*357 837 266*	*-*	*357 837 266*	*-99 724 118*
10.430.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*225 000 000*	*186 750 000*	*-*	*186 750 000*	*-38 250 000*
10.430.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 872 999 809*	*3 872 999 809*	*-*	*3 872 999 809*	*-*
10.430.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*34 702 255*	*34 702 255*	*-*	*34 702 255*	*0*
10.435	**Pilotage et soutien à la politique de la communication**	**4 625 484 515**	**2 323 541 952**	**-**	**2 323 541 952**	**-2 301 942 563**
10.435.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 059 223 136*	*1 753 180 573*	*-*	*1 753 180 573*	*-2 306 042 563*
10.435.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*254 100 000*	*-*	*254 100 000*	*-45 900 000*
10.435.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*266 261 379*	*316 261 379*	*-*	*316 261 379*	*50 000 000*
10.437	**Pilotage et soutien à la politique des NTIC**	**3 017 143 559**	**3 918 070 716**	**-**	**3 918 070 716**	**900 927 157**
10.437.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 344 859 260*	*928 261 981*	*-*	*928 261 981*	*-416 597 279*
10.437.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*716 070 588*	*-*	*716 070 588*	*416 070 588*
10.437.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*300 000 000*	*2 047 630 009*	*-*	*2 047 630 009*	*1 747 630 009*
10.437.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 072 284 299*	*226 108 138*	*-*	*226 108 138*	*-846 176 161*
11	**Education nationale**	**282 013 149 085**	**248 082 603 499**	**2 568 950 000**	**250 651 553 499**	**-31 361 595 586**
11.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**164 748 350 959**	**183 185 664 826**	**-**	**183 185 664 826**	**18 437 313 867**
11.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**12 338 091 546**	**12 907 788 693**	**1 366 450 000**	**14 274 238 693**	**1 936 147 147**
11.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**13 348 049 563**	**11 013 417 590**	**1 202 500 000**	**12 215 917 590**	**-1 132 131 973**
11.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**91 578 657 017**	**40 975 732 390**	**-**	**40 975 732 390**	**-50 602 924 627**
11.444	**Enseignement pré-primaire et primaire**	**57 496 278 047**	**68 860 927 262**	**1 202 500 000**	**70 063 427 262**	**12 567 149 214**
11.444.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*23 382 238 977*	*55 387 376 958*	*-*	*55 387 376 958*	*32 005 137 981*
11.444.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 006 437 574*	*2 661 343 245*	*-*	*2 661 343 245*	*-345 094 329*
11.444.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 021 552 700*	*92 222 222*	*1 202 500 000*	*1 294 722 222*	*273 169 522*
11.444.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*30 086 048 796*	*10 719 984 836*	*-*	*10 719 984 836*	*-19 366 063 960*
11.451	**Enseignement secondaire**	**130 657 147 856**	**137 565 840 595**	**1 326 088 000**	**138 891 928 595**	**8 234 780 739**
11.451.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*61 480 562 642*	*91 982 055 778*	*-*	*91 982 055 778*	*30 501 493 136*
11.451.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*6 571 242 568*	*7 988 804 443*	*1 326 088 000*	*9 314 892 443*	*2 743 649 875*
11.451.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*12 042 751 644*	*10 504 375 149*	*-*	*10 504 375 149*	*-1 538 376 495*
11.451.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*50 562 591 002*	*27 090 605 225*	*-*	*27 090 605 225*	*-23 471 985 777*
11.458	**Enseignement technique et professionnel**	**39 461 927 714**	**18 687 435 639**	**40 362 000**	**18 727 797 639**	**-20 734 130 074**
11.458.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*27 287 864 892*	*14 427 243 108*	*-*	*14 427 243 108*	*-12 860 621 784*
11.458.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 050 411 404*	*1 668 341 004*	*40 362 000*	*1 708 703 004*	*-341 708 400*
11.458.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*264 264 706*	*397 339 706*	*-*	*397 339 706*	*133 075 000*
11.458.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*9 859 386 712*	*2 194 511 821*	*-*	*2 194 511 821*	*-7 664 874 891*
11.465	**Pilotage et soutien à la politique de l'éducation nationale**	**54 397 795 468**	**22 968 400 003**	**-**	**22 968 400 003**	**-31 429 395 465**
11.465.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*52 597 684 448*	*21 388 988 982*	*-*	*21 388 988 982*	*-31 208 695 466*
11.465.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*710 000 000*	*589 300 000*	*-*	*589 300 000*	*-120 700 000*
11.465.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*19 480 513*	*19 480 513*	*-*	*19 480 513*	*-*
11.465.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 070 630 507*	*970 630 508*	*-*	*970 630 508*	*-99 999 999*
12	**Enseignement supérieur et recherche scientifique**	**286 187 417 895**	**173 761 130 513**	**-**	**173 761 130 513**	**-112 426 287 382**
12.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**38 589 874 240**	**37 080 543 225**	**-**	**37 080 543 225**	**-1 509 331 015**
12.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**1 400 000 000**	**1 179 000 002**	**-**	**1 179 000 002**	**-220 999 998**
12.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**122 997 543 656**	**119 126 098 564**	**-**	**119 126 098 564**	**-3 871 445 091**
12.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**123 200 000 000**	**16 375 488 722**	**-**	**16 375 488 722**	**-106 824 511 278**
12.472	**Enseignement supérieur**	**114 120 176 729**	**34 361 574 395**	**-**	**34 361 574 395**	**-79 758 602 334**
12.472.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*20 447 022 865*	*20 496 333 424*	*-*	*20 496 333 424*	*49 310 559*
12.472.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	*-*	*249 000 000*	*-51 000 000*
12.472.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*5 355 118 210*	*4 475 234 803*	*-*	*4 475 234 803*	*-879 883 407*
12.472.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*88 018 035 654*	*9 141 006 168*	*-*	*9 141 006 168*	*-78 877 029 486*
12.479	**Recherche scientifique et innovation**	**12 673 081 242**	**9 765 486 762**	**-**	**9 765 486 762**	**-2 907 594 480**
12.479.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 896 329 616*	*5 967 544 026*	*-*	*5 967 544 026*	*1 071 214 410*
12.479.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*266 000 000*	*-*	*266 000 000*	*-34 000 000*
12.479.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 493 515 171*	*1 239 617 591*	*-*	*1 239 617 591*	*-253 897 579*
12.479.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*5 983 236 456*	*2 292 325 145*	*-*	*2 292 325 145*	*-3 690 911 311*
12.486	**Vie de l'étudiant**	**154 397 707 223**	**123 940 907 030**	**-**	**123 940 907 030**	**-30 456 800 193**
12.486.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*9 058 869 058*	*5 497 303 450*	*-*	*5 497 303 450*	*-3 561 565 608*
12.486.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	*-*	*249 000 000*	*-51 000 000*
12.486.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*116 148 910 275*	*113 411 246 171*	*-*	*113 411 246 171*	*-2 737 664 104*
12.486.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*28 889 927 890*	*4 783 357 409*	*-*	*4 783 357 409*	*-24 106 570 481*
12.493	**Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique**	**4 996 452 701**	**5 693 162 327**	**-**	**5 693 162 327**	**696 709 625**
12.493.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 187 652 701*	*5 119 362 325*	*-*	*5 119 362 325*	*931 709 624*
12.493.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*500 000 000*	*415 000 002*	*-*	*415 000 002*	*-84 999 998*
12.493.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*308 800 000*	*158 800 000*	*-*	*158 800 000*	*-150 000 000*
13	**Entreprenariat et commerce**	**12 104 895 178**	**9 401 315 290**	**255 765 840**	**9 657 081 130**	**-2 447 814 048**
13.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**8 007 456 508**	**7 454 454 871**	**-**	**7 454 454 871**	**-553 001 637**
13.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**1 434 531 000**	**759 488 306**	**255 765 840**	**1 015 254 146**	**-419 276 854**
13.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**545 108 615**	**615 169 853**	**-**	**615 169 853**	**70 061 238**
13.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**2 117 799 055**	**572 202 260**	**-**	**572 202 260**	**-1 545 596 795**
13.500	**Promotion de l'entrepreneuriat et de l'économie sociale**	**3 593 339 401**	**1 670 781 873**	**36 000 000**	**1 706 781 873**	**-1 886 557 528**
13.500.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 894 565 229*	*1 093 825 253*	*-*	*1 093 825 253*	*-800 739 976*
13.500.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*236 000 000*	*166 000 000*	*36 000 000*	*202 000 000*	*-34 000 000*

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
13.500.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*179 176 470*	*148 716 470*	-	*148 716 470*	*-30 460 000*
13.500.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 283 597 701*	*262 240 150*	-	*262 240 150*	*-1 021 357 551*
13.505	**Promotion de l'artisanat**	**1 339 717 152**	**937 328 493**	**-**	**937 328 493**	**-402 388 659**
13.505.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*484 918 097*	*462 808 682*	-	*462 808 682*	*-22 109 415*
13.505.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*83 000 000*	-	*83 000 000*	*-17 000 000*
13.505.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*137 000 000*	*267 960 000*	-	*267 960 000*	*130 960 000*
13.505.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*617 799 055*	*123 559 811*	-	*123 559 811*	*-494 239 244*
13.507	**Promotion des échanges**	**4 475 331 825**	**4 008 289 132**	**219 765 840**	**4 228 054 972**	**-247 276 852**
13.507.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 510 517 925*	*3 610 517 926*	-	*3 610 517 926*	*100 000 001*
13.507.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*798 531 000*	*261 488 306*	*219 765 840*	*481 254 146*	*-317 276 854*
13.507.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*49 880 601*	*49 880 601*	-	*49 880 601*	-
13.507.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*116 402 299*	*86 402 299*	-	*86 402 299*	*-30 000 000*
13.514	**Pilotage et soutien aux politiques de l'Entreprenariat et du commerce**	**2 696 506 800**	**2 784 915 792**	**-**	**2 784 915 792**	**88 408 991**
13.514.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 117 455 256*	*2 287 303 010*	-	*2 287 303 010*	*169 847 754*
13.514.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
13.514.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*179 051 544*	*148 612 782*	-	*148 612 782*	*-30 438 762*
13.514.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	-
14	**Gestion des finances publiques**	**188 498 848 009**	**149 989 807 518**	**-**	**149 989 807 518**	**-38 509 040 491**
14.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**34 557 484 287**	**39 973 289 014**	**-**	**39 973 289 014**	**5 415 804 727**
14.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**39 433 183 153**	**47 550 482 971**	**-**	**47 550 482 971**	**8 117 299 818**
14.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**7 569 083 138**	**10 073 211 092**	**-**	**10 073 211 092**	**2 504 127 954**
14.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**88 252 814 815**	**36 706 541 825**	**-**	**36 706 541 825**	**-51 546 272 990**
14.6	*Titre 6. Autres dépenses*	**18 686 282 616**	**15 686 282 616**	**-**	**15 686 282 616**	**-3 000 000 000**
14.521	**Gestion des dépenses publiques**	**34 249 565 518**	**48 830 690 144**	**-**	**48 830 690 144**	**14 581 124 625**
14.521.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 962 913 040*	*9 177 221 819*	-	*9 177 221 819*	*3 214 308 779*
14.521.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*16 556 109 369*	*24 349 838 795*	-	*24 349 838 795*	*7 793 729 426*
14.521.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 432 143 109*	*3 921 968 567*	-	*3 921 968 567*	*2 489 825 458*
14.521.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*10 298 400 000*	*11 381 660 963*	-	*11 381 660 963*	*1 083 260 963*
14.525	**Contrôle des ressources et des charges publiques**	**9 361 758 856**	**8 289 006 404**	**-**	**8 289 006 404**	**-1 072 752 452**
14.525.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 469 947 761*	*3 926 736 631*	-	*3 926 736 631*	*2 456 788 870*
14.525.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*4 160 298 103*	*3 460 024 731*	-	*3 460 024 731*	*-700 273 372*
14.525.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 731 512 992*	*902 245 042*	-	*902 245 042*	*-2 829 267 950*
14.528	**Comptabilité et trésorerie de l'Etat**	**16 749 136 430**	**14 201 919 082**	**-**	**14 201 919 082**	**-2 547 217 348**
14.528.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*8 647 169 368*	*8 490 715 448*	-	*8 490 715 448*	*-156 453 920*
14.528.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 650 796 250*	*2 580 160 888*	-	*2 580 160 888*	*-70 635 362*
14.528.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 000 000*	*2 000 000*	-	*2 000 000*	-
14.528.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*5 449 170 813*	*3 129 042 746*	-	*3 129 042 746*	*-2 320 128 067*
14.539	**Gestion du patrimoine de l'Etat**	**11 189 162 704**	**6 244 556 582**	**-**	**6 244 556 582**	**-4 944 606 122**
14.539.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 418 595 874*	*1 296 507 600*	-	*1 296 507 600*	*-122 088 274*
14.539.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 436 416 813*	*2 022 225 953*	-	*2 022 225 953*	*-414 190 860*
14.539.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*7 334 150 017*	*2 925 823 029*	-	*2 925 823 029*	*-4 408 326 988*
14.535	**Gestion du contentieux de l'Etat**	**21 784 897 443**	**17 703 331 393**	**-**	**17 703 331 393**	**-4 081 566 050**
14.535.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 675 355 309*	*969 754 777*	-	*969 754 777*	*-705 600 532*
14.535.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 261 800 000*	*1 047 294 000*	-	*1 047 294 000*	*-214 506 000*
14.535.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*161 459 518*	-	-	-	*-161 459 518*
14.535.6	*Titre 6. Autres dépenses*	*18 686 282 616*	*15 686 282 616*	-	*15 686 282 616*	*-3 000 000 000*
14.549	**Gestion fiscale**	**68 944 160 924**	**26 965 560 618**	**-**	**26 965 560 618**	**-41 978 600 306**
14.549.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*12 090 563 191*	*11 718 396 552*	-	*11 718 396 552*	*-372 166 639*
14.549.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*7 137 688 000*	*6 381 158 103*	-	*6 381 158 103*	*-756 529 897*
14.549.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*575 000 000*	*575 000 000*	-	*575 000 000*	-
14.549.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*49 140 909 733*	*8 291 005 963*	-	*8 291 005 963*	*-40 849 903 770*
14.563	**Gestion de la dette**	**3 856 803 968**	**3 773 162 455**	**-**	**3 773 162 455**	**-83 641 514**
14.563.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 912 857 785*	*2 313 569 213*	-	*2 313 569 213*	*400 711 428*
14.563.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 000 000 000*	*927 647 059*	-	*927 647 059*	*-72 352 941*
14.563.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*127 000 000*	*127 000 000*	-	*127 000 000*	-
14.563.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*816 946 183*	*404 946 183*	-	*404 946 183*	*-412 000 000*
14.570	**Gestion de la commande publique**	**2 712 693 958**	**2 273 055 882**	**-**	**2 273 055 882**	**-439 638 076**
14.570.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 380 081 959*	*1 187 403 883*	-	*1 187 403 883*	*-192 678 076*
14.570.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 000 000 000*	*830 000 000*	-	*830 000 000*	*-170 000 000*
14.570.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*332 611 999*	*255 651 999*	-	*255 651 999*	*-76 960 000*
14.542	**Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques**	**19 650 668 207**	**21 708 524 958**	**-**	**21 708 524 958**	**2 057 856 751**
14.542.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	-	*892 983 091*		*892 983 091*	*892 983 091*
14.542.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 230 074 618*	*5 952 133 442*	-	*5 952 133 442*	*2 722 058 824*
14.542.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*5 432 940 029*	*5 447 242 526*	-	*5 447 242 526*	*14 302 497*
14.542.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*10 987 653 560*	*9 416 165 900*	-	*9 416 165 900*	*-1 571 487 660*
15	**Constructions, logements et équipements collectifs**	**476 111 773 053**	**410 007 208 791**	**-**	**410 007 208 791**	**-66 104 564 261**
15.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**18 315 065 106**	**17 609 160 885**	**-**	**17 609 160 885**	**-705 904 221**
15.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**1 904 000 000**	**2 223 737 962**	**-**	**2 223 737 962**	**319 737 962**
15.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**5 435 365 024**	**5 063 830 376**	**-**	**5 063 830 376**	**-371 534 648**
15.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**450 457 342 923**	**385 110 479 568**	**-**	**385 110 479 568**	**-65 346 863 355**
15.584	**Urbanisation et amélioration du cadre de vie**	**30 771 924 899**	**12 822 077 762**	**-**	**12 822 077 762**	**-17 949 847 137**
15.584.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 080 956 092*	*3 216 152 967*	-	*3 216 152 967*	*135 196 875*
15.584.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*400 000 000*	*332 000 007*	-	*332 000 007*	*-67 999 993*
15.584.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 173 985 882*	*2 169 084 794*	-	*2 169 084 794*	*-4 901 088*
15.584.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*25 116 982 925*	*7 104 839 994*	-	*7 104 839 994*	*-18 012 142 931*
15.577	**Logement**	**46 706 561 168**	**8 481 708 638**	**-**	**8 481 708 638**	**-38 224 852 530**
15.577.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 116 776 434*	*1 330 577 469*	-	*1 330 577 469*	*213 801 035*
15.577.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*269 000 000*	*223 270 000*	-	*223 270 000*	*-45 730 000*
15.577.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*52 668 000*	*45 414 440*	-	*45 414 440*	*-7 253 560*
15.577.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*45 268 116 734*	*6 882 446 729*	-	*6 882 446 729*	*-38 385 670 005*
15.595	**Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement**	**4 132 259 141**	**4 407 975 241**	**-**	**4 407 975 241**	**275 716 100**

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
15.595.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 417 672 605*	*2 039 850 728*	-	*2 039 850 728*	*-1 377 821 877*
15.595.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*330 000 000*	*917 317 953*	-	*917 317 953*	*587 317 953*
15.595.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*176 580 000*	-	-	-	*-176 580 000*
15.595.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*208 006 536*	*1 450 806 560*	-	*1 450 806 560*	*1 242 800 024*
15.591	**Equipement et Infrastructures**	**389 443 214 345**	**379 152 816 417**	**-**	**379 152 816 417**	**-10 290 397 928**
15.591.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 403 846 475*	*6 532 298 988*	-	*6 532 298 988*	*128 452 513*
15.591.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 002*	-	*249 000 002*	*-50 999 998*
15.591.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 975 131 142*	*2 799 131 142*	-	*2 799 131 142*	*-176 000 000*
15.591.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*379 764 236 728*	*369 572 386 285*	-	*369 572 386 285*	*-10 191 850 443*
15.598	**Pilotage et soutien aux politiques des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire**	**3 262 633 947**	**3 719 533 778**	**-**	**3 719 533 778**	**456 899 831**
15.598.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 707 633 947*	*3 241 883 778*	-	*3 241 883 778*	*534 249 831*
15.598.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*455 000 000*	*377 650 000*	-	*377 650 000*	*-77 350 000*
15.598.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	-
15.353	**Coordination des politiques urbaines**	**1 795 179 552**	**1 423 096 955**	**-**	**1 423 096 955**	**-372 082 597**
15.353.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 588 179 552*	*1 248 396 955*	-	*1 248 396 955*	*-339 782 597*
15.353.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*150 000 000*	*124 500 000*	-	*124 500 000*	*-25 500 000*
15.353.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*57 000 000*	*50 200 000*	-	*50 200 000*	*-6 800 000*
16	**Industrie et mines**	**73 379 261 692**	**10 003 381 947**	**338 174 288**	**10 341 556 235**	**-63 037 705 457**
16.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**4 354 094 330**	**3 146 995 415**	**-**	**3 146 995 415**	**-1 207 098 915**
16.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**1 370 329 173**	**1 075 575 333**	**338 174 288**	**1 413 749 621**	**43 420 448**
16.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**1 281 934 189**	**1 070 711 225**	**-**	**1 070 711 225**	**-211 222 965**
16.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**66 372 904 000**	**4 710 099 975**	**-**	**4 710 099 975**	**-61 662 804 025**
16.605	**Gestion et contrôle des activités minières**	**67 029 618 802**	**5 580 143 803**	**1 200 000**	**5 581 343 803**	**-61 448 274 999**
16.605.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 047 844 075*	*928 293 410*	-	*928 293 410*	*-119 550 665*
16.605.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*426 172 702*	*352 727 343*	*1 200 000*	*353 927 343*	*-72 245 359*
16.605.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*322 798 000*	*269 123 050*	-	*269 123 050*	*-53 674 950*
16.605.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*65 232 804 025*	*4 030 000 000*	-	*4 030 000 000*	*-61 202 804 025*
16.612	**Régulation et stratégie industrielles**	**3 488 207 933**	**2 799 295 936**	**336 974 288**	**3 136 270 224**	**-351 937 709**
16.612.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 284 915 273*	*1 332 859 773*	-	*1 332 859 773*	*47 944 500*
16.612.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*344 156 471*	*224 847 989*	*336 974 288*	*561 822 277*	*217 665 806*
16.612.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*959 136 189*	*801 588 175*	-	*801 588 175*	*-157 548 015*
16.612.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*900 000 000*	*440 000 000*	-	*440 000 000*	*-460 000 000*
16.609	**Pilotage et soutien à la politique minière**	**1 138 504 439**	**794 446 902**	**-**	**794 446 902**	**-344 057 537**
16.609.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*698 404 464*	*405 346 926*	-	*405 346 926*	*-293 057 538*
16.609.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 001*	-	*249 000 001*	*-50 999 999*
16.609.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*140 099 975*	*140 099 975*	-	*140 099 975*	-
16.615	**Pilotage et soutien à la politique industrielle**	**1 722 930 518**	**829 495 306**	**-**	**829 495 306**	**-893 435 212**
16.615.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 322 930 518*	*480 495 306*	-	*480 495 306*	*-842 435 212*
16.615.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
16.615.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	-
17	**Transports**	**66 139 088 355**	**33 083 592 169**	**1 585 705 397**	**34 669 297 566**	**-31 469 790 789**
17.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**9 051 710 809**	**8 239 235 160**	**-**	**8 239 235 160**	**-812 475 649**
17.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**2 587 594 802**	**1 456 631 678**	**1 585 705 397**	**3 042 337 075**	**454 742 272**
17.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**13 313 057 968**	**11 228 298 093**	**-**	**11 228 298 093**	**-2 084 759 875**
17.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**41 186 724 776**	**12 159 427 238**	**-**	**12 159 427 238**	**-29 027 297 538**
17.626	**Transports terrestres**	**18 696 187 979**	**12 312 987 280**	**572 500 945**	**12 885 488 225**	**-5 810 699 754**
17.626.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*943 685 213*	*3 200 154 170*	-	*3 200 154 170*	*2 256 468 957*
17.626.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*772 500 945*	*172 019 475*	*572 500 945*	*744 520 420*	*-27 980 525*
17.626.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*7 994 977 260*	*6 720 347 194*	-	*6 720 347 194*	*-1 274 630 066*
17.626.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*8 985 024 561*	*2 220 466 441*	-	*2 220 466 441*	*-6 764 558 120*
17.633	**Transport aérien et par voie d'eau**	**40 219 754 876**	**16 972 565 033**	**1 013 204 452**	**17 985 769 485**	**-22 233 985 392**
17.633.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 161 516 036*	*2 668 287 218*	-	*2 668 287 218*	*506 771 182*
17.633.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 290 093 857*	*229 818 207*	*1 013 204 452*	*1 243 022 659*	*-47 071 198*
17.633.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*5 318 080 708*	*4 507 950 900*	-	*4 507 950 900*	*-810 129 808*
17.633.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*31 450 064 275*	*9 566 508 708*	-	*9 566 508 708*	*-21 883 555 567*
17.640	**Pilotage et soutien à la politique des transports**	**7 223 145 500**	**3 798 039 856**	**-**	**3 798 039 856**	**-3 425 105 644**
17.640.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 946 509 560*	*2 370 793 772*	-	*2 370 793 772*	*-3 575 715 788*
17.640.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*525 000 000*	*1 054 793 995*	-	*1 054 793 995*	*529 793 995*
17.640.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*751 635 940*	*372 452 089*	-	*372 452 089*	*-379 183 851*
18	**Jeunesse, Sports et Loisirs**	**7 064 773 999**	**12 838 686 744**	**-**	**12 838 686 744**	**5 773 912 744**
18.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**3 495 124 155**	**4 767 048 950**	**-**	**4 767 048 950**	**1 271 924 795**
18.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**1 166 122 195**	**4 290 939 070**	**-**	**4 290 939 070**	**3 124 816 875**
18.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**1 923 764 134**	**3 459 003 231**	**-**	**3 459 003 231**	**1 535 239 097**
18.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**479 763 515**	**321 695 493**	**-**	**321 695 493**	**-158 068 022**
18.647	**Sports et loisirs**	**4 833 749 375**	**8 453 292 775**	**-**	**8 453 292 775**	**3 619 543 400**
18.647.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 847 797 383*	*1 081 202 834*	-	*1 081 202 834*	*-766 594 549*
18.647.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*866 122 195*	*4 041 939 069*	-	*4 041 939 069*	*3 175 816 874*
18.647.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 710 956 134*	*3 279 345 231*	-	*3 279 345 231*	*1 568 389 097*
18.647.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*408 873 664*	*50 805 641*	-	*50 805 641*	*-358 068 023*
18.654	**Vie associative**	**1 068 500 697**	**123 956 607**	**-**	**123 956 607**	**-944 544 090**
18.654.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*968 500 697*	*40 956 606*	-	*40 956 606*	*-927 544 091*
18.654.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*83 000 001*	-	*83 000 001*	*-16 999 999*
18.658	**Jeunesse**	**483 697 852**	**416 547 852**	**-**	**416 547 852**	**-67 150 000**
18.658.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 000 000*	*166 000 000*	-	*166 000 000*	*-34 000 000*
18.658.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*212 808 000*	*179 658 000*	-	*179 658 000*	*-33 150 000*
18.658.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*70 889 852*	*70 889 852*	-	*70 889 852*	*0*
18.661	**Pilotage et soutien aux politiques de sports et de la culture**	**678 826 075**	**3 844 889 510**	**-**	**3 844 889 510**	**3 166 063 435**
18.661.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*678 826 075*	*3 644 889 510*	-	*3 644 889 510*	*2 966 063 435*
18.661.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	-	*200 000 000*	-	*200 000 000*	*200 000 000*
19	**Justice**	**59 823 789 150**	**53 812 574 713**	**921 882 511**	**54 734 457 224**	**-5 089 331 926**
19.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**42 753 949 545**	**40 235 013 223**	**-**	**40 235 013 223**	**-2 518 936 322**
19.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**8 709 839 605**	**6 899 056 310**	**921 882 511**	**7 820 938 821**	**-888 900 783**

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
19.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**1 360 000 000**	**1 296 700 000**	**-**	**1 296 700 000**	**-63 300 000**
19.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**7 000 000 000**	**5 381 805 180**	**-**	**5 381 805 180**	**-1 618 194 820**
19.668	**Justice judiciaire et administrative**	**14 374 806 888**	**15 220 528 340**	**921 882 511**	**16 142 410 851**	**1 767 603 963**
19.668.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*8 247 036 524*	*10 463 221 845*	*-*	*10 463 221 845*	*2 216 185 321*
19.668.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 051 772 870*	*1 837 809 000*	*921 882 511*	*2 759 691 511*	*-292 081 358*
19.668.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 320 000 000*	*1 263 500 000*	*-*	*1 263 500 000*	*-56 500 000*
19.668.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 755 997 495*	*1 655 997 495*	*-*	*1 655 997 495*	*-100 000 000*
19.675	**Sécurité pénitentiaire**	**41 756 740 478**	**36 698 610 724**	**-**	**36 698 610 724**	**-5 058 129 754**
19.675.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*31 921 461 329*	*28 862 711 820*	*-*	*28 862 711 820*	*-3 058 749 509*
19.675.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*4 977 866 735*	*4 496 681 310*	*-*	*4 496 681 310*	*-481 185 425*
19.675.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*4 857 412 414*	*3 339 217 594*	*-*	*3 339 217 594*	*-1 518 194 820*
19.682	**Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains**	**2 809 685 880**	**1 414 371 597**	**-**	**1 414 371 597**	**-1 395 314 283**
19.682.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 062 761 098*	*735 480 815*	*-*	*735 480 815*	*-1 327 280 283*
19.682.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*400 200 000*	*332 166 000*	*-*	*332 166 000*	*-68 034 000*
19.682.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*346 724 782*	*346 724 782*	*-*	*346 724 782*	*0*
19.689	**Culture des droits de l'homme**	**882 555 904**	**434 915 812**	**-**	**434 915 812**	**-447 640 092**
19.689.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*522 690 595*	*129 450 503*	*-*	*129 450 503*	*-393 240 092*
19.689.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*280 000 000*	*232 400 000*	*-*	*232 400 000*	*-47 600 000*
19.689.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*40 000 000*	*33 200 000*	*-*	*33 200 000*	*-6 800 000*
19.689.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*39 865 309*	*39 865 309*	*-*	*39 865 309*	*0*
19.694	**Egalité des Chances**	**-**	**44 148 240**	**-**	**44 148 240**	**44 148 240**
19.694.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*-*	*44 148 240*	*-*	*44 148 240*	*44 148 240*
20	**Planification du Développement**	**167 527 298 052**	**55 391 101 309**	**-**	**55 391 101 309**	**-112 136 196 743**
20.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**3 063 419 278**	**2 591 517 936**	**-**	**2 591 517 936**	**-471 901 342**
20.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**4 443 845 196**	**4 191 706 513**	**-**	**4 191 706 513**	**-252 138 683**
20.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**1 077 850 326**	**972 815 771**	**-**	**972 815 771**	**-105 034 555**
20.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**158 942 183 252**	**47 635 061 090**	**-**	**47 635 061 090**	**-111 307 122 162**
20.894	**Pilotage et Soutien à la Politique de Planification du Développement**	**6 065 596 652**	**3 404 022 518**	**-**	**3 404 022 518**	**-2 661 574 134**
20.894.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 191 719 170*	*748 471 708*	*-*	*748 471 708*	*-443 247 462*
20.894.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 000 000 000*	*1 330 000 000*	*-*	*1 330 000 000*	*330 000 000*
20.894.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 873 877 482*	*1 325 550 810*	*-*	*1 325 550 810*	*-2 548 326 672*
20.902	**Elaboration et Pilotage de la Politique de Prospective**	**1 156 126 162**	**740 718 085**	**-**	**740 718 085**	**-415 408 077**
20.902.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*750 082 066*	*387 362 582*	*-*	*387 362 582*	*-362 719 484*
20.902.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*293 845 196*	*247 206 513*	*-*	*247 206 513*	*-46 638 684*
20.902.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*30 000 000*	*30 000 000*	*-*	*30 000 000*	*-*
20.902.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*82 198 900*	*76 148 990*	*-*	*76 148 990*	*-6 049 910*
20.915	**Programmation du Développement (Commissariat au Plan)**	**160 305 575 238**	**51 246 360 707**	**-**	**51 246 360 707**	**-109 059 214 532**
20.915.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 121 618 042*	*1 455 683 646*	*-*	*1 455 683 646*	*334 065 604*
20.915.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 150 000 000*	*2 614 500 000*	*-*	*2 614 500 000*	*-535 500 000*
20.915.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 047 850 326*	*942 815 771*	*-*	*942 815 771*	*-105 034 555*
20.915.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*154 986 106 870*	*46 233 361 290*	*-*	*46 233 361 290*	*-108 752 745 580*
21	**Pouvoirs publics**	**144 809 232 176**	**119 156 684 661**	**-**	**119 156 684 661**	**-25 652 547 515**
21.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**40 922 962 701**	**34 646 950 854**	**-**	**34 646 950 854**	**-6 276 011 847**
21.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**61 200 644 158**	**62 885 350 040**	**-**	**62 885 350 040**	**1 684 705 882**
21.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**8 375 475 306**	**9 121 383 767**	**-**	**9 121 383 767**	**745 908 461**
21.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**34 310 150 011**	**12 503 000 001**	**-**	**12 503 000 001**	**-21 807 150 010**
21.717	**Présidence de la République**	**71 933 172 334**	**53 864 734 387**	**-**	**53 864 734 387**	**-18 068 437 947**
21.717.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*17 881 969 607*	*14 457 368 934*	*-*	*14 457 368 934*	*-3 424 600 673*
21.717.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*30 000 000 000*	*31 149 411 764*	*-*	*31 149 411 764*	*1 149 411 764*
21.717.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 732 045 227*	*1 977 953 688*	*-*	*1 977 953 688*	*245 908 461*
21.717.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*22 319 157 500*	*6 280 000 001*	*-*	*6 280 000 001*	*-16 039 157 499*
21.724	**Assemblée Nationale**	**22 770 182 190**	**21 568 329 260**	**-**	**21 568 329 260**	**-1 201 852 930**
21.724.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 986 889 265*	*6 245 036 335*	*-*	*6 245 036 335*	*-741 852 930*
21.724.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*11 013 254 992*	*11 013 254 992*	*-*	*11 013 254 992*	*-*
21.724.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 310 037 933*	*2 310 037 933*	*-*	*2 310 037 933*	*-*
21.724.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 460 000 000*	*2 000 000 000*	*-*	*2 000 000 000*	*-460 000 000*
21.731	**Sénat**	**14 750 854 506**	**14 486 315 110**	**-**	**14 486 315 110**	**-264 539 396**
21.731.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 346 359 012*	*3 866 819 616*	*-*	*3 866 819 616*	*-479 539 396*
21.731.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*6 186 666 666*	*6 186 666 666*	*-*	*6 186 666 666*	*-*
21.731.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 482 828 828*	*2 982 828 828*	*-*	*2 982 828 828*	*500 000 000*
21.731.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 735 000 000*	*1 450 000 000*	*-*	*1 450 000 000*	*-285 000 000*
21.738	**Cour Constitutionnelle**	**11 052 603 825**	**9 893 006 136**	**-**	**9 893 006 136**	**-1 159 597 690**
21.738.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 090 846 696*	*1 618 947 400*	*-*	*1 618 947 400*	*-471 899 296*
21.738.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*5 785 972 500*	*6 021 266 618*	*-*	*6 021 266 618*	*235 294 118*
21.738.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 229 792 118*	*1 229 792 118*	*-*	*1 229 792 118*	*-*
21.738.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 945 992 511*	*1 023 000 000*	*-*	*1 023 000 000*	*-922 992 511*
21.234	**Cour de Cassation**	**4 186 924 444**	**3 794 096 389**	**-**	**3 794 096 389**	**-392 828 055**
21.234.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 579 653 244*	*2 436 825 189*	*-*	*2 436 825 189*	*-142 828 055*
21.234.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 000 000 000*	*1 000 000 000*	*-*	*1 000 000 000*	*-*
21.234.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*107 271 200*	*107 271 200*	*-*	*107 271 200*	*-*
21.234.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*500 000 000*	*250 000 000*	*-*	*250 000 000*	*-250 000 000*
21.241	**Cour des Comptes**	**15 888 451 694**	**11 742 051 981**	**-**	**11 742 051 981**	**-4 146 399 713**
21.241.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 612 451 694*	*4 816 051 981*	*-*	*4 816 051 981*	*-796 399 713*
21.241.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*5 113 500 000*	*5 413 500 000*	*-*	*5 413 500 000*	*300 000 000*
21.241.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*512 500 000*	*512 500 000*	*-*	*512 500 000*	*-*
21.241.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*4 650 000 000*	*1 000 000 000*	*-*	*1 000 000 000*	*-3 650 000 000*
21.248	**Conseil d'Etat**	**4 227 043 183**	**3 808 151 399**	**-**	**3 808 151 399**	**-418 891 784**
21.248.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 424 793 183*	*1 205 901 399*	*-*	*1 205 901 399*	*-218 891 784*
21.248.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 101 250 000*	*2 101 250 000*	*-*	*2 101 250 000*	*-*
21.248.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 000 000*	*1 000 000*	*-*	*1 000 000*	*-*
21.248.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*700 000 000*	*500 000 000*	*-*	*500 000 000*	*-200 000 000*

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
22	**Prévoyance sociale**	**56 445 346 437**	**49 388 583 094**	**120 880 000**	**49 509 463 094**	**-6 935 883 344**
22.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**16 530 141 530**	**12 988 862 950**	**-**	**12 988 862 950**	**-3 541 278 580**
22.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**2 626 473 748**	**3 240 882 098**	**20 880 000**	**3 261 762 098**	**635 288 350**
22.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**35 288 731 159**	**31 577 063 001**	**100 000 000**	**31 677 063 001**	**-3 611 668 158**
22.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**2 000 000 000**	**1 581 775 044**	**-**	**1 581 775 044**	**-418 224 956**
22.752	**Protection et promotion de la famille**	**2 748 858 689**	**4 723 145 423**	**100 000 000**	**4 823 145 423**	**2 074 286 735**
22.752.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*750 764 942*	*3 116 416 806*	-	*3 116 416 806*	*2 365 651 864*
22.752.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*498 093 748*	*480 188 833*	-	*480 188 833*	*-17 904 915*
22.752.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*599 999 999*	*369 716 174*	*100 000 000*	*469 716 174*	*-130 283 825*
22.752.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*900 000 000*	*756 823 610*	-	*756 823 610*	*-143 176 390*
22.759	**Solidarité nationale**	**12 136 047 650**	**10 844 307 579**	**20 880 000**	**10 865 187 579**	**-1 270 860 070**
22.759.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*7 150 440 055*	*6 268 456 535*	-	*6 268 456 535*	*-881 983 520*
22.759.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*453 380 000*	*880 520 656*	*20 880 000*	*901 400 656*	*448 020 656*
22.759.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 719 280 000*	*3 070 378 955*	-	*3 070 378 955*	*-648 901 045*
22.759.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*812 947 594*	*624 951 434*	-	*624 951 434*	*-187 996 160*
22.766	**Protection sociale**	**34 889 717 921**	**29 885 343 061**	**-**	**29 885 343 061**	**-5 004 374 860**
22.766.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 758 214 356*	*366 202 579*	-	*366 202 579*	*-2 392 011 777*
22.766.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 075 000 000*	*1 382 172 610*	-	*1 382 172 610*	*307 172 610*
22.766.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*30 969 451 160*	*28 136 967 872*	-	*28 136 967 872*	*-2 832 483 288*
22.766.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*87 052 406*	-	-	-	*-87 052 406*
22.773	**Pilotage et soutien à la politique de protection sociale**	**3 460 166 243**	**3 143 286 406**	**-**	**3 143 286 406**	**-316 879 837**
22.773.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 060 166 243*	*2 794 286 406*	-	*2 794 286 406*	*-265 879 837*
22.773.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
22.773.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	-
22.776	**Pilotage et soutien à la politique de la Femme et de la Protection de l'Enfance**	**3 210 555 935**	**792 500 624**	**-**	**792 500 624**	**-2 418 055 311**
22.776.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 810 555 935*	*443 500 624*	-	*443 500 624*	*-2 367 055 311*
22.776.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
22.776.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	-
23	**Provisions**	**75 286 437 777**	**39 992 197 528**	**-**	**39 992 197 528**	**-35 294 240 249**
23.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**22 633 500 000**	**1 171 290 383**	**-**	**1 171 290 383**	**-21 462 209 617**
23.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**12 652 937 777**	**17 976 188 011**	**-**	**17 976 188 011**	**5 323 250 234**
23.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**40 000 000 000**	**20 844 719 134**	**-**	**20 844 719 134**	**-19 155 280 866**
23.780	**Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles**	**75 286 437 777**	**39 992 197 528**	**-**	**39 992 197 528**	**-35 294 240 249**
23.780.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*22 633 500 000*	*1 171 290 383*	-	*1 171 290 383*	*-21 462 209 617*
23.780.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*12 652 937 777*	*17 976 188 011*	-	*17 976 188 011*	*5 323 250 234*
23.780.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*40 000 000 000*	*20 844 719 134*	-	*20 844 719 134*	*-19 155 280 866*
24	**Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières**	**184 660 452 523**	**135 950 485 450**	**27 360 562 663**	**163 311 048 113**	**-21 349 404 410**
24.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**7 265 020 923**	**6 320 788 218**	**-**	**6 320 788 218**	**-944 232 705**
24.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**3 949 375 000**	**3 355 434 119**	**-**	**3 355 434 119**	**-593 940 881**
24.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**2 446 326 531**	**2 407 668 531**	**24 475 562 663**	**26 883 231 194**	**24 436 904 663**
24.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**170 999 730 069**	**123 866 594 582**	**2 885 000 000**	**126 751 594 582**	**-44 248 135 487**
24.787	**Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques**	**75 813 884 318**	**55 087 002 148**	**-**	**55 087 002 148**	**-20 726 882 170**
24.787.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*420 851 306*	*524 019 135*	-	*524 019 135*	*103 167 829*
24.787.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*705 000 000*	*585 150 000*	-	*585 150 000*	*-119 850 000*
24.787.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*91 909 091*	*81 709 091*	-	*81 709 091*	*-10 200 000*
24.787.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*74 596 123 922*	*53 896 123 922*	-	*53 896 123 922*	*-20 700 000 000*
24.794	**Gestion des ressources hydrauliques et assainissement**	**83 537 371 401**	**68 573 328 829**	**2 885 000 000**	**71 458 328 829**	**-12 079 042 572**
24.794.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*437 037 894*	*317 951 739*	-	*317 951 739*	*-119 086 155*
24.794.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*350 000 000*	*295 702 868*	-	*295 702 868*	*-54 297 132*
24.794.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*167 400 000*	*138 942 000*	-	*138 942 000*	*-28 458 000*
24.794.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*82 582 933 506*	*67 820 732 222*	*2 885 000 000*	*70 705 732 222*	*-11 877 201 284*
24.801	**Gestion de la radioactivité**	**494 431 222**	**719 801 891**	**-**	**719 801 891**	**225 370 669**
24.801.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*72 839 649*	*232 210 317*	-	*232 210 317*	*159 370 668*
24.801.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 000 000*	*166 000 001*	-	*166 000 001*	*-33 999 999*
24.801.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*63 031 000*	*63 031 000*	-	*63 031 000*	-
24.801.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*158 560 573*	*258 560 573*	-	*258 560 573*	*100 000 000*
24.808	**Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire**	**2 792 734 747**	**2 492 952 462**	**-**	**2 492 952 462**	**-299 782 285**
24.808.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 505 352 748*	*936 570 463*	-	*936 570 463*	*-568 782 285*
24.808.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*625 000 000*	*591 000 000*	-	*591 000 000*	*-34 000 000*
24.808.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*662 381 999*	*965 381 999*	-	*965 381 999*	*303 000 000*
24.815	**Gestion et contrôle des activités pétrolières**	**18 969 000 596**	**7 030 872 646**	**24 475 562 663**	**31 506 435 309**	**12 537 434 713**
24.815.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 975 337 970*	*2 985 337 970*	-	*2 985 337 970*	*10 000 000*
24.815.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 769 375 000*	*1 468 581 250*	-	*1 468 581 250*	*-300 793 750*
24.815.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 123 986 440*	*2 123 986 440*	*24 475 562 663*	*26 599 549 103*	*24 475 562 663*
24.815.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*12 100 301 186*	*452 966 986*	-	*452 966 986*	*-11 647 334 200*
24.822	**Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures**	**3 053 030 239**	**2 046 527 474**	**-**	**2 046 527 474**	**-1 006 502 765**
24.822.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 853 601 356*	*1 324 698 594*	-	*1 324 698 594*	*-528 902 762*
24.822.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
24.822.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*899 428 883*	*472 828 880*	-	*472 828 880*	*-426 600 003*
25	**Santé**	**226 529 812 656**	**187 495 722 816**	**551 498 983**	**188 047 221 800**	**-38 482 590 856**
25.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**79 752 011 879**	**82 954 150 881**	**-**	**82 954 150 881**	**3 202 139 003**
25.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**12 662 251 314**	**15 533 754 122**	**251 498 983**	**15 785 253 105**	**3 123 001 791**
25.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**32 615 549 463**	**29 909 897 392**	**-**	**29 909 897 392**	**-2 705 652 071**
25.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**101 500 000 000**	**59 097 920 421**	**300 000 000**	**59 397 920 421**	**-42 102 079 579**
25.829	**Prévention et sécurité sanitaire**	**22 045 747 859**	**16 328 376 561**	**251 498 983**	**16 579 875 544**	**-5 465 872 315**
25.829.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*10 155 198 528*	*7 513 754 201*	-	*7 513 754 201*	*-2 641 444 327*
25.829.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*4 912 819 564*	*5 229 218 367*	*251 498 983*	*5 480 717 350*	*567 897 786*
25.829.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 211 235 615*	*2 585 403 993*	-	*2 585 403 993*	*-625 831 622*
25.829.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 766 494 152*	*1 000 000 000*	-	*1 000 000 000*	*-2 766 494 152*

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
25.836	**Offre et accès aux soins**	**193 158 547 991**	**156 045 368 527**	**300 000 000**	**156 345 368 527**	**-36 813 179 463**
25.836.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*65 440 357 175*	*65 815 537 279*	-	*65 815 537 279*	*375 180 105*
25.836.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 024 431 750*	*5 579 535 755*	-	*5 579 535 755*	*2 555 104 005*
25.836.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*29 394 953 848*	*27 315 133 399*	-	*27 315 133 399*	*-2 079 820 449*
25.836.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*95 298 805 218*	*57 335 162 094*	*300 000 000*	*57 635 162 094*	*-37 663 643 124*
25.843	**Lutte contre le SIDA**	**7 913 158 831**	**7 066 642 828**	**-**	**7 066 642 828**	**-846 516 003**
25.843.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 616 040 504*	*2 069 524 501*	-	*2 069 524 501*	*453 483 997*
25.843.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*4 325 000 000*	*4 325 000 000*	-	*4 325 000 000*	-
25.843.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*9 360 000*	*9 360 000*	-	*9 360 000*	-
25.843.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 962 758 327*	*662 758 327*	-	*662 758 327*	*-1 300 000 000*
25.850	**Pilotage et soutien à la politique sanitaire**	**3 412 357 974**	**8 055 334 900**	**-**	**8 055 334 900**	**4 642 976 926**
25.850.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 540 415 672*	*7 555 334 900*	-	*7 555 334 900*	*5 014 919 228*
25.850.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*400 000 000*	*400 000 000*	-	*400 000 000*	-
25.850.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*471 942 302*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	*-371 942 302*
26	**Sécurité**	**203 044 314 170**	**132 302 708 090**	**-**	**132 302 708 090**	**-70 741 606 081**
26.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**115 113 750 716**	**119 117 183 908**	**-**	**119 117 183 908**	**4 003 433 192**
26.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**4 369 000 000**	**3 629 212 915**	**-**	**3 629 212 915**	**-739 787 085**
26.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**50 000 000**	**50 000 000**	**-**	**50 000 000**	**-**
26.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**83 511 563 454**	**9 506 311 267**	**-**	**9 506 311 267**	**-74 005 252 187**
26.857	**Gendarmerie Nationale**	**56 697 447 548**	**66 104 587 267**	**-**	**66 104 587 267**	**9 407 139 719**
26.857.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*54 667 447 548*	*64 417 375 163*	-	*64 417 375 163*	*9 749 927 615*
26.857.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 030 000 000*	*1 687 212 104*	-	*1 687 212 104*	*-342 787 896*
26.864	**Police Nationale**	**146 346 866 622**	**66 198 120 822**	**-**	**66 198 120 822**	**-80 148 745 799**
26.864.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*60 446 303 168*	*54 699 808 745*	-	*54 699 808 745*	*-5 746 494 423*
26.864.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 339 000 000*	*1 942 000 810*	-	*1 942 000 810*	*-396 999 190*
26.864.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*50 000 000*	*50 000 000*	-	*50 000 000*	-
26.864.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*83 511 563 454*	*9 506 311 267*	-	*9 506 311 267*	*-74 005 252 187*
27	**Stratégie économique**	**43 509 564 568**	**38 650 806 214**	**1 979 212 190**	**40 630 018 404**	**-2 879 546 164**
27.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**17 986 042 065**	**13 141 998 122**	**-**	**13 141 998 122**	**-4 844 043 943**
27.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**6 848 455 858**	**3 398 934 996**	**1 979 212 190**	**5 378 147 187**	**-1 470 308 671**
27.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**6 337 904 664**	**5 703 170 870**	**-**	**5 703 170 870**	**-634 733 794**
27.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**12 337 161 981**	**16 406 702 225**	**-**	**16 406 702 225**	**4 069 540 244**
27.871	**Elaboration et pilotage de la politique économique**	**18 931 965 544**	**23 021 005 766**	**-**	**23 021 005 766**	**4 089 040 223**
27.871.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 078 704 071*	*2 092 615 280*	-	*2 092 615 280*	*1 013 911 209*
27.871.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 370 439 048*	*2 067 464 410*	-	*2 067 464 410*	*-302 974 638*
27.871.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 436 156 426*	*2 744 719 834*	-	*2 744 719 834*	*-691 436 592*
27.871.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*12 046 665 999*	*16 116 206 243*	-	*16 116 206 243*	*4 069 540 244*
27.878	**Concurrence et protection du consommateur**	**7 100 047 534**	**7 060 472 992**	**432 415 453**	**7 492 888 445**	**392 840 910**
27.878.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 570 317 930*	*4 770 317 931*	-	*4 770 317 931*	*200 000 001*
27.878.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 432 415 453*	*1 329 999 998*	*432 415 453*	*1 762 415 451*	*329 999 999*
27.878.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*806 818 169*	*669 659 080*	-	*669 659 080*	*-137 159 089*
27.878.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*290 495 982*	*290 495 982*	-	*290 495 982*	*0*
27.887	**Appui à l'investissement**	**6 244 326 241**	**3 415 333 853**	**1 546 796 737**	**4 962 130 591**	**-1 282 195 650**
27.887.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 103 794 815*	*1 126 541 897*	-	*1 126 541 897*	*22 747 082*
27.887.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 045 601 357*	-	*1 546 796 737*	*1 546 796 737*	*-1 498 804 620*
27.887.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 094 930 069*	*2 288 791 956*	-	*2 288 791 956*	*193 861 887*
27.885	**Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique**	**11 233 225 249**	**5 153 993 602**	**-**	**5 153 993 602**	**-6 079 231 647**
27.885.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*11 233 225 249*	*5 152 523 014*	-	*5 152 523 014*	*-6 080 702 235*
27.885.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	-	*1 470 588*	-	*1 470 588*	*1 470 588*
28	**Fonction publique et modernisation de l'Etat**	**12 940 659 054**	**12 689 726 563**	**-**	**12 689 726 563**	**-250 932 491**
28.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**7 707 832 775**	**6 354 595 732**	**-**	**6 354 595 732**	**-1 353 237 043**
28.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**1 224 260 180**	**2 816 135 948**	**-**	**2 816 135 948**	**1 591 875 768**
28.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**3 008 566 099**	**3 008 566 098**	**-**	**3 008 566 098**	**-1**
28.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**1 000 000 000**	**510 428 785**	**-**	**510 428 785**	**-489 571 215**
28.892	**Fonction publique**	**7 162 822 248**	**7 978 460 727**	**-**	**7 978 460 727**	**815 638 479**
28.892.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 825 275 488*	*2 365 520 954*	-	*2 365 520 954*	*-459 754 534*
28.892.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*474 632 399*	*2 193 944 890*	-	*2 193 944 890*	*1 719 312 491*
28.892.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 008 566 099*	*3 008 566 098*	-	*3 008 566 098*	*-1*
28.892.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*854 348 262*	*410 428 785*	-	*410 428 785*	*-443 919 477*
28.899	**Modernisation de l'Etat**	**2 152 237 312**	**688 063 242**	**-**	**688 063 242**	**-1 464 174 070**
28.899.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 966 585 574*	*571 863 242*	-	*571 863 242*	*-1 394 722 332*
28.899.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*140 000 000*	*116 200 000*	-	*116 200 000*	*-23 800 000*
28.899.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*45 651 738*	-	-	-	*-45 651 738*
28.906	**Pilotage et soutien à la politique de fonction publique**	**3 625 599 494**	**4 023 202 594**	**-**	**4 023 202 594**	**397 603 100**
28.906.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 915 971 713*	*3 417 211 536*	-	*3 417 211 536*	*501 239 823*
28.906.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*609 627 781*	*505 991 058*	-	*505 991 058*	*-103 636 723*
28.906.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	-
29	**Travail, Emploi et Formation Professionnelle**	**29 957 828 565**	**26 438 204 263**	**857 549 082**	**27 295 753 345**	**-2 662 075 221**
29.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**11 404 730 258**	**10 906 871 166**	**-**	**10 906 871 166**	**-497 859 092**
29.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**4 150 254 604**	**3 025 886 756**	**857 549 082**	**3 883 435 838**	**-266 818 767**
29.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**5 865 094 942**	**4 878 276 816**	**-**	**4 878 276 816**	**-986 818 126**
29.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**8 537 748 761**	**7 627 169 525**	**-**	**7 627 169 525**	**-910 579 236**
29.913	**Promotion de l'emploi et du travail décent**	**7 030 375 228**	**6 881 283 528**	**857 549 082**	**7 738 832 610**	**708 457 383**
29.913.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 353 745 916*	*3 887 004 198*	-	*3 887 004 198*	*1 533 258 282*
29.913.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 415 085 214*	*462 754 985*	*857 549 082*	*1 320 304 067*	*-94 781 147*
29.913.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 984 163 333*	*1 657 103 581*	-	*1 657 103 581*	*-327 059 752*
29.913.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 277 380 764*	*874 420 764*	-	*874 420 764*	*-402 960 000*
29.920	**Formation professionnelle**	**19 874 957 539**	**17 938 365 744**	**-**	**17 938 365 744**	**-1 936 591 795**
29.920.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 521 107 779*	*6 043 253 154*	-	*6 043 253 154*	*-477 854 625*
29.920.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 435 169 390*	*2 021 190 594*	-	*2 021 190 594*	*-413 978 796*
29.920.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 880 931 609*	*3 221 173 235*	-	*3 221 173 235*	*-659 758 374*
29.920.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*7 037 748 761*	*6 652 748 761*	-	*6 652 748 761*	*-385 000 000*
29.927	**Pilotage et soutien aux politiques du travail, de l'emploi, de**	**3 052 495 798**	**1 618 554 990**	**-**	**1 618 554 990**	**-1 433 940 808**

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
	la formation technique et professionnelle					
29.927.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 529 876 563*	*976 613 814*	-	*976 613 814*	*-1 553 262 749*
29.927.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*541 941 176*	-	*541 941 176*	*241 941 176*
29.927.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*222 619 236*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	*-122 619 236*
30	**Dépenses transversales**	**501 586 262 134**	**442 319 273 492**	**-**	**442 319 273 492**	**-59 266 988 643**
30.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**94 010 000 000**	**94 010 000 000**	**-**	**94 010 000 000**	-
30.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**150 979 287 100**	**232 957 162 455**	**-**	**232 957 162 455**	**81 977 875 355**
30.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**90 584 555 127**	**19 970 539 840**	**-**	**19 970 539 840**	**-70 614 015 286**
30.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**166 012 419 908**	**95 381 571 196**	**-**	**95 381 571 196**	**-70 630 848 712**
30.934	**Dotation pour dépenses d'utilité publique**	**35 539 617 507**	**35 539 617 507**	**-**	**35 539 617 507**	**-**
30.934.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*34 289 617 507*	*34 289 617 507*	-	*34 289 617 507*	-
30.934.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 250 000 000*	*1 250 000 000*	-	*1 250 000 000*	-
30.941	**Dotation pour dépenses à caractère politique**	**30 363 245 173**	**25 396 700 268**	**-**	**25 396 700 268**	**-4 966 544 905**
30.941.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*4 968 920 734*	*23 428 700 268*	-	*23 428 700 268*	*18 459 779 534*
30.941.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*25 394 324 439*	*1 968 000 000*	-	*1 968 000 000*	*-23 426 324 439*
30.943	**Dotation pour dépenses de souveraineté et de sécurité**	**56 799 824 888**	**76 106 784 003**	**-**	**76 106 784 003**	**19 306 959 116**
30.943.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*44 799 824 888*	*64 308 298 019*	-	*64 308 298 019*	*19 508 473 132*
30.943.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*12 000 000 000*	*11 798 485 984*	-	*11 798 485 984*	*-201 514 016*
30.948	**Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations**	**181 332 414 002**	**124 014 690 185**	**-**	**124 014 690 185**	**-57 317 723 817**
30.948.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*37 971 500 000*	*39 971 500 000*	-	*39 971 500 000*	*2 000 000 000*
30.948.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 948 019 757*	*2 948 019 757*	-	*2 948 019 757*	-
30.948.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*140 412 894 245*	*81 095 170 428*	-	*81 095 170 428*	*-59 317 723 817*
30.962	**Dotation pour frais de transport et de déplacement**	**5 952 042 808**	**5 952 042 808**	**-**	**5 952 042 808**	**-**
30.962.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*5 952 042 808*	*5 952 042 808*	-	*5 952 042 808*	-
30.969	**Dotation pour primes d'assurance**	**20 807 199 998**	**20 807 199 998**	**-**	**20 807 199 998**	**0**
30.969.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*8 364 989 067*	*20 807 199 998*	-	*20 807 199 998*	*12 442 210 931*
30.969.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*12 442 210 931*	*0*	-	*0*	*-12 442 210 931*
30.976	**Dotation pour dépenses d'inhumation**	**10 397 093 591**	**11 091 538 035**	**-**	**11 091 538 035**	**694 444 444**
30.976.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*4 147 093 591*	*10 397 093 591*	-	*10 397 093 591*	*6 250 000 000*
30.976.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*6 250 000 000*	*694 444 444*	-	*694 444 444*	*-5 555 555 556*
30.983	**Dotation pour aides aux familles**	**29 300 000 000**	**29 611 589 655**	**-**	**29 611 589 655**	**311 589 655**
30.983.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	-	*29 300 000 000*		*29 300 000 000*	*29 300 000 000*
30.983.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*29 300 000 000*	*311 589 655*	-	*311 589 655*	*-28 988 410 345*
30.990	**Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques**	**98 148 708 353**	**98 095 767 177**	**-**	**98 095 767 177**	**-52 941 176**
30.990.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*94 010 000 000*	*94 010 000 000*	-	*94 010 000 000*	-
30.990.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 138 708 353*	*3 085 767 177*	-	*3 085 767 177*	*-52 941 176*
30.990.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 000 000 000*	*1 000 000 000*	-	*1 000 000 000*	-
30.997	**Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration**	**7 346 590 152**	**6 457 143 092**	**-**	**6 457 143 092**	**-889 447 060**
30.997.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*7 346 590 152*	*1 416 943 087*	-	*1 416 943 087*	*-5 929 647 065*
30.997.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	-	*5 040 200 005*	-	*5 040 200 005*	*5 040 200 005*
30.957	**Dotation pour investissements diversifiés**	**7 641 736 592**	**7 246 200 763**	**-**	**7 246 200 763**	**-395 535 829**
30.957.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*7 641 736 592*	*7 246 200 763*	-	*7 246 200 763*	*-395 535 829*
30.995	**Dotation pour fonds d'initiatives départementales (FID)**	**17 957 789 070**	**2 000 000 000**	**-**	**2 000 000 000**	**-15 957 789 070**
30.995.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*17 957 789 070*	*2 000 000 000*	-	*2 000 000 000*	*-15 957 789 070*
31	**Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation**	**36 814 534 758**	**15 357 240 265**	**8 059 107 306**	**23 416 347 571**	**-13 398 187 187**
31.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	**4 495 538 784**	**4 552 035 602**	**-**	**4 552 035 602**	**56 496 818**
31.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**3 019 819 989**	**2 506 450 591**	**-**	**2 506 450 591**	**-513 369 398**
31.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**2 140 068 679**	**1 898 754 072**	**-**	**1 898 754 072**	**-241 314 607**
31.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**27 159 107 306**	**6 400 000 000**	**8 059 107 306**	**14 459 107 306**	**-12 700 000 000**
31.285	**Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)**	**446 279 883**	**387 052 000**	**-**	**387 052 000**	**-59 227 883**
31.285.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*24 279 883*	*36 792 000*	-	*36 792 000*	*12 512 117*
31.285.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*422 000 000*	*350 260 000*	-	*350 260 000*	*-71 740 000*
31.296	**Autorité de Régulation des Transports Ferroviaires (ARTF)**	**27 107 772 749**	**6 593 200 050**	**8 059 107 306**	**14 652 307 356**	**-12 455 465 392**
31.296.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*478 306 204*	*119 801 882*	-	*119 801 882*	*-358 504 322*
31.296.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*570 359 239*	*473 398 168*	-	*473 398 168*	*-96 961 071*
31.296.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*26 059 107 306*	*6 000 000 000*	*8 059 107 306*	*14 059 107 306*	*-12 000 000 000*
31.250	**Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)**	**625 750 228**	**707 364 297**	**-**	**707 364 297**	**81 614 069**
31.250.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*96 284 788*	*265 527 982*	-	*265 527 982*	*169 243 194*
31.250.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*529 465 440*	*441 836 315*	-	*441 836 315*	*-87 629 125*
31.262	**Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)**	**3 333 842 364**	**2 723 087 474**	**-**	**2 723 087 474**	**-610 754 890**
31.262.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 578 225 364*	*1 579 225 364*	-	*1 579 225 364*	*1 000 000*
31.262.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 185 617 000*	*984 062 110*	-	*984 062 110*	*-201 554 890*
31.262.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*70 000 000*	*59 800 000*	-	*59 800 000*	*-10 200 000*
31.262.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*500 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	*-400 000 000*
31.283	**Commission Nationale des droits de l'Homme**	**260 313 245**	**410 452 085**	**-**	**410 452 085**	**150 138 840**
31.283.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*10 313 245*	*185 952 085*	-	*185 952 085*	*175 638 840*
31.283.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*83 000 000*	-	*83 000 000*	*-17 000 000*
31.283.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*50 000 000*	*41 500 000*	-	*41 500 000*	*-8 500 000*
31.283.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*100 000 000*	*100 000 000*	-	*100 000 000*	-
31.291	**Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel**	**1 953 678 697**	**1 437 400 026**	**-**	**1 437 400 026**	**-516 278 672**
31.291.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*469 475 708*	*420 511 545*	-	*420 511 545*	*-48 964 163*
31.291.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*934 202 989*	*775 388 481*	-	*775 388 481*	*-158 814 508*
31.291.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*50 000 000*	*41 500 000*	-	*41 500 000*	*-8 500 000*
31.291.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*500 000 000*	*200 000 000*	-	*200 000 000*	*-300 000 000*
31.295	**Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**	**882 641 147**	**786 523 317**	**-**	**786 523 317**	**-96 117 830**
31.295.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*352 641 147*	*346 623 317*	-	*346 623 317*	*-6 017 830*
31.295.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*500 000 000*	*415 000 000*	-	*415 000 000*	*-85 000 000*
31.295.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*30 000 000*	*24 900 000*	-	*24 900 000*	*-5 100 000*
31.227	**Haute Autorité de la Communication (HAC)**	**1 804 256 445**	**1 862 338 947**	**-**	**1 862 338 947**	**58 082 502**

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
31.227.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 486 012 445*	*1 597 601 427*	-	*1 597 601 427*	*111 588 982*
31.227.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*300 000 000*	*249 000 000*	-	*249 000 000*	*-51 000 000*
31.227.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*18 244 000*	*15 737 520*	-	*15 737 520*	*-2 506 480*
31.265	**Organisation Nationale Antidopage du Gabon (ONAD Gabon)**	**400 000 000**	**449 822 069**	**-**	**449 822 069**	**49 822 069**
31.265.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*400 000 000*	*449 822 069*	-	*449 822 069*	*49 822 069*
35	**Engagements de l'Etat**	**508 456 404 930**	**691 422 027 249**	**-**	**691 422 027 249**	**182 965 622 319**
35.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*	**419 843 613 137**	**487 550 918 857**	**-**	**487 550 918 857**	**67 707 305 720**
35.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**10 300 000 000**	**80 100 000 000**	**-**	**80 100 000 000**	**69 800 000 000**
35.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**15 700 000 000**	**63 146 221 599**	**-**	**63 146 221 599**	**47 446 221 599**
35.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**3 945 791 793**	**13 957 886 793**	**-**	**13 957 886 793**	**10 012 095 000**
35.6	*Titre 6. Autres dépenses*	**58 667 000 000**	**46 667 000 000**	**-**	**46 667 000 000**	**-12 000 000 000**
35.556	**Dotation aux Engagements financiers de l'Etat**	**419 843 613 137**	**487 550 918 857**		**487 550 918 857**	**67 707 305 720**
35.556.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*	*419 843 613 137*	*487 550 918 857*	-	*487 550 918 857*	*67 707 305 720*
35.559	**Remboursements et dégrèvements**	**14 245 791 793**	**94 057 886 793**	**-**	**94 057 886 793**	**79 812 095 000**
35.559.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*10 300 000 000*	*80 100 000 000*	-	*80 100 000 000*	*69 800 000 000*
35.559.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 945 791 793*	*13 957 886 793*	-	*13 957 886 793*	*10 012 095 000*
35.560	**Restructuration des entreprises**	**13 000 000 000**	**11 000 000 000**	**-**	**11 000 000 000**	**-2 000 000 000**
35.560.6	*Titre 6. Autres dépenses*	*13 000 000 000*	*11 000 000 000*	-	*11 000 000 000*	*-2 000 000 000*
35.561	**Appels en Garantie de l'Etat**	**1 500 000 000**	**1 500 000 000**	**-**	**1 500 000 000**	**-**
35.561.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 500 000 000*	*1 500 000 000*	-	*1 500 000 000*	-
35.562	**Soutien des prix des produits pétroliers**	**12 200 000 000**	**55 374 716 711**	**-**	**55 374 716 711**	**43 174 716 711**
35.562.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*12 200 000 000*	*55 374 716 711*	-	*55 374 716 711*	*43 174 716 711*
35.963	**Lutte contre la vie chère**	**2 000 000 000**	**6 271 504 888**	**-**	**6 271 504 888**	**4 271 504 888**
35.963.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 000 000 000*	*6 271 504 888*	-	*6 271 504 888*	*4 271 504 888*
35.565	**Dette aux agents publics**	**45 667 000 000**	**35 667 000 000**	**-**	**35 667 000 000**	**-10 000 000 000**
35.565.6	*Titre 6. Autres dépenses*	*45 667 000 000*	*35 667 000 000*	-	*35 667 000 000*	*-10 000 000 000*
	Total budget général	**4 441 291 121 761**	**3 609 768 073 536**	**60 016 425 400**	**3 669 784 498 936**	**-771 506 622 825**
	Titre 1. Charges financières de la dette	*419 843 613 137*	*487 550 918 857*	-	*487 550 918 857*	*67 707 305 720*
	Titre 2. Dépenses de personnel	*959 710 096 452*	*958 579 604 563*	-	*958 579 604 563*	*-1 130 491 889*
	Titre 3. Dépenses de biens et services	*415 693 809 118*	*542 742 998 653*	*19 699 255 431*	*562 442 254 084*	*146 748 444 966*
	Titre 4. Dépenses de transfert	*429 929 806 621*	*402 390 774 859*	*25 778 062 663*	*428 168 837 522*	*-1 760 969 099*
	Titre 5. Dépenses d'investissement	*2 137 193 131 993*	*1 154 583 112 164*	*14 539 107 306*	*1 169 122 219 470*	*-968 070 912 523*
	Titre 6. Autres dépenses	*78 920 664 439*	*63 920 664 439*	-	*63 920 664 439*	*-15 000 000 000*
60	**Pensions**	**106 437 581 382**	**106 437 581 382**	**-**	**106 437 581 382**	**0**
60.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**106 437 581 382**	**106 437 581 382**	**-**	**106 437 581 382**	**0**
60.703	**Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat**	**89 982 441 798**	**89 982 441 798**	**-**	**89 982 441 798**	**0**
60.703.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*89 982 441 798*	*89 982 441 798*	-	*89 982 441 798*	*0*
60.710	**Pensions spéciales**	**11 746 861 443**	**11 746 861 443**	**-**	**11 746 861 443**	**0**
60.710.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*11 746 861 443*	*11 746 861 443*	-	*11 746 861 443*	*0*
60.712	**Pensions main d'œuvre non permanente de l'Etat**	**4 708 278 141**	**4 708 278 141**	**-**	**4 708 278 141**	**0**
60.712.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*4 708 278 141*	*4 708 278 141*	-	*4 708 278 141*	*0*
61	**Service universel des communications électroniques et numériques**	**3 807 666 114**	**3 807 666 114**	**-**	**3 807 666 114**	**0**
61.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**380 766 611**	**380 766 611**	**-**	**380 766 611**	**0**
61.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**3 426 899 503**	**3 426 899 503**	**-**	**3 426 899 503**	**0**
61.145	**Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet**	**2 453 004 000**	**2 453 004 000**	**-**	**2 453 004 000**	**0**
61.145.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 453 004 000*	*2 453 004 000*	-	*2 453 004 000*	*0*
61.149	**Développement et promotion des infrastructures et services numériques**	**1 354 662 114**	**1 354 662 114**	**-**	**1 354 662 114**	**0**
61.149.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*380 766 611*	*380 766 611*	-	*380 766 611*	*0*
61.149.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*973 895 503*	*973 895 503*	-	*973 895 503*	*0*
62	**Prestations familiales et sociales**	**18 000 000 000**	**18 000 000 000**	**-**	**18 000 000 000**	**-**
62.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**18 000 000 000**	**18 000 000 000**	**-**	**18 000 000 000**	**-**
62.985	**Aide à l'enfance**	**13 090 909 091**	**13 090 909 091**	**-**	**13 090 909 091**	**-**
62.985.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*13 090 909 091*	*13 090 909 091*	-	*13 090 909 091*	-
62.986	**Aide à la maternité**	**4 909 090 909**	**4 909 090 909**	**-**	**4 909 090 909**	**-**
62.986.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*4 909 090 909*	*4 909 090 909*	-	*4 909 090 909*	-
63	**Promotion du sport**	**6 833 148 663**	**4 893 668 823**	**-**	**4 893 668 823**	**-1 939 479 841**
63.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**3 416 574 332**	**2 391 278 856**	**-**	**2 391 278 856**	**-1 025 295 475**
63.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	-	**55 555 556**	**-**	**55 555 556**	**55 555 556**
63.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**3 416 574 332**	**2 446 834 411**	**-**	**2 446 834 411**	**-969 739 921**
63.233	**Sport pour tous, sport de proximité**	**3 416 574 332**	**2 498 684 986**	**-**	**2 498 684 986**	**-917 889 345**
63.233.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 708 287 166*	*1 167 861 650*	-	*1 167 861 650*	*-540 425 516*
63.233.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	-	*55 555 556*	-	*55 555 556*	*55 555 556*
63.233.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 708 287 166*	*1 275 267 781*	-	*1 275 267 781*	*-433 019 385*
63.235	**Sport amateur, d'élite et professionnel**	**3 416 574 332**	**2 394 983 836**	**-**	**2 394 983 836**	**-1 021 590 495**
63.235.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 708 287 166*	*1 223 417 206*	-	*1 223 417 206*	*-484 869 959*
63.235.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 708 287 166*	*1 171 566 630*	-	*1 171 566 630*	*-536 720 536*
64	**Promotion audiovisuelle et cinématographique**	**1 317 831 929**	**1 507 466 346**	**-**	**1 507 466 346**	**189 634 417**
64.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**439 277 310**	**502 488 782**	**-**	**502 488 782**	**63 211 472**
64.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**878 554 620**	**1 004 977 564**	**-**	**1 004 977 564**	**126 422 945**
64.433	**Production des contenus audiovisuels**	**658 915 965**	**816 944 645**	**-**	**816 944 645**	**158 028 681**
64.433.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*219 638 655*	*251 244 391*	-	*251 244 391*	*31 605 736*
64.433.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*439 277 310*	*565 700 254*	-	*565 700 254*	*126 422 944*
64.434	**Production des contenus cinématographiques**	**658 915 965**	**690 521 701**	**-**	**690 521 701**	**31 605 736**
64.434.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*219 638 655*	*251 244 391*	-	*251 244 391*	*31 605 736*
64.434.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*439 277 310*	*439 277 310*	-	*439 277 310*	*0*
65	**Formation pour l'emploi**	**3 869 011 878**	**3 279 883 591**	**-**	**3 279 883 591**	**-589 128 287**
65.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**2 829 341 252**	**2 398 521 958**	**-**	**2 398 521 958**	**-430 819 294**
65.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**1 039 670 626**	**881 361 633**	**-**	**881 361 633**	**-158 308 993**
65.923	**Formation initiale**	**3 619 011 878**	**3 067 950 693**	**-**	**3 067 950 693**	**-551 061 185**
65.923.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 579 341 252*	*2 186 589 060*	-	*2 186 589 060*	*-392 752 192*

Codes	Libellés	LFI 2026	LFR 2026 hors ADP/FDC/DONS	ADP/FDC/DONS	LFR 2026 y compris ADP/FDC/DONS	Ecart LFR 2026/LFI 2026
65.923.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 039 670 626*	*881 361 633*	-	*881 361 633*	*-158 308 993*
65.924	**Formation continue**	**250 000 000**	**211 932 897**	-	**211 932 897**	**-38 067 103**
65.924.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*250 000 000*	*211 932 897*	-	*211 932 897*	*-38 067 103*
66	**Gestion du service public de l'eau et de l'énergie électrique dans les collectivités locales**	**5 609 603 475**	**5 609 603 476**	-	**5 609 603 476**	**1**
66.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	**1 682 881 043**	**1 682 881 043**	-	**1 682 881 043**	**1**
66.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	**3 926 722 433**	**3 926 722 433**	-	**3 926 722 433**	**1**
66.517	**Gestion de l'énergie électrique dans les collectivités locales**	**4 868 712 450**	**4 839 722 226**	-	**4 839 722 226**	**-28 990 224**
66.517.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 476 300 543*	*1 476 300 543*	-	*1 476 300 543*	*1*
66.517.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*3 392 411 908*	*3 363 421 683*	-	*3 363 421 683*	*-28 990 224*
66.518	**Gestion du service public de l'eau potable dans les collectivités locales**	**740 891 025**	**769 881 250**	-	**769 881 250**	**28 990 225**
66.518.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*206 580 500*	*206 580 500*	-	*206 580 500*	-
66.518.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*534 310 525*	*563 300 750*	-	*563 300 750*	*28 990 225*
67	**Salubrité publique**	**5 024 865 492**	**6 125 594 610**	-	**6 125 594 610**	**1 100 729 118**
67.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**1 024 537 774**	**1 248 969 365**	-	**1 248 969 365**	**224 431 592**
67.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	**3 278 142 883**	**3 996 241 174**	-	**3 996 241 174**	**718 098 291**
67.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**722 184 835**	**880 384 070**	-	**880 384 070**	**158 199 235**
67.607	**Assainissement et gestion des déchets**	**5 024 865 492**	**6 125 594 610**	-	**6 125 594 610**	**1 100 729 118**
67.607.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	1 024 537 774	1 248 969 365	-	1 248 969 365	224 431 592
67.607.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	3 278 142 883	3 996 241 174	-	3 996 241 174	718 098 291
67.607.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	722 184 835	880 384 070	-	880 384 070	158 199 235
68	**Valorisation du patrimoine de l'Etat**	**26 708 184 469**	**24 356 382 017**	-	**24 356 382 017**	**-2 351 802 452**
68.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**4 293 320 346**	**3 915 269 889**	-	**3 915 269 889**	**-378 050 457**
68.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**22 414 864 123**	**20 441 112 128**	-	**20 441 112 128**	**-1 973 751 995**
68.932	**Contrôle de la qualité des produits pétroliers**	**3 037 771 831**	**2 859 157 136**	-	**2 859 157 136**	**-178 614 695**
68.932.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	930 184 132	751 569 437	-	751 569 437	-178 614 695
68.932.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	2 107 587 699	2 107 587 699	-	2 107 587 699	0
68.933	**Entretien du patrimoine mobilier et immobilier**	**2 644 751 190**	**2 666 988 941**	-	**2 666 988 941**	**22 237 751**
68.933.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	837 761 084	859 998 835	-	859 998 835	22 237 751
68.933.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	1 806 990 106	1 806 990 106	-	1 806 990 106	0
68.934	**Entretien et maintenance du système d'information des douanes**	**2 889 012 070**	**2 621 895 114**	-	**2 621 895 114**	**-267 116 956**
68.934.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 872 143 170*	*1 605 026 214*	-	*1 605 026 214*	*-267 116 956*
68.934.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 016 868 900*	*1 016 868 900*	-	*1 016 868 900*	*0*
68.935	**Promotion et exploitation des équipements navales et des infrastructures fluviales et lagunaires**	**1 716 159 800**	**1 761 603 243**	-	**1 761 603 243**	**45 443 443**
68.935.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*653 231 960*	*698 675 403*	-	*698 675 403*	*45 443 443*
68.935.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 062 927 840*	*1 062 927 840*	-	*1 062 927 840*	-
68.937	**Gestion des infrastructures aéroportuaires**	**16 420 489 578**	**14 446 737 583**	-	**14 446 737 583**	**-1 973 751 995**
68.937.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	16 420 489 578	14 446 737 583	-	14 446 737 583	-1 973 751 995
71	**Entretien du patrimoine routier de l'Etat**	**51 923 252**	**51 923 252**	-	**51 923 252**	-
71.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	**4 356 582**	**4 356 582**	-	**4 356 582**	**0**
71.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	**47 566 670**	**47 566 670**	-	**47 566 670**	**0**
71.960	**Entretien des routes nationales et départementales**	**51 923 252**	**4 356 582**	-	**4 356 582**	**-47 566 670**
71.960.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*4 356 582*	*4 356 582*	-	*4 356 582*	*0*
71.960.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*47 566 670*			-	*-47 566 670*
71.965	**Entretien des voiries urbaines**	**-**	**47 566 670**	-	**47 566 670**	**47 566 670**
71.965.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	-	*47 566 670*	-	*47 566 670*	*47 566 670*
Total Comptes Spéciaux		**177 659 816 654**	**174 069 769 610**	-	**174 069 769 610**	**-3 590 047 044**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	*14 071 055 249*	*12 524 533 086*	-	*12 524 533 086*	*-1 546 522 162*
	Titre 4. Dépenses de transfert	*127 715 724 265*	*128 489 378 112*	-	*128 489 378 112*	*773 653 847*
	Titre 5. Dépenses d'investissement	*35 873 037 141*	*33 055 858 412*	-	*33 055 858 412*	*-2 817 178 729*
Total budget de l'Etat		**4 618 950 938 415**	**3 783 837 843 146**	**60 016 425 400**	**3 843 854 268 546**	**-775 096 669 869**
	Titre 1. Charges financières de la dette	*419 843 613 137*	*487 550 918 857*	-	*487 550 918 857*	*67 707 305 720*
	Titre 2. Dépenses de personnel	*959 710 096 452*	*958 579 604 563*	-	*958 579 604 563*	*-1 130 491 889*
	Titre 3. Dépenses de biens et services	*429 764 864 367*	*555 267 531 740*	*19 699 255 431*	*574 966 787 171*	*145 201 922 804*
	Titre 4. Dépenses de transfert	*557 645 530 886*	*530 880 152 971*	*25 778 062 663*	*556 658 215 634*	*-987 315 252*
	Titre 5. Dépenses d'investissement	*2 173 066 169 134*	*1 187 638 970 576*	*14 539 107 306*	*1 202 178 077 882*	*-970 888 091 252*
	Titre 6. Autres dépenses	*78 920 664 439*	*63 920 664 439*	-	*63 920 664 439*	*-15 000 000 000*

Article 90 : Aucun budget annexe n'est prévu pour l'année budgétaire 2026.

CHAPITRE 2 : DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 91 : Les plafonds des autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives indépendantes et des institutions sont globalement arrêtés à 119 317 agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est plafonnée à **neuf cent cinquante-huit milliards cinq cent soixante-dix-neuf millions six cent quatre mille cinq cent soixante-trois (958.579.604.563) FCFA**.

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère

Codes	Ministères	Effectifs	Masse salariale
21	Ministère de la Réforme des Institutions	451	2 054 165 940
22	Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, Chargé des Droits Humains	4 546	40 493 785 665
25	Ministère des Affaires Étrangères, Intégration sous-régionale et gabonais de l'étranger	778	13 121 309 506
31	Ministère Défense Nationale	30 295	212 517 246 622
41	Ministère de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités	898	6 354 595 732
42	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation	8 082	62 004 047 190
43	Ministère de la Communication et de Médias	874	5 123 533 069
53	Ministère de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations, Chargé de la Lutte Contre la Vie Chère	8 606	147 737 438 435
54	Ministère de l'Industrie et de la Transformation Local	266	1 813 355 079
55	Ministère de l'Entrepreneuriat, du Commerce et des PME-PMI	1 163	6 991 646 189
56	Ministère du Tourisme Durable et de l'Artisanat	361	2 337 307 650
57	Ministère de la Planification et de la Prospective	521	3 635 634 584
61	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Durable	1 636	8 424 898 084
62	Ministère des Eaux et Forêts, Chargé du Conflit Homme-Faune	2 087	15 622 782 115
63	Ministère de la Mer, de la Pêche et de l'Economie Bleue	356	1 701 038 600
64	Ministère des Travaux Publics et de la Construction	1 850	9 774 182 766
65	Ministère du Logement, de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadastre	1 556	7 834 978 119
66	Ministère des Mines et des Ressources Géologiques	218	1 333 640 336
67	Ministère de l'Accès à l'Eau et à l'Energie	293	2 047 543 654
68	Ministère du Pétrole et du Gaz	691	4 310 036 564
69	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Conflit Homme-Faune	267	1 963 998 850
71	Ministère des Transports, de la Marine Marchande et de la Logistique	1 331	8 359 037 042
77	Ministère de l'Économie Numérique, de la Digitalisation et de l'Innovation	366	2 766 529 509
81	Ministère de l'Education Nationale, de l'Instruction Civique et de la Formation Professionnelle	27 670	198 811 638 468
84	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2 978	37 080 543 225
89	Ministère de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Arts	1 485	9 366 780 927
91	Ministère de la Santé	13 268	82 774 617 381
92	Ministère du Travail, du Plein Emploi et du Dialogue Social	631	4 863 618 012
93	Ministère des Affaires Sociales et de l'Inclusion	1 795	9 428 945 520
94	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance	808	3 559 917 430
Total Ministères		**116 127**	**914 208 792 263**

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat (Autorité Autonomes et Institutions)

Codes	Autorités Administratives Indépendantes et Institutions	Effectif	Montant
11	Présidence de la République	1 658	18 091 654 270
12	Sénat	172	3 866 819 616
13	Assemblée Nationale	421	6 245 036 335
14	Conseil d'Etat	89	1 205 901 399
16	Cour Constitutionnelle	103	1 618 947 400
17	Cour des Comptes	315	4 816 051 981
18	Cour de Cassation	100	2 436 825 189
26	Conseil Économique, Social et Environnemental	120	1 845 544 952
27	Haute Autorité de la Communication	79	1 597 601 427
28	Conseil National de la Démocratie	3	351 334 496
29	Lutte contre l'enrichissement illicite	68	1 579 225 364
47	Médiature de la République	8	109 406 241
48	Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée	32	420 511 545
49	Commission Nationale des Droits de l'Homme	22	185 952 085
	Total Autorités Administratives Indépendantes et Institutions	**3 190**	**44 370 812 300**
	Total Général	**119 317**	**958 579 604 563**

Article 92 : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics est désormais conditionnée par la preuve de leur capacité à autofinancer, pendant au moins cinq (5) ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Tous les établissements publics sont tenus de déclarer auprès des services du Ministère en charge des Finances, le bilan et les résultats prévisionnels sur une période de cinq (5) ans au moins et les états des dépenses de personnel comprenant les informations ci-après :

-la liste nominative du personnel et la grille salariale ;
-l'état des salaires ou traitements annuels de chaque agent ;
-le plan de gestion prévisionnelle des effectifs sur cinq (5) ans ;
-les fiches de postes de chaque agent.

TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 93 : Au titre de l'année budgétaire 2026, l'Etat consent à constituer une provision pour un montant **d'un milliard cinq cent millions (1.500.000.000) FCFA**, au bénéfice de la société Agro Business Group (ABG) du Gabon en vue de couvrir le financement des futurs projets de développement.

TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 94 : Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions est arrêté, pour l'année 2026, à la somme de **deux mille deux cent cinquante et un milliards sept cent soixante-treize millions cinq cent trente mille quatre cent cinquante-sept (2.251.773.530.457) FCFA**.

Le détail des financements se présente ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des tirages sur financements

Créancier	Libellé projet	LFR 2026
I. Tirages prêts projets (a+b)		**122 653 077 623**
Tirages en cours (a)		**102 402 000 000**
Agence Française de Développement (AFD)	Programme Investissement Secteur Education (PISE)	15 402 000 000
Agence Française de Développement (AFD)	Réhabilitation du Transgabonais/Programme de Modernisation et de Sécurisation du Transgabonais (PMST)	4 000 000 000
Agence Française de Développement (AFD)	Programme de Modernisation et de Sécurisation du Transgabonais (PMST)	2 000 000 000
Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui au Programme Graine	4 000 000 000
Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui à la diversification de l'Economie Gabonaise (PADEG)	2 500 000 000
Banque Africaine de Développement (BAD)	Programme Intègre pour Alimentation en Eau Potable et Assainissement volet Eau Potable (PIAEPAL)	6 000 000 000
Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC)	Financement Additionnel PCR	15 000 000 000
Banque Mondiale (BIRD)	Projet Appui Employabilité des Jeunes	2 000 000 000
Banque Mondiale (BIRD)	Gabon Digital	5 000 000 000
Banque Mondiale (BIRD)	Avance de Préparation Programme d'Aménagement et de Développement des Infrastructures du Gabon (PADIG)	4 000 000 000
Banque Mondiale (BIRD)	Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA)	6 500 000 000
Banque Mondiale (BIRD)	Projet d'Accès aux services de base et d'Amélioration de la Performance (PASBAP)	1 000 000 000
Banque Mondiale (BIRD)	Programme Régional de Sécurité Sanitaire (HESP)	1 000 000 000
Deustche Bank	Conception et réalisation de deux fly-overs, quatre passerelles piétonnes et un pont métallique d'Ebel Abanga	19 000 000 000
Standard Chartered / Citi Bank	Réhabilitation et construction de 166 km de route Kougouleu-Medouneu, y compris le drainage et signalisation	10 000 000 000
Development Bank of Southern Africa Limited (DBSA)	Réhabilitation des voiries de Franceville, Phase 3	5 000 000 000
Tirages nouvelles conventions de prêts projets (b)		**20 251 077 623**
Banque Africaine de Développement (BAD)	Programme d'Appui au Secteur des Infrastructures au Gabon (PASIG) Phase I	5 000 000 000
Banque Mondiale (BIRD)	E-Gabon	2 751 077 623
Deustche Bank	Projet de production et de distribution d'eau dans plusieurs villes	6 500 000 000

Créancier	Libellé projet	LFR 2026
	de la République Gabonaise	
Standard Chartered / Citi Bank	Construction d'un centre national de données et mise en œuvre d'autres travaux numériques	6 000 000 000
II. Tirages conventions de prêts programmes		**36 102 000 000**
Tirages conventions prêts programmes	Augmentation du capital de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC)	21 252 000 000
Tirages conventions prêts programmes	Appui budgétaire/Programme de soutien budgétaire Ministère de la Santé & Infrastructures RISE	14 850 000 000
III. Tirages sur marché financier international		**857 878 877 394**
Marché Financier International	Eurobond 10 ANS	857 878 877 394
IV. Tirages sur marché financier régional		**691 139 575 441**
Marché financier régional	Obligations Trésor Assimilables	424 874 826 478
	Emprunt bancaire	266 264 748 962
V.Autres ressources de trésorerie		**544 000 000 000**
Total tirages sur financements extérieurs (I+II+III+IV+V)		**2 251 773 530 457**

TITRE IV : DES DONS

Article 95 : Le niveau des dons à recevoir est arrêté à la somme de **onze milliards sept cent dix-huit millions deux cent quarante-deux mille (11 718 242 000) FCFA**.

Le détail de ces dons se présente ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des dons (En FCFA)

Donateur	Libellé projet	LFR 2026
Banque Mondiale (BM)	Projet d'Accès aux Services de Base et d'Amélioration de la Performance (PASBAP)	2 885 000 000
Agence Française de Développement (AFD)	Projet d'Appui à l'Education, à l'Environnement dans les écoles primaires Gabonaises (PAEEG)	1 202 500 000
	Une étude de diagnostic des enjeux de genre et d'égalité Hommes-Femmes	100 000 000
	Programme de Modernisation et de Sécurisation du Transgabonais (PMST)	3 935 742 000
	Renforcement des Infrastructures et des Moyens Opérationnels des Structures Déconcentrées (RIMOSD) du Ministère des Eaux et Forets	2 295 000 000
Banque de Développement de Chine (BDC)	Base de Vulgarisation des Techniques Agricoles (BVTA)	1 000 000 000
Banque Africaine de Développement (BAD)	Elaboration de la carte sanitaire 2024 et pharmaceutique du Gabon	300 000 000
Total Dons		**11 718 242 000**

TITRE V : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 96 : Tous les opérateurs assurant une mission de service public et bénéficiant d'une subvention de l'Etat ou de recettes affectées et ne faisant l'objet ni d'un budget annexe ni d'un compte spécial, sont assujettis à la signature d'un Contrat d'Objectifs de Performance, en abrégé COP et d'un Contrat Annuel de Performance, en abrégé CAP.

Article 97 : Le COP définit pour trois (3) ans, le cadre prévisionnel des dépenses prioritaires et des ressources de l'opérateur concerné ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du contrat.

Article 98 : Le CAP décline pour une année le COP. Il définit de façon précise les engagements de chaque partie, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie triennale prédéfinie. Il doit être en lien étroit avec les Projets Annuels de Performance des missions dans lesquelles l'opérateur inscrit son action.

Article 99 : L'accès aux crédits alloués aux entités susvisées est conditionné par la signature des COP et CAP. Ces documents sont transmis aux services compétents du Ministère en charge du Budget dès la promulgation de la loi de finances.

Article 100 : Toute personne dépositaire de l'autorité publique qui engage l'Etat sans en avoir l'habilitation sera tenue au remboursement des sommes exposées en réparation des dommages causés, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Article 101 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature, nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 102 : La présente loi, qui abroge toute disposition antérieure contraire, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 17 juillet 2026

Le Président de la République, Chef de l'Etat,
Chef du Gouvernement

Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Le Ministre de l'Economie, des Finances, de la Dette et des Participations, chargé de la lutte contre la Vie Chère
Thierry MINKO

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°0322/PR du 17 juillet 2026 portant promulgation de la loi n°002/2026 du 17 juillet 2026 portant loi de finances rectificative de l'année 2026

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution, notamment en son article 17, alinéa 1er ;

D E C R E T E :

Article 1er : Est promulguée la loi n°002/2026 portant loi de finances rectificative de l'année 2026.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 17 juillet 2026

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement

Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Je désire m'abonner au Journal Officiel pendant :

Six (6) mois ☐ Un (1) an ☐ —— Particulier ☐ Entreprise ☐ Administration ☐

Nom :... Prénoms :...

Raison Sociale :...

Ville :... Pays :... Boite postale :... Tél.:...

E-mail: ...

Mode de Règlement :

- Chèque ☐
- Espèces ☐
- Mandat express ☐
- Virement ☐

Date :

Signature :

DESTINATIONS	1 an (en FCFA)	6 mois (en FCFA)
Libreville	26.000	13.000
Intérieur Gabon	28.000	14.000
Afrique équatoriale, Nigeria, Zaïre	30.000	15.000
Autres pays d'Afrique noire francophone	31.000	15.000
Autre pays d'Afrique	32.000	16.000
France	32.000	16.000
Europe	36.000	18.000
Amérique, Moyen-Orient	40.000	20.000
Asie, Océanie	42.000	21.000

BULLETIN A DECOUPER ET A RENVOYER A LA DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
405, AVENUE COLONEL PARANT
BP 563 LIBREVILLE / TEL (+241) 72 01 04